PUBLICATIONS DU SENAT

SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 du 10 octobre 1989 au 7 octobre 1990

TABLE CUMULATIVE DES ORATEURS ET AUTEURS

	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
A			
Adriaensens, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout			
Attitude de la Belgique à l'égard de la Roumanie			2263-2265
Aelvoet (Mme), sénateur provincial d'Anvers			
Budget général des Dépenses de l'année 1990			
Amendement Section: Justice	14481	797-4	
Réfugiés politiques		İ	576
Recours			576
Réfugiés non reconnus Accords de Schengen			576
Section: Affaires étrangères et Commerce extérieur			576
Récents événements d'Europe de l'Est			586-587
Aide publique à la coopération au développement			587, 588
Chine			587-588
Restructuration de l'A.G.C.D. Protection du logement familial (Protection du locataire — Loyers et prorogation des baux)			588
(Report de la péréquation cadastrale)			1
Amendements	14930	847-18	ļ
.oi-programme			1
Amendements	14932	849-14	
Modification de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce, dans le but de garantir au consommateur, en matière de publicité et d'information sur les produits,		1	İ
l'emploi d'une des langues nationales		İ	Í
Proposition de loi	14955	874-1	
Abrogation de l'article 18bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour,			
l'établissement et l'éloignement des étrangers (Autorisation de communes d'interdire l'inscription de certains étrangers sur leur territoire)			ļ
Proposition de loi	15007	930-1	1
Création d'une commission d'évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption	15007	7501	
de grossesse, modification des articles 348, 350, 351 et 352 du Code pénal et abrogation	İ		
de l'article 353 du même Code		0.00	2731-2732
Amendements Amendements	15044	968-4 968-5	
Discussion des articles		700-3	2738
Modification des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et de la loi du			2,00
5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat (Lutte			1
contre l'arriéré judiciaire) Amendements	45000	004.5	
Amendements nstauration d'un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptation des	15060	984-5	
pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général	İ		İ
Amendements	15088	1018-3	ł
rocessus décisionnel concernant le T.G.V.			l
Interpellation			85-87, 96

	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Aerts, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik			
Abrogation de l'article 357 du C.I.R. (Prélèvement d'une remise de 3 p.c. pour frais d'administration sur le montant des taxes additionnelles communales à l'impôt des personnes physiques) Rapport Propose le renvoi en commission Complément à la loi du 3 juin 1964 modifiant l'A.R. nº 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire et autorisation du Ministre des Finances et du Ministre qui a les relations commerciales extérieures dans ses attributions, à consentir des prêts à des Etats ou à des organismes étrangers	14377	278-2	1196 1197
Rapport Budget des Voies et Moyens de l'année 1990	14810	730-2	
Rapport (Services du Premier Ministre)	14880	796-2	
Budget général des Dépenses de l'année 1990 Rapport (Services du Premier Ministre)	14881	797-2	İ
Ajustement du budget des Finances de l'année 1989 Rapport	14958	878-2	
Participation de la Belgique à la septième augmentation générale des ressources de la Banque	11000	070-2	1050 1050
interaméricaine de développement Rapport Instauration d'un privilège pour les créances au titre des prélèvements sur la production du charbon et de l'acier (C.E.C.A.)	14979	899-2	1958-1959
Rapport	15001	924-2	
Création d'un Comité consultatif national des questions bio-éthiques Proposition de loi	15009	932-1	
Modification de l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail (Adaptation de la réglementation relative à la protection de la maternité. — Congé de maternité) Proposition de loi	15014	938-1	
Suppression de la taxe annuelle sur les contrats d'assurance-vie (Articles 174, 175 et 176 du Code des taxes assimilées au timbre) Proposition de loi	15015	939-1	
Constitution en immunité d'impôt de réserves pour sinistres dus à une catastrophe (Entreprises d'assurances et de réassurances)			
Proposition de loi Modification des articles 30 <i>bis</i> et 30 <i>ter</i> de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et des articles 299 <i>bis</i> et 299 <i>ter</i> du C.I.R. (Pourvoyeurs de main d'œuvre. — Enregistrement radié)	15016	940-1	
Proposition de loi Modification de la loi du 24 décembre 1970 relative aux mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de distribution de gaz (Contrôle	15124	1054-1	
obligatoire de l'installation) Proposition de loi Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et	15130	1060-1	,
abrogation des articles 352 et 353 du même Code; Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement;			
Modification des article 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement			206-210-213, 324
Budget des Voies et Moyens de l'année 1990;			326
Budget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre I ^{er} : Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations —			
Dotations aux Communautés et aux Régions) Assainissement des finances publiques			504
Exécution du budget 1989			504
Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer Rééchelonnement de la dette publique			504-505 504
Modernisation de la gestion de la dette publique Loi-programme			504 504-505
Effet boule de neige de la dette publique Contrôle budgétaire			505
écurité et sûreté de germanission d'information et d'enquête en matières nucléaires. — Rapport de la Commission d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire			505 1326-1327
Adduction du précompte immobilier; Adduction du précompte immobilier à 10 p.c.			1603-1604
auvegarde des forêts tropicales Justification de vote			2790
			l

	DOCU	DOCUMENTS	
	R. A	Nº	Pages
Appeltans (suite)			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990 (suite) Section: Travaux publics Charges du passé Gestion du patrimoine de la Régie des Bâtiments Intégration de l'Administration des Bâtiments au sein de la Régie des Bâtiments Arriéré dans l'exécution de programmes par la Régie des Bâtiments Transfert de personnel aux Régions Fusion du département des Travaux publics et de celui des Communications Estimation de la valeur du patrimoine géré par la Régie des Bâtiments Décision prise par le Ministre des P.T.T. de «simplifier» les numéros postaux, laquelle prive définitivement la Régie des Postes de la possibilité de se moderniser Modification de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 et de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité (Conditions d'obtention du permis de conduire — Permis de conduire à points — Imprégnation alcoolique et ivresse — Conditions techniques — Dispositions diverses)			664 664 665 665 665 665 1484
Arts, sénateur provincial de Limbourg			
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Diverses modifica- tions) Rapport	14165	59-2	2417-2419
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Limitation) Rapport	14196	90-2	2417-2419
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Secret de l'instruction) Rapport Complément à l'article 4 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive (Mise du	14336	233-2	2417-2419
dossier à la disposition du Conseil de l'inculpé avant la comparution devant la Chambre du Conseil) Rapport Modification des articles 263 et 366 du Code judiciaire (Traitements des greffiers des justices	14352	249-2	2417-2419
de paix et des tribunaux de police) Rapport nstruction judiciaire, interrogatoire, assignation à résidence et détention préventive (Droits de l'inculpé — Instauration du mandat d'assignation à résidence — Détention préventive :	14432	337-2	
applicabilité; hébergement dans des maisons d'arrêt — Mise au secret — Responsabilité civile de l'Etat)	i		2417-2419
Rapport Détention préventive	14527	421-2	2417-2419
Rapport Amendement Amendement Amendement Amendement Amendement Amendement	14743	658-2 658-4 658-5 658-6 658-7 658-8	
Amendement Discussion des articles		658-9	2446, 2449, 2450
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive Rapport	14766	683-2	2451 2417-2419
rotection de la personne des malades mentaux Amendement	7901	733-3	1544-1545, 1567
Discussion des articles fodification de l'A.R. nº 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'art de guérir, à l'exercice des professions qui s'y rattachent et aux commissions médicales, en vue de protéger les titres professionnels des médecins et des auxiliaires paramédicaux			1635
Amendements Justification de vote Modification des articles 263 et 366 du Code judiciaire (Greffiers — Traitements)	14865	779-3	2542
Rapport oi interprétative de l'article 10 de la loi hypothécaire (Indemnité due par des tiers à raison de la perte ou perte de valeur de l'objet grevé de privilège ou d'hypothèque)	14882	798-2	
Rapport Complément à l'article 20 de la loi hypothécaire et modification de l'article 1798 du Code civil en vue de protéger les sous-traitants (Privilège du sous-traitant sur la créance de l'entrepreneur général contre le maître de l'ouvrage)	12530	854-2	
Rapport	12735	855-1	

Discussion des articles 333, 343-344 351, 369-370, 3 374, 377 Octroi d'une prime de rattrapage au personnel des C.P.A.S. qui gèrent des hôpitaux Question orale Loi-programme Section: Santé publique et Environnement Restructuration du secteur psychiatrique Répartition du budget biologie clinique prévue pour les hôpitaux en 1990 Question orale Subventions de l'I.N.A.M.I. aux maisons de repos et de soins Centre de fécondation in vitro Question orale Fixation du prix dans les maisons de repos agréées Question orale Communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Politique générale de sécurité 333, 343-344 351, 369-370, 3 374, 377 1146 1146 1230-1231 1673-1674 1950, 1951 2074 2074		DOCUMENTS		ANNALES
Pépénalisation du vagabondage Proposition de loi Traitements des times et secrétaires des cuttes d'Etat — Ministres des cuttes d'Etat — Ministres des cuttes d'Etat — Ministres des cuttes d'Etat — Ministres des cuttes d'Etat — Ministres des cuttes d'Etat — Ministres des cuttes d'Etat — Ministres des cuttes d'Etat — Ministres des cuttes d'Etat — Ministres des cuttes d'Etat — Ministres des cuttes d'Etat — Ministres des cuttes d'Etat — Ministres des cuttes d'Etat — Ministres des cuttes d'Etat — Ministres des cuttes d'Etat — Ministres des cuttes d'Etat — Ministres des cuttes d'Etat — Ministres des cuttes d'Etat — Ministres des cuttes d'Etat — Ministres d'en de l'entre de la taxe en cas de cessation de l'exploitation) Modification de la ratricle 237 du Code civil (Application du délai de prescription de 5 ans aux charges et frais locatifs) Proposition de loi (Adification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive en ce qui concerne le droit de prendre connaissance du dossier de l'instruction Rapport Modification de la ratricle 2370 à 353 du Code pénal cet insertition d'un article 333bis d'active d'en l'entre d'un privation des articles 348 c 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 300 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 300 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 300 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des publique et Environnement Restructuration du service de police pour les hópitaux en 1990 Question orale l'UTA A.M. La ux maisons de repos et de soins entre de fécondation in vitro Question orale l'UTA A.M. La ux maisons de repos agréées Question orale l'uta d'exploration des des des des des des des des des des		R. A	Nº	Pages
Pepénalisation du vagabondage Proposition de loi Tractements de timbs et secrétaires des parquets — Trulaires d'une fonction au Conseil d'Etat — Ministres des cultes) Rapport Adolficiation de sarticles 10 à 12) (Institut d'expertise vérérinaire — F.N.R.S.H.) Rapport (Arcilles 10 à 12) (Institut d'expertise vérérinaire — F.N.R.S.H.) Rapport (Arcilles 10 à 12) (Institut d'expertise vérérinaire — F.N.R.S.H.) Rodification de la traite 227 du Code civil (Application du délai de prescription de 5 ans aux charges et frais locatifs) Proposition de loi Rodification de la Tarticle 227 du Code civil (Application du délai de prescription de 5 ans aux charges et frais locatifs) Proposition de loi Rodification de la raticle 320 à 333 du Code pénal et d'instruction Rapport Adolfication de la sarticle 330 à 333 du Code pénal et de l'instruction Rapport Codification de la sarticle 330 à 333 du Code pénal et insertion d'un article 333bis dans le même Code; Adolfication des articles 330 à 333 du Code pénal relatifs à l'avortement; Adolfication des articles 330 à 333 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 330 à 333 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 300 à 333 du Code pénal relatifs à l'avortement Restructuration du sectur psychiatrique Contentiation du Subert biologie climique prévue pour les hôpitaux en 1990 Question orale Discussion orale Discussion orale Discussion orale Discussion orale Discussion pentagonale au niveau local Politique en matière de police Création d'une commission parlementaire spéciale Politique en matière de police Création d'une commission parlementaire spéciale Politique criminelle Statute ministere public Creation d'un service de police pour la répression des la criminalité financière Streté de l'Etat Police scientifique Projet de loi sur la détention préventive B actr., sénateur coopté Restructuration des police pour la répression de la criminalité financière Streté de l'Etat Police scientifique Projet de loi sur la détention préventive	Amba (assita)			
Proposition de lof Tartements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes (Magistrats, grefifers et secrétaires des parquets — Titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat — Ministres des cultes (Magistrats, grefifers et secrétaires des parquets — Titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat — Ministres des cultes (Magistrats, grefifers et secrétaires des parquets — Titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat — Ministres des cultes (Magistrats, grefifers et secrétaires des parquets — Titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat — Ministres des cultes (Magistrats, grefifers et secrétaires des parquets — Titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat — Ministres des cultes (Magistrats, grefifers et secrétaires des parquets — 15000 —				
Rapport (Articles 10 à 12) (Institut d'expertise vétérinaire — F.N.R.S.H.) dodification des articles 14 et 20 de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente (Récupération d'une partie de la taxe en cas de cessation de l'exploitation). dodification de l'exploitation) dodification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive en ce qui concerne le droit de prendre connaissance du dossier de l'instruction Rapport lodification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mandat d'arrêt) Rapport dodification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mandat d'arrêt) Rapport lodification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mandat d'arrêt) Rapport lodification des articles 302 et 353 du même Code; pupication des articles 303 à 333 du Code pénal; dodification des articles 303 à 333 du Code pénal; dodification des articles 303 à 333 du Code pénal relatifs à l'avortement, dodification des articles 303 à 333 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 303 à 333 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 303 à 333 du Code pénal relatifs à l'avortement Restructuration du secteur psychiatrique équerition ortale oi-programme Section: Santé publique et Environnement Restructuration du secteur psychiatrique équerition ortale oi-programme Section: Santé publique et Environnement Restructuration du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Pollitique pénérale de sécurité Controlide des services de police Création d'un service de politeque criminelle au sein du département de la Justice Projet de loi générale sur la fonction de police Missions de prolice judiciaire confifies à la gendarmerie Création d'un service de politeque criminelle au sein du département de la Justice Projet de loi générale sur la fonction de police Missions de police judiciair	Proposition de loi Traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes (Magistrats, greffiers et secrétaires des parquets — Titulaires d'une fonction au Conseil	14963	883-1	
Rapport (Articles 10 à 12) (Institut d'expertise vétérinaire — F.N.R.S.H.) (Odification des articles 14 et 20 de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente (Récupération d'une partie de la taxe en cas de cessation de l'exploitation) Proposition de loi (Odification de Pexploitation) Proposition de loi (Odification de la Carricle 2277 du Code civil (Application du délai de prescription de 5 ans aux charges et frais locatifs) Proposition de loi (Odification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive en ce qui concerne (Rapport 10 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mandat d'arrêt) (Agaport 10 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mandat d'arrêt) (Maraport 10 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mandat d'arrêt) (Maraport 10 de la companie de articles 303 à 353 du Code pénal et abrogation des articles 303 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; (Odification des articles 330 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (Odification des articles 330 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (Discussion des articles 300 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (Discussion des articles 300 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (Propramme Section: Santé publique et Environnement Restructuration du budget biologie clinique prévue pour les hôpitaux en 1990 (Question orale value et la loi de la des propramme du Gouvernement en matière de maintien de l'ardre, de sécurié des civornes et de répression des délits) (Politique en maitre de police (Controle des services de police (Controle des services de police (Controle des services de police (Controle des services de police (Controle des services de police (Controle des services de police pour la répression des délits) (Politique en maitre de police (Controle des services de police pour la répression des délits) (Politique en maitre de police (Controle des services de police pour la répression des délits) (Politique en m	Rapport	15000	923-2	
Proposition de loi dodification de l'article 2277 du Code civil (Application du délai de prescription de 5 ans aux charges et frais locatifs) Proposition de loi dodification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive en ce qui concerne le droit de prendre connaissance du dossier de l'instruction Rapport Addification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mandat d'arrêt) Rapport Reppor	Rapport (Articles 10 à 12) (Institut d'expertise vétérinaire — F.N.R.S.H.) Modification des articles 14 et 20 de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons	15047	971-3	
Proposition de loi dou 20 avril 1874 relative à la détention préventive en ce qui concerne le droit de prendre connaissance du dossier de l'instruction Rapport (Odification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mandat d'arrêt) Rapport (Addification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mandat d'arrêt) Rapport netrruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 350 à 353 du Code pénal; fodification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal; fodification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; fodification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (Odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (Odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (Odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (Odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (Odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (Odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (Odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (Odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (Odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (Odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (Odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (Odification d'une prime de l'avoit des citores des condition des articles 350 à 353 du Code pénal et insertion d'une ordination d'une commission parlement des conservation de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) (Odification des services de police pour la répression des délits) (Odification des articles 340 des des des des des des des des des des	Proposition de loi	15052	975-1	
Rapport Andodification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mandat d'arrêt) Rapport Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 350 a \$1,132, 235 et 385 al un ôme Code; pplication des articles 350 à \$35 du Code pénal; Andification des articles 350 à \$35 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code; Andification des articles 350 à \$35 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 350 à \$35 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 500 à \$35 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 500 à \$35 du Code pénal relatifs à l'avortement Retructuration du prime de rattrapage au personnel des C.P.A.S. qui gèrent des hôpitaux Question orale Oi-programme Section: Samté publique et Environnement Restructuration du secteur psychiatrique épartition du budget biologie clinique prévue pour les hôpitaux en 1990 Question orale Unevention sel TIN.A.M.I. aux maisons de repos et de soins entre de fécondation in vitro Question orale Unevention de IT.N.A.M.I. aux maisons de repos agréées Question orale Oimmunication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'Ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Politique générale de sécurité Contrôle des services de police Concertation pentagonale au niveau local Politique criminelle Statur du ministère public Création d'un service de policique criminelle au sein du département de la Justice Projet de loi générale sur la fonction de police Missions de police judiciaire confiées à la gendarmerie Création d'un service de police pour la répression de la criminalité financière Stâreté de l'Etar Police scientifique Projet de loi sur la détention préventive B aert, sénateur coopté terruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abroeation des articles 352 et 353 du même Code	Proposition de loi	15082	1009-1	
Addification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mandat d'arrêt) Rapport netrruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; pplication des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; fodification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; fodification des articles 380 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Cuestion orale oi-programme Section: Santé publique et Environnement Restructuration du secteur psychiatrique épartition du budget biologie clinique prévue pour les hôpitaux en 1990 Question orale uiventions de l'I.N.A.M.1. aux maisons de repos et de soins entre de fécondation in vitro Question orale ivation du prix dans les maisons de repos et de soins entre de fécondation in vitro Question orale ivation du prix dans les maisons de repos agréées Question orale ivation du prix dans les maisons de repos agréées Question orale communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité Contrôle de sécurité Contrôle de sécurité Contrôle des services de police Concertation pentagonale au niveau local Politique en matière de police Concertation d'un service de policique criminelle Statut du ministère public Création d'un service de policique criminelle au sein du département de la Justice Projet de loi générale sur la fonction de police Missions de policique indicaire confiées à la gendarmerie Création d'un service de policique criminelle au sein du département de la Justice Projet de loi générale de police pour la répression de la criminalité financière Missions de policique criminelle B aert, sénateur coopté Restructure de police que main de la		13022	1012-2	2417-2419
nterruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 350 at 351 du Code pénal; dodification des articles 350 at 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; dodification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; dodification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles Discussion des articles Discussion des articles Octroi d'une prime de rattrapage au personnel des C.P.A.S. qui gèrent des hôpitaux Question orale Octroi santé publique et Environnement Restructuration du secteur psychiatrique (épartition du budget biologie clinique prévue pour les hôpitaux en 1990 Question orale ubventions de l'I.N.A.M.I. aux maisons de repos et de soins Pattre de fécondation in vitro Question orale invation du prix dans les maisons de repos agréées Question orale Communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Politique générale de sécurité Controle des services de police Concertation pentagonale au niveau local Politique criminelle Statut du ministère public Création d'un service de policique criminelle au sein du département de la Justice Projet de loi générale sur la fonction de police Missions de police judiciare confiées à la gendarmerie Création d'un service de policique criminelle au sein du département de la Justice Projet de loi générale sur la fonction de police Concertation preventive B B Baert, sénateur coopté Restruction des articles 352 et 353 du même Code Baret, sénateur coopté	Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mandat d'arrêt)			2417-2419
Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles Discussion des articles Octroi d'une prime de rattrapage au personnel des C.P.A.S. qui gèrent des hôpitaux Question orale Coi-programme Section: Santé publique et Environnement Restructration du secteur psychiatrique (épartition du budget biologie clinique prévue pour les hôpitaux en 1990 Question orale Cubrentions de l'I.N.A.M.I. aux maisons de repos et de soins Centre de fécondation in vitro Question orale Cummunication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Politique générale de sécurité Contrôle des services de police Concertation d'une commission parlementaire spéciale Politique en matière de police Concertation pentagonale au niveau local Politique eriminelle Statut du ministère public Création d'un service de policique criminelle au sein du département de la Justice Projet de loi générale sur la fonction de police Missions de police judiciaire confiées à la gendarmerie Création d'un service de police pour la répression de la criminalité financière Sûreté de l'Etat Police scientifique Projet de loi sur la détention préventive B Baert, sénateur coopté Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code	Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis	13237	1013-2	
Discussion des articles Octroi d'une prime de rattrapage au personnel des C.P.A.S. qui gèrent des hôpitaux Question orale oi-programme Section: Santé publique et Environnement Restructuration du secteur psychiatrique (épartition du budget biologie clinique prévue pour les hôpitaux en 1990 Question orale ubventions de l'I.N.A.M.I. aux maisons de repos et de soins entre de fécondation in vitro Question orale ixation du prix dans les maisons de repos agréées Question orale Communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Politique générale de sécurité Contrôle des services de police Création d'une commission parlementaire spéciale Politique en matière de police Création d'un Service de politique criminelle Statut du ministère public Création d'un Service de politique criminelle au sein du département de la Justice Projet de loi générale sur la fonction de police Missions de police judiciaire confliées à la gendarmerie Création d'un service de polite pour la répression de la criminalité financière Starte de l'Etat Police scientifique Projet de loi sur la détention préventive B Saert, sénateur coopté metrruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code				121-126, 309, 33
Question orale oi-programme Section: Santé publique et Environnement Restructuration du secteur psychiatrique départition du budget biologie clinique prévue pour les hôpitaux en 1990 Question orale ubventions de l'I.N.A.M.I. aux maisons de repos et de soins dentre de fécondation in vitro Question orale itiation du prix dans les maisons de repos agréées Question orale communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Politique générale de sécurité Contrôle des services de police Création d'une commission parlementaire spéciale Politique en matière de police Concertation pentagonale au niveau local Politique eriminelle Statut du ministère public Création d'un Service de politique criminelle au sein du département de la Justice Projet de loi générale sur la fonction de police Missions de police judiciaire confiées à la gendarmerie Création d'un service de police pour la répression de la criminalité financière Súreté de l'Etat Police scientifique Projet de loi sur la détention préventive B Saert, sénateur coopté taterruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code				351, 369-370, 37
Section: Santé publique et Environnement Restructuration du secteur psychiatrique départition du budget biologie clinique prévue pour les hôpitaux en 1990 Question orale ubventions de l'I.N.A.M.I. aux maisons de repos et de soins Centre de fécondation in vitro Question orale ixation du prix dans les maisons de repos agréées Question orale communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Politique générale de sécurité Contrôle des services de police Création d'une commission parlementaire spéciale Politique en matière de police Concertation pentagonale au niveau local Politique en matière de police Création d'un service de politique criminelle au sein du département de la Justice Projet de loi générale sur la fonction de police Missions de police judiciaire confiées à la gendarmerie Création d'un service de police pour la répression de la criminalité financière Súreté de l'Etat Police scientifique Projet de loi sur la détention préventive B B Baert, sénateur coopté miterruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code	Question orale			737
Lépartition du budget biologie clinique prévue pour les hôpitaux en 1990 Question orale Lovention de l'I.N.A.M.I. aux maisons de repos et de soins Cuestion orale Question orale Question orale Question orale Exaction du prix dans les maisons de repos agréées Question orale Communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Politique générale de sécurité Contrôle des services de police Création d'une commission parlementaire spéciale Politique en matière de police Concertation pentagonale au niveau local Politique criminelle Statut du ministère public Création d'un service de politique criminelle au sein du département de la Justice Projet de loi générale sur la fonction de police Missions de police judiciaire confiées à la gendarmerie Création d'un service de police pour la répression de la criminalité financière Sûreté de l'Etat Police scientifique Projet de loi sur la détention préventive B B Saert, sénateur coopté Itanterruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code	Section: Santé publique et Environnement			
ubventions de l'I.N.A.M.I. aux maisons de repos et de soins Centre de fécondation in vitro Question orale ixation du prix dans les maisons de repos agréées Question orale Ommunication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Politique générale de sécurité Controle des services de police Création d'une commission parlementaire spéciale Politique en matière de police Concertation pentagonale au niveau local Politique criminelle Statut du ministère public Création d'un Service de politique criminelle au sein du département de la Justice Projet de loi générale sur la fonction de police Missions de police judiciaire confiées à la gendarmerie Création d'un service de police pour la répression de la criminalité financière Sûreté de l'Etat Police scientifique Projet de loi sur la détention préventive B B Saert, sénateur coopté Iterruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code	Lépartition du budget biologie clinique prévue pour les hôpitaux en 1990			
ixation du prix dans les maisons de repos agréées Question orale communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Politique générale de sécurité Controlie des services de police Création d'une commission parlementaire spéciale Politique en matière de police Concertation pentagonale au niveau local Politique criminelle Statut du ministère public Création d'un Service de politique criminelle au sein du département de la Justice Projet de loi générale sur la fonction de police Missions de police judiciaire confiées à la gendarmerie Création d'un service de police pour la répression de la criminalité financière Sûreté de l'Etat Police scientifique Projet de loi sur la détention préventive B Saert, sénateur coopté meterruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code	ubventions de l'I.N.A.M.I. aux maisons de repos et de soins Centre de fécondation <i>in vitro</i>			1673-1674
Communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Politique générale de sécurité Contrôle des services de police Création d'une commission parlementaire spéciale Politique en matière de police Concertation pentagonale au niveau local Politique criminelle Statur du ministère public Création d'un Service de politique criminelle au sein du département de la Justice Projet de loi générale sur la fonction de police Missions de police judiciaire confiées à la gendarmerie Création d'un service de police pour la répression de la criminalité financière Sûreté de l'Etat Police scientifique Projet de loi sur la détention préventive B Saert, sénateur coopté merruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code	ixation du prix dans les maisons de repos agréées			
Contrôle des services de police Création d'une commission parlementaire spéciale Politique en matière de police Concertation pentagonale au niveau local Politique criminelle Statut du ministère public Création d'un Service de politique criminelle au sein du département de la Justice Projet de loi générale sur la fonction de police Missions de police judiciaire confiées à la gendarmerie Création d'un service de police pour la répression de la criminalité financière Sûreté de l'Etat Police scientifique Projet de loi sur la détention préventive B Saert, sénateur coopté merruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code	Communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits)			
Politique en matière de police Concertation pentagonale au niveau local Politique criminelle Statut du ministère public Création d'un Service de politique criminelle au sein du département de la Justice Projet de loi générale sur la fonction de police Missions de police judiciaire confiées à la gendarmerie Création d'un service de police pour la répression de la criminalité financière Sûreté de l'Etat Police scientifique Projet de loi sur la détention préventive B B Baert, sénateur coopté Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code	Contrôle des services de police			2175, 2178 2175-2176, 2177
Concertation pentagonale au niveau local Politique criminelle Statut du ministère public Création d'un Service de politique criminelle au sein du département de la Justice Projet de loi générale sur la fonction de police Missions de police judiciaire confiées à la gendarmerie Création d'un service de police pour la répression de la criminalité financière Sûreté de l'Etat Police scientifique Projet de loi sur la détention préventive B B Baert, sénateur coopté Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code	Politique en matière de police			
Statut du ministère public Création d'un Service de politique criminelle au sein du département de la Justice Projet de loi générale sur la fonction de police Missions de police judiciaire confiées à la gendarmerie Création d'un service de police pour la répression de la criminalité financière Sûreté de l'Etat Police scientifique Projet de loi sur la détention préventive B B Baert, sénateur coopté merruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code	Concertation pentagonale au niveau local			
Projet de loi générale sur la fonction de police Missions de police judiciaire confiées à la gendarmerie Création d'un service de police pour la répression de la criminalité financière Sûreté de l'Etat Police scientifique Projet de loi sur la détention préventive B Baert, sénateur coopté Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code	Statut du ministère public			2176
Sûreté de l'Etat Police scientifique Projet de loi sur la détention préventive B Baert, sénateur coopté Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code	Projet de loi générale sur la fonction de police Missions de police judiciaire confiées à la gendarmerie			2176, 2177 2177
Projet de loi sur la détention préventive B Baert, sénateur coopté Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code	Sûreté de l'Etat			2177
Baert, sénateur coopté Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code				
aterruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code	В В			
abrogation des articles 352 et 353 du même Code	aert, sénateur coopté			
1 1	abrogation des articles 352 et 353 du même Code	14350	247-6	

14947

906-2

Rapport

8	D00:-	MENTE	ANTHLATEC
	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
yenet, sénateur coopté			
créditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires d'essais Rapport ustement du budget des Communications de l'année 1989	15068	992-2	2678-2679 1210
uation des Poudreries Réunies de Belgique Question orale spositions économiques et fiscales			1957
Peste porcine et brucellose bovine Augmentation des moyens du Fonds de la santé et de la production des animaux			2745 2745
ens, sénateur provincial d'Anvers			
nonce à son mandat			2803
omme (Mme), sénateur coopté			
aturalisations Rapport	14826	843-2	
aturalisations Rapport	14947	906-2	
spositions sociales Rapport (Articles 1, 2, 4, 7 et 8) (Sécurité sociale; accidents du travail — A.M.I.) aturalisations	15020	944-2	
Rapport terruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; oplication des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal;	15012	1005-2	
odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; odification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code; odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement			194-195
i-programme Section: Affaires sociales			151155
Effet « boule de neige » de la dette publique Equilibre financier de la sécurité sociale Biologie clinique Lutte contre la surconsommation des produits pharmaceutiques			1020 1020, 1021 1020 1020
Chèques-cadeaux Assurance maternité Allocations familiales			1020 1020 1020-1021
Création d'un office national de créances alimentaires Cotisation de 675 fr. à charge des isolés et des familles sans enfant Cotisation de 375 fr. sur les allocations familiales Reconversion de la psychiatrie Travail à temps partiel			1021 1021 1021 1021 1021
etard de paiement du premier traitement aux agents des services publics Question orale			1808, 1809
ock, sénateur provincial de Luxembourg, secrétaire du Sénat			
odification du régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants (Augmentation des prestations) Proposition de loi	14891	809-1	1746-1747, 1749
-programme Amendements	14932	849-19	i.
Amendement Section: Agriculture et Classes moyennes		849-20	1153
Importance économique des Classes moyennes Octroi aux indépendants d'une pension au moins égale au revenu garanti aux personnes âgées			1153
Allocations familiales des indépendants Discussion des articles Discussion de l'article 1er de l'A.R. du 4 décembre 1974 portant statut des personnes de nationalité belge qui, après avoir contracté un engagement volontaire pour la durée de la guerre, ont accompli du service pendant la guerre de 1940-1945 dans les forces belges			1153 1153, 1155, 1158
(Date de renvoi dans les foyers) Proposition de loi	14951	871-1	

	DOCU	DOCUMENTS AN	
	R. A	Nº	Pages
Boël (suite)			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre Iet; Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions) Assainissement des finances publiques Solde net à financer Déductibilité, des revenus immobiliers, des frais encourus pour l'entretien d'un bien Fuite des capitaux et évasion fiscale Augmentation du taux des accises Retrait du tabac et de l'alcool de la liste des produits entrant en ligne de compte pour le calcul de l'index Impôt des sociétés Modification du système des revenus définitivement taxés Secteur de la production d'électricité Immatriculation des automobiles Mission de la Régie des Bâtiments Privatisations R.T.T. Loi-programme Section: Infrastructure (Articles 333 à 337 — Régie des Bâtiments) Régie des Bâtiments Intégration de l'Administration des Bâtiments dans la Régie des Bâtiments Création d'un fonds de financement Transfert des fonctionnaires du Fonds des routes dans la Régie Financement de dépenses relatives aux travaux de rénovation d'immeubles situés place des Martyrs à Bruxelles. — Observations de la Cour des Comptes Comptabilité du Fonds des routes. — Observations de la Cour des Comptes Section: Infrastructure (Articles 338 à 340 — R.T.T.) Indemnité pour droits de monopole sur le chiffre d'affaires de la R.T.T. Abaissement à dix-huit ans de l'âge de la majorité civile Obligation pour les syndicats et les associations patronales d'avoir une personnalité juridique Interpellation Approbation de la Charte sociale européenne et de l'annexe, faites à Turin, le 18 octobre 1961 incorporation du tabac et des boissons alcoolisées dans l'index des prix de détail Question orale			532-533, 538 533 533 533 533 533 533 533
Borin, sénateur provincial de Brabant			
Coi-programme Rapport (Articles 105 à 113) (Santé publique et Environnement) Section: Santé publique et Environnement Aperçu du rapport de la commission Création d'une commission de transparence (Produits pharmaceutiques) Restructuration du secteur psychiatrique Discussion des articles Dispositions sociales Rapport (Articles 3, 5 et 6) (Médicaments — Hôpitaux et maisons de soins psychiatriques) Déclarations par le Premier Ministre faites, début juillet, à la R.T.B.F., dans lesquelles il désapprouve la politique flamande de l'administration communale d'Overijse tendant à protèger cette commune du Brabant flamand contre une menace accrue de francisation, déclarations qui sont de nature à en encourager les agents de cette francisation et à compromettre ce qu'il est convenu d'appeler la pacification Carences du Gouvernement en matière de politique d'immigration	14932 15020	849-3 944-3	1144-1145 1145 1145-1146 1149 73 1387-1388
Borremans, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin			
nterruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement			294

2 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE D	ES ORATE	URS ET A	UTEURS
	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
osmans, sénateur de l'arrondissement d'Anvers			
ntreprises de transports aériens (Libéralisation — Dérogation à la concession exclusive de la Sabena) (Financement de la Sabena — Suppression de l'intervention de l'Etat) Amendement Iodification de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 et de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité (Conditions d'obtention du permis de conduire — Permis de conduire à points	14978	898-3	2205 2207
— Imprégnation alcoolique et ivresse — Conditions techniques — Dispositions diverses) Amendements Motion d'ordre (Proposition de renvoi en commission) Discussion des articles necouragement de la prévention des incendies et des explosions dans les habitations, les appartements et les locaux privés (Acquisition d'un détecteur de fumée, d'un extincteur ou d'une installation anti-incendie — Réduction de la prime d'assurance contre	15043	967-4	2305-2306 2298 2335, 2337
l'incendie) Proposition de loi udget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Postes, Télégraphes et Téléphones	15081	1008-1	
R.T.T. Modernisation Projet de loi sur les télécommunications. — Monopole de la Régie Belgacom Tarification Régie des Postes Modernisation Subside de l'Etat Modernisation de l'Office des chèques postaux. — Privatisation tatut des miliciens Justification de vote Décision gouvernementale relative au T.G.V.; Conséquences et compensations dans certaines sous-régions de Wallonie, dues au passage du T.G.V.			654 654, 655 654, 655 655 655 655 655 655 655, 656 775
ouchat, sénateur provincial de Namur			
Proposition du médicament vétérinaire Proposition de loi Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; pplication des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; fodification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; fodification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code;	15059	983-1	
Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement udget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Communications S.N.C.B.			297-298
Plan «Star 21» Détournement de fonds publics destinés à financer le service des voyageurs et qui, en réalité, serviraient à couvrir le déficit du trafic marchandises, en particulier celui des envois de détail T.G.V. Réforme des entreprises publiques. — Contrats de gestion Projet Athus-Meuse (Trafic marchandises)			648, 649 648, 649 648 649
Ligne 162 Signalisation particulière des véhicules agricoles lents écision gouvernementale relative au T.G.V.; onséquences et compensations dans certaines sous-régions de Wallonie, dues au passage			649 649
du T.G.V. stallation d'un faisceau hertzien permettant le captage des programmes télévisés dans le centre et le sud de la province de Luxembourg Ouestion orale			1415-1416
lodification du régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants (Augmentation des prestations) htreprises de transports aériens (Libéralisation — Dérogation à la concession exclusive de			1748
la Sabena) (Financement de la Sabena — Suppression de l'intervention de l'Etat) enforcement des moyens de lutte contre la brucellose Question orale utte contre la brucellose dans les 24 ^e et 25 ^e circonscriptions vétérinaires et indemnisation			2478
des agriculteurs sinistrés Question orale			2478

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pagas
			Pages
Bourgois, sénateur provincial de Flandre occidentale	į		
Budget général des Dépenses de l'année 1990 Section : Pensions Pensions des travailleurs frontaliers Pensions mixtes (Secteur public — Secteur des salariés) Problématique de l'âge de la retraite			608-609 609 609
Buchmann, sénateur de l'arrondissement d'Anvers			
Réforme de l'impôt des sociétés (Réduction du taux à 35 p.c. et mesures de compensation) Proposition de loi Dispositions fiscales Amendements	14876 14889	799-1 806-5	839-841, 856
Sur la demande de renvoi en commission Discussion des articles sudget des Voies et Moyens de l'année 1990; sudget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre I ^{er} : Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions)			856 909
Nouvelle procédure pour l'examen des budgets Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer. — Dette publique Réforme de l'impôt des sociétés Maintien de la compétitivité des entreprises Augmentation des taux des accises Réforme de la sécurité sociale Réduction du précompte mobilier Réforme du statut des entreprises publiques et des institutions publiques de crédit			522 522, 523 523 523 524 524 524 524 524
Réduction du précompte immobilier; Réduction du précompte immobilier à 10 p.c. Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Contrôle budgétaire Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer			1601-1602 1706, 1707 1706, 1707
Effet boule de neige de la dette Politique de redressement économique Evolution des investissements privés Communication du Gouvernement			1705, 1707 1707 1706 1707
Hausse des prix pétroliers suite à l'invasion du Koweit par l'Irak. — Effets budgétaires et économiques			2829
Busquin, Ministre des Affaires sociales			
Remboursement à l'I.N.A.M.I. de la dette de 27 milliards due par les mutuelles (Interpellation de M. de Clippele) Budget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Prévoyance sociale, Santé publique et Environnement			437, 438-439
Avances sur créances alimentaires Institution et organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale Complexité de la législation sociale Charte sociale européenne Régime mixte du Fonds des maladies professionnelles			631 634, 635 634 634
Equilibre financier de la sécurité sociale Responsabilisation du patient Biologie clinique. — Maîtrise des dépenses Système du tiers payant Ticket modérateur Lits M.R.S. et maisons de repos			634 634, 635 634, 635 634 634 634-635
Lutte contre la surconsommation médicale Accord médico-mutualiste Soins à domicile Charte de l'assuré social Abus en ce qui concerne le paiement des cotisations sociales Chèques-cadeaux			635 635 635 635 635 635
Instauration d'une assurance-maternité Hôpitaux psychiatriques Projet de loi sur l'Ordre des médecins Projet de loi sur les mutuelles Réforme de l'assurance maladie-invalidité			635 635 635, 636 635-636 636

SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE D	LOCKATI	CORSELA	UTEURS
	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
С			
Cahay-André (Mme), sénateur de l'arrondissement de Liège			
oi-programme Rapport (Articles 284 à 288, 323 à 324, 341 à 342) (Finances) nterruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; pplication des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; fodification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; fodification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code;	14932	849-6	
lodification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement lodification de l'A.R. nº 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants et de l'A.R. nº 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Assujettissement du conjoint aidant au régime			295-296
A.M.I. — Dérogation à l'obligation de s'affilier à une Caisse d'assurances sociales — Pension complémentaire) arences du Gouvernement en matière de politique d'immigration de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 et de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent			424 1359-1361
répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité (Conditions d'obtention du permis de conduire — Permis de conduire à points — Imprégnation alcoolique et ivresse — Conditions techniques — Dispositions diverses)			2308-2309
Capoen, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres, secrétaire du Sénat			
Modification de l'article 55 du Règlement (Augmentation du nombre de suppléants en commission) Rapport Léélu secrétaire du Sénat Modification de l'A.R. nº 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs	14972	892-1	8
indépendants et de l'A.R. nº 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Assujettissement du conjoint aidant au régime A.M.I. — Dérogation à l'obligation de s'affilier à une Caisse d'assurances sociales — Pension complémentaire)			423
uppression des contrôles phytosanitaires au poste frontière d'Abele-Calicannes Question orale udget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Agriculture			456
Réorientation de l'agriculture Retrait de terres arables Politique de qualité. — Gestion intégrale des filières Lutte contre les épizooties Brucellose			638 638 638
Recherche agronomique Développement rural Régionalisation de l'agriculture fodification du régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants			638 638 639 639
(Augmentation des prestations) e que fera le Gouvernement belge devant la détérioration manifeste des indicateurs de la position compétitive de la Belgique en 1989 et 1990 sites funestes qu'a l'économie hydraulique de la France pour la qualité des eaux de surface			1748-1749 1891
de la Belgique ispositions économiques et fiscales Peste porcine Restructuration du secteur porcin			1972 2746 2746
ardoen, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
gents des administrations et de certains organismes d'intérêt public (Simplification et uniformisation des régimes de travail) Rapport	14863	777-2	1198-1201
ntreprises de transports aériens (Libéralisation — Dérogation à la concession exclusive de la Sabena) (Financement de la Sabena — Suppression de l'intervention de l'Etat) Rapport	14978	898-2	1774-1776
Modification du titre I ^{er} , chapitre IV, section 2, de la nouvelle loi communale en ce qui concerne la publication des actes (Publication par la voie de l'affichage) Proposition de loi	14993	915-1	

SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE D	ES ORATE	URS ET A	UTEURS 17
	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Cerexhe (suite) Modification de l'article 31 de la loi du 1 ^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres. — Aide de l'Etat en faveur des victimes d'actes intentionnels de violence. — Nationalité	14968	888-1	
Proposition de loi Modification des articles 919, 920 et 941 du Code judiciaire (Procédure de l'enquête — Notification)		000-1	
Proposition de loi Modification de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat (Réduction des hypothèses d'actes notariés où la présence de témoins est obligatoire et unification des conditions requises pour être témoin à pareil acte)	14977	897-1	
Proposition de loi Modification de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communau- té germanophone	14997	919-1	2468-2469
Rapport Modification du Code civil en ce qui concerne l'adoption	15004	927-2	2400-2409
Proposition de loi Réformes institutionnelles Relations internationales (Régions et Communautés)	15006	929-1	
Rapport Rapport complémentaire Pratiques du commerce (Clauses et conditions des contrats)	=	935-3 935-6	
Proposition de loi Suppression de l'autorisation préalable au mariage des membres du personnel de la gendar- merie	15073	997-1	
Proposition de loi Modification des articles 727 et 730 du Code civil (Indignité successorale)	15084	1015-1	
Proposition de loi Modification de l'article 46 du C.I.R. (Immeuble loué — Accord du propriétaire) Proposition de loi	15100 15101	1030-1 1031-1	
Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles Justification de vote Justification de vote Protection du logement familial (Protection du locataire — Loyers et prorogation des baux) (Report de la péréquation cadastrale) Protection de la personne des malades mentaux Communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Politique en matière de sécurité du citoyen Politique de prévention Causes du développement de la violence et de l'insécurité Commission d'enquête de la Chambre, chargée d'examiner la manière dont la lutte contre le banditisme et le terrorisme est organisée Politique criminelle Mesures proposées par le Gouvernement Réforme de la procédure pénale Détention préventive (Doc. nº 658-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Doc. nº 683-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mandat d'arrêt) (Doc. nº 1013-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Diverses modifications) (Doc. nº 59-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Diverses modifications) (Doc. nº 233-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Diverses modifications) (Doc. nº 233-1); Complément à l'article 4 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive (Secret de l'instruction) (Doc. nº 233-1);			155-159, 336-338 353, 354-356, 363- 364, 376 394 401 1101-1102 1553-1555 2178 2179 2179 2179 2179 2179 2179 2179
applicabilité, hébergement dans des maisons d'arrêt — Mise au secret — Responsabilité civile de l'Etat) (Doc. nº 421-1)			2426-2427
,			I

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Claes (suite)			
Projets de restructuration dans le secteur de l'électricité (Fusion d'Ebes, d'Intercom et d'Unerg) (Question orale de M. Mathot) Voir: M. Chevalier Dépôt, au Conseil régional wallon, d'une proposition de décret portant création d'un service des études et de la statistique (Question orale de M. Hatry) Voir: M. Deworme			
Claeys, sénateur provincial de Flandre orientale			
laturalisations Rapport	14826	843-2	
Vaturalisations Rapport	14947	906-2	
Clerdent (Baron), sénateur coopté			
Doyen d'âge, ouvre la session ordinaire de 1989-1990 .oi-programme			7
Amendement Modification de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 et de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité (Conditions d'obtention du permis de conduire — Permis de conduire à points	14932	849-22	
— Imprégnation alcoolique et ivresse — Conditions techniques — Dispositions diverses) Amendements Discussion des articles	15043	967-3	2313-2315 2335, 2337, 235
etards dans les décisions urgentes concernant le T.G.V. et plus particulièrement son tracé Interpellation eterruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; pplication des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; fodification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; fodification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis			87-90, 96
dans le même Code; lodification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Justification de vote adget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Communications			204-206 402-403
Développement de l'aéroport de Liège-Bierset Sécurité aérienne. — Contrôleurs aériens S.N.C.B. Plan «Star 21 » T.G.V.			646 646 646 646 646-647
écision gouvernementale relative au T.G.V. Interpellation			1404-1406, 1419 1420
Coëme, Ministre de la Défense nationale			
udget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Défense nationale			
Statut du milicien Volontaires de carrière temporaires Réorientation des crédits. — Evénements récents d'Europe de l'Est Politique à moyen terme Plan Charlier ratut des miliciens (projet);			604 604, 605 604-605 605
tatut des miliciens (proposition); octroi d'une indemnité supplémentaire à certains miliciens faisant partie du contingent de l'armée Discussion des articles			729-731 741, 742, 743, 74 746, 748, 749, 7 751, 752, 753, 7 756, 757-758, 75 760, 761, 762

Belgacom

Création d'un Institut belge des Télécommunications

Privatisation de la Régie Publicité de France Télécom et de la R.T.T. dans la presse belge

Finances de la Régie

Indemnité pour droits de monopole de 1% sur le chiffre d'affaires de la

660

661 661

661-662

661, 662

661, 662

661

Remboursement d'emprunts à l'Etat

Réductions tarifaires

	DOG!	MENTE	ANINIALES
	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Colla (suite)			
Section: Postes, Télégraphes et Téléphones (suite) Projet de loi sur les entreprises publiques Régie des Postes Monopole de la Régie Poste rapide Subside de l'Etat Europe 1992 Plan «Poste 90» Avenir de l'Office des chèques postaux Section: Institutions scientifiques et culturelles de l'Etat — Education nationale Charges du passé (Enseignement). — Déséquilibre entre les deux secteurs de l'Education. — Vérification par une Commission technique rojet d'augmentation des tarifs postaux (Question orale de M. Hatry) iffusion du programme de «Télé-Bruxelles» en Brabant flamand, sans l'autorisation de l'Exécutif flamand (Question orale de M. Diegenant) interdiction faite aux télédistributeurs de diffuser les programmes de «Télé-Bruxelles» en dehors de la région de Bruxelles (Interpellation de M. Desmedt) bécision prise par le Ministre des P.T.T. de «simplifier» les numéros postaux, laquelle prive définitivement la Régie des Postes de la possibilité de se moderniser (Interpellation de M. De Bondt) ijustement du budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année 1989 Audit de la R.T.T. — Conseiller externe Création d'une agence commerciale de la R.T.T. aux Etats-Unis Déficiences flagrantes des services rendus par la R.T.T. (Interpellation de M. Diegenant) contrat de la R.T.T. pour 1992-1996 en matière de commutation et de transmission numériques (Question orale de M. Diegenant) cijustement du Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; cijustement du Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; cijustement du Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; cijustement du Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; cijustement du Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; cijustement du Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; cijustement du Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; cijustement du Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; cijustement du Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; cijustement du Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; cijustement du Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; ci			659, 660 660, 662 661 661 662 662 662 663 1236-1237 1237, 1238 1450-1451 1484-1487 1678 1681-1686 2118-2119 2233 2233 2282 2282 2282-2283
Collignon, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme éformes institutionnelles Autres problèmes institutionnels (Troisième phase de la réforme de l'Etat — Hiérarchie des comptétences et des normes — Pouvoir exécutif — Modernisation et spécialisation des assemblées — Transfert de compétences aux Communautés et aux Régions et financement — Région bruxelloise — Fusion de la Communauté et de la Région — Coopération au développement — Province du Brabant wallon — Décentralisation — Régionalisation de l'agriculture — Cour d'arbitrage (Cour constitutionnelle) — Réforme des lois linguistiques — Personnel politique — Divers) Rapport udget des Voies et Moyens de l'année 1990; udget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre I ^{et} : Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions) Nouvelle procédure pour l'examen des budgets Assainissement des finances publiques Dette publique. — Effet boule de neige	ı	935-4	507-508 508, 509 508
Content, sénateur de l'arrondissement de Bruges			
justement du budget de l'Agriculture de l'année 1989	14867	781-2	488

SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE D	ES ORATE	URS ET A	UTEURS 23
	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Crucke, sénateur provincial de Flandre orientale			
Modification du régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants (Augmentation des prestations) Rapport Protection du logement familial (Protection du locataire — Loyers et prorogation des baux)	14891	809-2	1746
(Report de la péréquation cadastrale) Rapport	14930	847-2	1098
Ajustement du budget des Classes moyennes de l'année 1989 Rapport Aperçu du rapport de la Commission Rectification des actes de l'état civil (Code civil — Articles 99 à 101 — Code judiciaire —	14950	869-2	1671
Articles 1383 à 1385) Proposition de loi Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement	15114	1043-1	249-250
D			
Dardenne (Mme), sénateur coopté			
Dispositions fiscales			848-849
Amendements Discussion des articles	14889	806-4	928
Contamination du lait maternel Interpellation			74-75, 77
Pratique de l'irradiation des aliments en Belgique			
Initerpellation Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre I°: Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions) Opposition des Ecologistes au projet de budget Disproportion entre la croissance économique et les rentrées fiscales Assainissement des finances publiques Amélioration de la perception des impôts Lutte contre la fraude fiscale Europe 1992 Harmonisation des impôts Réorientation des taux de T.V.A. en fonction de la protection de l'environnement Réforme fiscale Problèmes de l'environnement. — Impact budgétaire futur Politique de défense Politique agricole Modification des articles 136 et 137 du C.I.R. — Impôt des personnes morales. — Fabriques d'église. — Revenus immobiliers Justification de vote Contamination du lait par les emballages en carton Question orale Réduction du précompte immobilier; Réduction du précompte immobilier à 10 p.c. Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Assainissement des finances publiques. — Charges d'intérêt de la dette Gestion de la dette publique. — Renégociation Mesures d'économie Prélèvement de 10 milliards sur les bonis de la sécurité sociale Département de la Défense nationale Détérioration de l'efficacité de l'administration fiscale Régime des revenus définitivement taxés. — Abus Politique de l'emploi Contamination du lait par la dioxine Question orale			512, 513 512 512 512 512 512 513 513 513 513 513 513 513 1332 1474, 1475 1603 1722 1722 1722 1722 1722 1722 1722 172
·		•	

1992

Ajustement du budget de l'Education nationale (Secteur commun) de l'année 1989

l'empêche de les interroger

Proteste contre le fait que l'absence des Ministres en commission et en séance publique

28 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE DE	ES ORATE	URS ET A	UTEURS
	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
de Climade sénetous musuinais de Pashent			
de Clippele, sénateur provincial de Brabant Complément à l'article 909 du Code civil concernant la captation d'héritage			
Proposition de loi	14872	790-1	040.050
Dispositions fiscales Amendements	14889	806-7	849-850
Amendement Protection du logement familial (Protection du locataire — Loyers et prorogation des baux)		806-10	
(Report de la péréquation cadastrale) Amendement	14930	847-6	1116-1118
Amendement Amendement		847-10 847-11	
Amendement Amendement		847-13 847-14	
Amendement		847-15	
Discussion des articles			1124, 1125, 1126, 1128, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134
Pénalisation de l'usage abusif d'un télécopieur par autrui Proposition de loi	14986	907-1	
Octroi aux médecins spécialistes d'une bonification supplémentaire en matière de pension Rapport	15002	925-2	
Mutualités et unions nationales de mutualités Amendements	15069	993-6	2582-2583, 2585
Amendements Discussion des articles		993-7	2625, 2627, 2628,
			2632, 2634
Dispositions économiques et fiscales Amendements (Précompte professionnel. — Etablissement des barèmes) Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code;	15092	1022-6	
Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis			
dans le même Code; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement			297
Justification de vote Remboursement à l'I.N.A.M.I. de la dette de 27 milliards due par les mutuelles			404
Interpellation			433-434, 439
Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990			
Chapitre I ^{er} : Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions)			
Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer. — Mesures d'éco- nomie			530-531
Mesures fiscales Impôt des personnes physiques			530, 531-532 530
Réforme de l'impôt des sociétés			530
Augmentation des taux des accises Vente d'immeubles. — Ambassade belge à Tokyo			530, 531 530
Diminution des dépenses O.N.S.S.			531 531
Frais de fonctionnement des mutuelles. — Audit Andersen Rééchelonnement de la dette publique			531 531
Démotivation des fonctionnaires des administrations fiscales	e e		531
Indemnités kilométriques pour frais de voiture Question orale			571
Prorogation de la prochaine péréquation cadastrale Question orale			571-572
Enquête judiciaire concernant les mutuelles Interpellation			1446, 1447, 1448
Relations entre le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture et son collègue de l'Exécutif régional wallon, en ce qui concerne la redistribution des quotas laitiers			1456
Décision de l'administrateur général de l'I.N.A.M.I. d'exiger le remboursement immédiat des avances aux mutuelles			1494-1496
Réduction du précompte immobilier; Réduction du précompte immobilier à 10 p.c.			1605-1606
Admissibilité des honoraires des conseils fiscaux en qualité de dépenses professionnelles Interpellation			1768-1769
Effets pervers résultant de la nouvelle loi sur le travail à temps partiel			
Interpellation			1938, 1940
			l
i contract of the contract of			

2711-2712

790-792

14992

914-2

Dehousse, sénateur de l'arrondissement de Liège

Communication du Gouvernement (Intégration européenne)

(Evénements en Europe de l'Est)

l'Europe

Réalisation de l'Union européenne et préparation des assises parlementaires sur l'avenir de

	DOCUMENTO		ANDIALEC
	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
e Keersmaeker, Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture, adjoint au Ministre des Affaires étrangères			
uation dangereuse provoquée par la brucellose dans la province de Luxembourg (Interpellation de M. Bock) dget général des Dépenses de l'année 1990			449-450
Section: Agriculture Régionalisation de l'agriculture Quotas laitiers. — Eventuelle discrimination de la Wallonie			640-641 640
Retrait de terres arables Fonds agricole et Fonds d'investissement agricole			640 640
Communauté germanophone. — Gestion forestière Politique de qualité. — Gestion intégrale des filières			641 641
Lutte contre les épizooties. — Brucellose			641
Entreprises familiales Aide temporaire aux revenus			641 641
éjudice subi par la région herbagère dans l'attribution des quotas laitiers (Interpellation de M. Houssa)			1222-1224, 122
elations entre le Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture et son collègue de l'Exécutif régional wallon, en ce qui concerne la redistribution des quotas laitiers (Interpellation de M. Bock)			1456-1458
tte contre la peste porcine (Question orale de M. Vanhaverbeke)			1810
uarrissage des porcs			24-00-00-00
(Question orale de M. Van den Broeck) cords complémentaires de Schengen			2019
(Interpellation de Mme Aelvoet) tte contre la brucellose dans les 24° et 25° circonscriptions vétérinaires et indemnisation			2037-2039
des agriculteurs sinistrés (Question orale de M. Bouchat)			2478
nforcement des moyens de lutte contre la brucellose (Question orale de M. Bouchat)			2478-2479
oblèmes de la brucellose et de la peste porcine			
(Interpellation de M. Bock) euxième accord de Schengen			2562-2564, 2563
(Question orale de Mme Aelvoet) Voir: M. Langendries			
gnature imminente de ce que l'on appelle l'accord complémentaire de Schengen (Question orale de M. Pataer)			
Voir: M. Langendries			
appression des contrôles phytosanitaires au poste frontière d'Abele-Calicannes (France) (Agence en douane)			
(Question orale de M. Capoen) Voir: M. Wathelet			
elizée, Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handica- pés, adjoint au Ministre des Affaires sociales et, en ce qui concerne le			
pés, adjoint au Ministre des Affaires sociales et, en ce qui concerne le Fonds national de reclassement social des Handicapés, au Ministre de			
l'Emploi et du Travail			
sion d'hôpitaux (Question orale de M. Moens)			50
tards de paiements aux handicapés (Question orale de M. Deneir)			51
rt de la propriété intellectuelle dans le cadre de la réforme de l'Etat (Question orale de M. Hatry)			52
ontamination du lait maternel			
(Interpellation de Mme Dardenne) tique de l'irradiation des aliments en Belgique			75-76
(Interpellation de Mme Dardenne) it sanitaire de la population riveraine de la décharge de Mellery (Pollution de l'eau et de			441-442
l'air) (Question orale de Mme Nélis)			461-462
nte illégale de produits de phytothérapie			W702
(Question orale de M. Antoine) ustement du budget de la Prévoyance sociale de l'année 1988			462 464
dget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Prévoyance sociale, Santé publique et Environnement			
Allocations aux handicapés Résorption du retard dans le traitement des demandes d'allocations			636, 637
Augmentation des crédits	ļ		636 636
Lutte contre le cancer. — Tabagisme Lutte contre le Sida			636 636

SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE D	ES ORATE	URSETA	UTEURS 33
	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Delizée (suite) Dispositions budgétaires (suite) Lutte contre le cancer Loterie nationale. — Prélèvement au profit du Trésor Fonds national de reclassement social des handicapés. — Mesure budgétaire (Réserves du Fonds) Peste porcine Avenir de la sécurité sociale. — Avis du Ministre du Budget Affectation de réserves de la sécurité sociale à l'assainissement des finances publiques A.R. portant interdiction de fumer dans certains lieux publics (Question orale de M. Content)			2284 2284, 2285 2284-2285 2285 2285 2285 2702-2703
Delloy, sénateur provincial de Hainaut Budget des Voies et Moyens de l'année 1990 Rapport (Gendarmerie) Budget général des Dépenses de l'année 1990 Rapport (Gendarmerie) Loi-programme Rapport (Article 325) (Défense) Institution et organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale Entreprises de gardiennage, entreprises de sécurité et services internes de gardiennage Mutualités et unions nationales de mutualités	14880 14881 14932	796-2 797-2 849-8	969 1517-1518 2577-2578
De Loor, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost Complément à la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures (Souhait du défunt d'être incinéré — Inscription dans le registre de la population) Aménagement d'un aérodrome privé à Zottegem Question orale Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre Ier: Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations aux Communautés et aux Régions) Politique de redressement économique Assainissement des finances publiques Effet boule de neige de la dette publique Réforme de l'impôt des sociétés Lutte contre la fraude fiscale et contre les pourvoyeurs de main d'œuvre Politique sociale Budget général des Dépenses de l'année budgétaire 1990 Section: Intérieur et Fonction publique Fonction publique Statut disciplinaire. — Licenciement. — Droit aux indemnités de chômage Contractuels subventionnés. — Statut disciplinaire Agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public (Simplification et uniformisation des régimes de travail) Aérodrome privé de Zottegem-Oombergen Question orale Communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Revalorisation de la fonction de la police communale Rôle du bourgmestre Formation des policiers Modification de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 et de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité (Conditions d'obtention du permis de conduire — Permis de conduire à points — Imprépration alcoolique et ivresse — Conditions techniques — Dispositions diverses) Sur la proposition de renvoi en commission par M. Bosmans			421 457 516 516-517 516, 517 517 517 517 517 527 527 527 527 527 527 520 2201-2202 2201 2201
Delruelle-Ghobert (Mme), sénateur de l'arrondissement de Liège Modification de l'article 1344bis du Code judiciaire pour obliger, en matière de contentieux locatif, les sociétés de logements sociaux et leurs locataires à recourir à la procédure de la requête Proposition de loi	14888	805-1	

34 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE D	ES ORATE	URS ET A	UTEURS
	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Delruelle-Ghobert (Mme) (suite)			
Modification du régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants (Augmentation des prestations) Proposition de loi Justification de vote	14891	809-1	1747-1748 1812
Protection du logement familial (Protection du locataire — Loyers et prorogation des baux) (Report de la péréquation cadastrale) Amendement Amendements Amendement	14930	847-3 847-4 847-5	1114-1116
Amendements Amendements Amendements Amendements Amendements Amendements		847-7 847-8 847-9 847-12 847-16	
Proteste contre le fait que certains membres n'ont pas reçu le rapport à temps Discussion des articles Octroi d'une invalidité forfaitaire de 10 % en faveur de tous les résistants armés reconnus			1098 1124, 1126, 1128, 1129, 1131, 1133, 1135
pour une période d'un an minimum Proposition de loi Octroi aux travailleurs indépendants d'une pension de retraite et de survie au moins égale	14954	873-1	
au montant annuel du revenu garanti aux personnes âgées Proposition de loi Modification des articles 42, 43 et 505 du Code pénal et insertion d'un article 43bis dans ce même Code (Blanchiment — Confiscation des profits réalisés grâce aux infractions — Erection en infraction des opérations ayant pour but de reconvertir et de gérer les profits illicites)	14965	885-1	
Amendements Amendements Amendements Modification de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 et de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent	14970	890-3 890-4	
répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité (Conditions d'obtention du permis de conduire — Permis de conduire à points — Imprégnation alcoolique et ivresse — Conditions techniques — Dispositions diverses) Amendements	15043	967-3	
Sur la proposition de renvoi en commission par M. Bosmans Sort de la propriété intellectuelle dans le cadre de la réforme de l'Etat (Question orale de M. Hatry) Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et			51 51
abrogation des articles 352 et 353 du même Code; Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code:			
Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990			132-136 359
Chapitre I ^{er} : Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions) Exécution du budget 1989 Assainissement des finances publiques Solde net à financer Dette publique Charges d'intérêts de la dette. — Effet boule de neige Discussion des articles			497-498 498-499, 537, 538 498, 499, 500, 538 498-499 498, 499, 537 542, 543
Ouverture tardive de la séance Institution et organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale Loi-programme Section: Affaires sociales			616 966-967
Discussion des articles Situation financière de l'Académie royale de médecine Question orale			1035, 1062, 1063 1233, 1234
Conformité des budgets administratifs 1990 au contenu du budget général des Dépenses. — Vote sur la motion de conformité Justification de vote Abaissement à dix-huit ans de l'âge de la majorité civile Retards de remboursement de l'aide sociale avancée par des organisations privées aux			1254 1288-1289
demandeurs d'asile et aux réfugiés Question orale			1473, 1474

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Delruelle-Ghobert (Mme) (suite)			
Protection de la personne des malades mentaux Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire)			1542-1544, 1566
Assainissement des finances publiques Charges d'intérêt de la dette			1716, 1717 1717
Contrôle budgétaire. — Mesures d'économie Augmentation de la taxe d'immatriculation (Automobiles)			1716-1717 1716
Prélèvement de 10 milliards sur les bonis de la sécurité sociale Elimination d'abus en matière de chômage			1716 1716
Politique de redressement économique Modification de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une			1717
Banque-carrefour de la sécurité sociale Justification de vote			2090
Modification de l'article 54 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949			2090
(Ingénieurs dans l'administration de l'Etat) Sur la demande de renvoi en commission par M. Leemans			2120
Certains organismes publics ou d'utilité publique et autres services de l'Etat			2128 2129
Prorogation du mandat de la Commission parlementaire mixte pour la réforme des institu-			2222, 2261
Détention préventive (Doc. n° 658-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Doc. n° 683-1);			i
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive en ce qui concerne le droit de prendre connaissance du dossier de l'instruction (Doc. nº 1012-1);			
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mandat d'arrêt) (Doc. nº 1013-1);			
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Diverses modifications) (Doc. nº 59-1);			
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Limitation) (Doc. nº 90-1);			
Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Secret de l'instruction) (Doc. nº 233-1);			
Complément de l'article 4 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive (Mise du dossier à la disposition du Conseil de l'inculpé avant la comparution devant la Chambre			
du Conseil) (Doc. nº 249-1); Instruction judiciaire, interrogatoire, assignation à résidence et détention préventive (Droits			
de l'inculpé — Instauration du mandat d'assignation à résidence — Détention préventive : applicabilité, hébergement dans des maisons d'arrêt — Mise au secret — Responsabilité			
civile de l'Etat) (Doc. nº 421-1) Réinsertion des volontaires rentrés du Zaïre et travaillant pour des O.N.G.			2424-2426
Question orale Communication du Gouvernement			2707
Décisions prises au Conseil des Ministres relatives aux répercussions socio-économiques que la situation dans le Golfe peut engendrer pour la Belgique			
Motion d'ordre			2809
Demeester-De Meyer (Mme), Secrétaire d'Etat aux Finances, adjoint au			
Ministre des Finances			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990			
Chapitre I ^{er} : Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions)			
Réforme de la procédure fiscale Indemnités kilométriques pour frais de voiture			515
(Question orale de M. de Clippele) Prorogation de la prochaine péréquation cadastrale			571
(Question orale de M. de Clippele) Règlement définitif des budgets des services d'administration générale de l'Etat et d'organis-			572
mes d'intérêt public pour l'année 1983 ou pour des années antérieures Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1989			1568
Solde net à financer Ajustement du Budget des Voies et Moyens de l'année 1990;			1588
Ajustement du Budget général des Dépenses de l'année 1990 Conjoncture nationale			2233
Assainissement des finances publiques			2233, 2234
Evolution des recettes fiscales Fiscalité des entreprises			2233-2234 2234
Liaison du franc au DM Mesures compensatoires de la réforme fiscale	İ		2234 2234

36 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE D	ES ORATE	URS ET A	UTEURS
	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Budget des Voies et Moyens de l'année 1990 Rapport (Emploi et Travail) Budget général des Dépenses de l'année 1990 Rapport (Emploi et Travail) Section: Emploi et Travail) Section: Emploi et Travail Aperçu du rapport de la Commission Charte sociale européenne Formation des chômeurs de longue durée Modification de l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail (Adaptation de la réglementation relative à la protection de la maternité — Congé de maternité) Proposition de loi Approbation de la Charte sociale européenne et de l'annexe, faites à Turin, le 18 octobre 1961 Rapport Modification de l'article 5, § 1 ^{et} , II, 4°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Remplacement du terme «minder-valide» par «gehandicapte») Proposition de loi Institution et organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale Loi-programme Section: Affaires sociales Procédé des lois-programme Allocations aux handicapés Travail à temps partiel Instauration d'un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptation des pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général Retards de paiements aux handicapés Question orale Voir: M. Tant	14880 14881 15014 15033 15058	796-2 797-2 938-1 957-2 982-1	616-617 616-617 617 2046-2047 969-970 1003 1003-1004 1004 2759-2760
Deprez, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres Suppression de la taxe annuelle sur les contrats d'assurance-vie (Articles 174, 175 et 176 du Code des taxes assimilées au timbre) Proposition de loi Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre ler: Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions) Nouvelle procédure pour l'examen des budgets Politique de redressement économique. — Maintien de la compétitivité des entreprises Assainissement des finances publiques Réforme de l'impôt des sociétés Réduction du précompte immobilier; Réduction du précompte immobilier; Réduction du précompte immobilier à 10 p.c. Ajustement du Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Ajustement du Budget général des Dépenses de l'année 1990 Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer Subvention de l'Etat à la sécurité sociale Fiscalité des entreprises. — Impôt des sociétés Evolution des recettes fiscales Mesures compensatoires de la réforme fiscale Indexation des barèmes fiscaux	15015	939-1	513 513-514 514 514 514 831-832 1598-1599 2227-2228 2228 2228 2228 2228 2228 2228
 Derycke, Secrétaire d'Etat à la Politique scientifique, adjoint au Ministre de la Politique scientifique (depuis le 18 janvier 1990) Problèmes soulevés par la récente saisie de l'émetteur radio Contact ainsi que, d'une manière générale, la problématique des radios locales au niveau technique, à la lumière du récent arrêt de la Cour d'arbitrage (Interpellation de M. Monfils) Echecs récents de la Belgique au sein d'E.U.R.E.K.A. et avenir de la recherche appliquée (Interpellation de M. Hatry) 			2290-2291 2292-2293

SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE D	ES ORATE	URS ET A	UTEURS 37
	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
de Seny, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme			
Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code Amendement Modification des articles 346, 348, 350 et 370 du Code civil relatifs à l'adoption et complément au chapitre XIII contenant les dispositions transitoires de la loi du 31 mars 1987	14350	247-9	
modifiant diverses dispositions légales relatives à la filiation (Adoption) Proposition de loi	14884	802-1	·
Permis de conduire et licence d'apprentissage Proposition de loi	15050	981-1	
Distribution du médicament vétérinaire Proposition de loi	15059	983-1	
Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code;			
Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles Dispositions fiscales Protection du logement familial (Protection du locataire — Loyers et prorogation des baux)			285-294, 348-349 352, 359, 363 852-853
(Report de la péréquation cadastrale) Abaissement à dix-huit ans de l'âge de la majorité civile Décision gouvernementale relative au T.G.V.;			1118 1295
Conséquences et compensations dans certaines sous-régions de Wallonie, dues au passage du T.G.V.			1411-1412
Retard de la Belgique dans le domaine bioéthique Interpellation			1440-1443
Organisation des combats de coqs Question orale			1471-1472
Situation des instituts médico-pédagogiques bruxellois (Communautarisation) Interpellation			1883-1884
Modification de l'article 54 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décember 1949 (Ingénieurs dans l'administration de l'Etat) Création d'une commission d'évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption			2710
de grossesse, modification des articles 348, 350, 351 et 352 du Code pénal et abrogation de l'article 353 du même Code Dispositions économiques et fiscales			2735-2736
Précompte professionnel. — Etablissement des barèmes. — Ménages à un revenu (Quotient conjugal)			2745
De Seranno, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout, questeur du Sénat			
Ajustement du budget des Communications de l'année 1989 Rapport	14879	795-2	1210
Budget des Voies et Moyens de l'année 1990 Rapport (Travaux publics)	14880	796-2	
Budget général des Dépenses de l'année 1990 Rapport (Travaux publics)	14881	797-2	
Justification de vote Section: Travaux publics	14001	171-2	774
Aperçu du rapport de la commission spéciale Groupement de la gestion de tous les biens immobiliers (bâtis et non bâtis) qui			663
appartiennent à l'Etat Fusion du département des Travaux publics et de celui des Communications Loi-programme			663 665
Rapport (Articles 333 à 337) (Infrastructure — Travaux publics) Section: Infrastructure (Articles 333 à 337 — Régie des Bâtiments)	14932	849-10	
Aperçu du rapport de la commission Régie des Bâtiments. — Factures en souffrance Transfert de biens immobiliers aux Régions et aux Communautés. — Centrales			1180 1182, 1183
hydrauliques Ajustement du budget des Travaux publics de l'année 1989			1182
Rapport Aperçu du rapport de la commission	14960	880-2	1770
Dispositions économiques et fiscales Rapport (Articles 30 à 32 et 41)	15092	1022-3	

38 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE DE	ES ORATE	URS ET A	UTEURS
	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
De Seranno (suite)			
Réélu questeur du Sénat Création d'un Fonds pour la sécurité des infrastructures sportives Justification de vote Décision prise par le Ministre des P.T.T. de «simplifier» les numéros postaux, laquelle prive définitivement la Régie des Postes de la possibilité de se moderniser Modification de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 et de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité (Conditions d'obtention du permis de conduire — Permis de conduire à points — Imprégnation alcoolique et ivresse — Conditions techniques — Dispositions diverses) Demande une suspension de séance			8 465-466 1484 2299
Désir, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Complément à l'article 68bis de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. en ce qui concerne les conditions d'octroi d'avances sur pensions alimentaires et le recouvrement de ces pensions (Condition de revenus — Enfants à charge) Proposition de loi	15131	1061-1	
Desmedt, sénateur provincial de Brabant			
Modification du titre II, chapitres III et IV, de la loi communale (Révision de la loi communale) Amendement Rappel au Règlement du Sénat (Durée des séances du soir) Discussion des articles Modification de certaines dispositions du Code civil relatives aux baux d'habitation (Décès du preneur — Précompte immobilier — Protection de l'occupation du locataire —	14402	307-4	2657 2662, 2663
Protection particulière aux locataires âgés) Proposition de loi Modification de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 et de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité (Conditions d'obtention du permis de conduire — Permis de conduire à points — Imprégnation alcoolique et ivresse — Conditions techniques — Dispositions diverses)	14886	803-1	2315-2316
Amendements Discussion des articles	15043	967-6	2336, 2337, 2352, 2353
Création d'une commission d'évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse, modification des articles 348, 350, 351 et 352 du Code pénal et abrogation de l'article 353 du même Code Amendements Discussion des articles	15044	968-3	2732-2733-2734
Justification de vote Insertion d'un article 16quater dans le Règlement du Sénat et modification des articles 21bis			2737, 2738, 2740, 2741 2791
et 55 du même Règlement (Groupes administratifs — Commissions du Sénat) Proposition Complément à l'article 68bis de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. en ce qui concerne les conditions d'octroi d'avances sur pensions alimentaires et le recouvrement	15078	1004-1	
de ces pensions (Conditions de revenus — Enfants à charge) Proposition de loi Application de la loi du 1 ^{er} septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de cinéma aux mineurs de moins de seize ans et nécessité de modifier ladite loi	15131	1061-1	
Interpellation Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis			82-83, 85
dans le même Code; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles Justification de vote Protection du logement familial (Protection du locataire — Loyers et prorogation des baux)			276-278 359-360 403
(Report de la péréquation cadastrale)			1107-1108

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Desmedt (suite)			
oi-programme Justification de vote			1260
Carences du Gouvernement en matière de politique d'immigration Iustification de vote			1365-1367 1438
nterdiction faite aux télédistributeurs de diffuser les programmes de Télé-Bruxelles en			1438
dehors de la Région de Bruxelles Interpellation			1448-1449, 1451
imitation du séjour ou de l'établissement d'étrangers dans certaines communes Question orale			1699, 1700
justement du budget de l'Intérieur et de la Fonction publique de l'année 1989 Dotation spéciale accordée à la Région de Bruxelles pour couvrir la perte fiscale résultant			
de l'application de la mainmorte irculaire adressée le 30 janvier 1990 par le Commissaire royal à l'immigration aux « échevins de la Communauté flamande» des communes bruxelloises			1751
Question orale fodification des articles 26 et 33 du Règlement du Sénat pour ce qui concerne les motions (Motion n'impliquant pas la méfiance)			1804
Justification de vote rise institutionnelle résultant du refus du Roi de signer la loi relative à la dépénalisation partielle de l'avortement et solution apportée par le Gouvernement à cette situation			1817
Interpellation pprobation des Actes internationaux suivants: a) Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, faite à Strasbourg le 21 mars 1983; b) Accord relatif à l'application entre les Etats membres de la C.E. de la Convention du Conseil de l'Europe sur le			1906-1907
transfèrement des personnes condamnées, fait à Bruxelles le 25 mai 1987; transfèrement inter-étatique des personnes condamnées			1928
étonne du fait que depuis plusieurs semaines l'ordre du jour du Sénat soit extrêmement			
« maigrichon » et craint que la fin de session ne soit vraiment très encombrée onséquences néfastes, pour les associations sociales et culturelles, de l'A.R. du 24 août			2002
1987 concernant l'assujettissement à la sécurité sociale des travailleurs à temps réduit Interpellation			2149, 2150
Communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien			2117, 2130
de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Mesures annoncées par le Gouvernement			2195-2196
Réforme de la police judiciaire Rôle de la police communale en tant qu'organe de police judiciaire			2196, 2197 2196
Rôle de la B.S.R.			2196
Contrôle des services de police Formation des policiers			2196 2196
Sûreté de l'Etat			2196
Démission de l'administrateur général			2916
Statut du juge d'instruction Recrutement et nomination des magistrats			2196, 2197 2196
Limitation à 10 ans de la durée de la fonction de procureur général près la Cour d'appel			2196
Création d'un magistrat à compétence nationale			2196-2197
étention préventive (Doc. nº 658-1); Iodification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Doc. nº 683-1);			
Iodification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive en ce qui concerne			
le droit de prendre connaissance du dossier de l'instruction (Doc. nº 1012-1);			
fodification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mandat d'arrêt) (Doc. nº 1013-1);			
fodification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Diverses modifica-			
tions) (Doc. nº 59-1); Iodification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Limitation)			
(Doc. nº 90-1);	l		
fodification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Secret de l'instruction) (Doc. nº 233-1);			
Complément à l'article 4 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive (Mise du dossier à la disposition du Conseil de l'inculpé avant la comparution devant la Chambre du Conseil) (Doc. n° 249-1)			
struction judiciaire, interrogatoire, assignation à résidence et détention préventive (Droits de l'inculpé — Instauration du mandat d'assignation à résidence — Détention préventive : applicabilité, hébergement dans des maisons d'arrêt — Mise au secret — Responsabilité			
civile de l'Etat) (Doc. nº 421-1)			2428
èglement des modalités de l'élection du Conseil de la Communauté germanophone Justification de vote			2546
futualités et unions nationales de mutualités			2575-2576
ommunication du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak			2827-2828
Mesures prises par le Gouvernement			2827, 2828
Effets économiques et budgétaires			2827-2828

	LO ORATIL	UKS ET A	UTEURS 4
	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Deworme (suite)			
Négociations avec le Grand-Duché de Luxembourg concernant la vente de gaz naturel (Question orale de M. Didden) Dépôt, au Conseil régional wallon, d'une proposition de décret portant création d'un service			1745
des études et de la statistique (Question orale de M. Hatry) Participation de la Belgique à la construction d'une centrale nucléaire au Pakistan			1806-1807
(Question orale de M. Pataer) Transport de déchets radioactifs (Question orale de M. Anthuenis)			1809
Mandat et objectifs du récent voyage officiel du Secrétaire d'Etat à l'Europe 1992 au Pakistan (Question orale de Mme Dardenne)			1820-1821
Effets pervers résultant de la nouvelle loi sur le travail à temps partiel (Interpellation de M. de Clippele) Echelle de mesure des incidents survenant dans les installations nucléaires			1939-1940
(Question orale de M. de Wasseige)			2001, 2002
Didden, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik	=		
Création d'un Institut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services (Travaux d'étude en relation avec l'accroissement de la prospérité) Rapport	14204	98-2	
Création d'une commission d'information, chargée d'examiner et d'apprécier les dispositions relatives à la sécurité dans le domaine nucléaire ainsi que les mesures d'information et de protection des populations et les dispositifs d'évacuation en cas d'augmentation de la radioactivité sur le territoire du Royaume	14204	76-2	
Rapport (Sécurité et sûreté des transports de matières nucléaires) Rapport (Problématique des déchets radioactifs) Augmentation des crédits ouverts pour l'année 1989 sur les budgets nationaux pour le financement de certaines dépenses se rapportant au transfert de compétences dans le cadre de la réforme des institutions (Financement en 1989 des services administratifs non encore transférés — Financement de certaines dépenses pour compte des Communautés et	14219	113-11 113-13	
Régions — Dépenses de l'enseignement de langue allemande — Dépenses de la cellule commune de l'Education) Rapport	14875	793-2	489
Budget des Voies et Moyens de l'année 1990 Rapport (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions)	14880	796-2	
Budget général des Dépenses de l'année 1990 Rapport (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions)	14881	797-2	
Section : Intérieur et Fonction publique Fonction publique Politique du personnel			556-557 556, 557
Surpopulation des cabinets ministériels Pénurie de personnel au département des Finances Ajustement du budget du Premier Ministre de l'année 1989			556 556-557
Rapport (Crédits : Premier Ministre) Ajustement du budget de la Dette publique de l'année 1989 Rapport	14885 14942	800-3 861-2	
Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis	14742	801-2	
dans le même Code; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Budget des Voies et Moyens de l'année 1990;			215-217
Budget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre I ^{er} : Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions) Aperçu du rapport de la Commission spéciale			494-497
Décision gouvernementale relative au T.G.V.; Conséquences et compensations dans certaines sous-régions de Wallonie, dues au passage du T.G.V.			1409-1410
Décision de l'administrateur général de l'I.N.A.M.I. d'exiger le remboursement immédiat des avances aux mutuelles			1496-1497
Négociations avec le Grand-Duché de Luxembourg concernant la vente de gaz naturel Question orale			1745

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
ustement du Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; ustement du Budget général des Dépenses de l'année 1990; Solde net à financer. — Assainissement des finances publiques Comptabilité de l'Etat. — Ordonnancements et opérations de trésoreries Rôle de la Cour des Comptes odification de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 et de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité (Conditions d'obtention du permis de conduire — Permis de conduire à points — Imprégnation alcoolique et ivresse — Conditions techniques — Dispositions diverses) ongé des miliciens participant à des camps de vacances Question orale			2231 2231, 2236 2231-2232 2306-2307 2705
ispositions économiques et fiscales Rapport (Article 37) terruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; pplication des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; odification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code; odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles réation d'un Fonds pour la sécurité des infrastructures sportives iffusion du programme de « Télé-Bruxelles» en Brabant flamand, sans l'autorisation de l'Exécutif flamand Question orale éficiences flagrantes des services rendus par la R.T.T. Interpellation ontrat de la R.T.T. pour 1992-1996 en matière de commutation et de transmission numériques Question orale odification de l'A.R. nº 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'art de guérir, à l'exercice des professions qui s'y rattachent et aux commissions médicales, en vue de protéger les titres professionnels des médecins et des auxiliaires paramédicaux réation d'une commission d'évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse, modification des articles 348, 350, 351 et 352 du Code pénal et abrogation de l'article 353 du même Code	15092	1022-4	254-258, 341-343 373-374, 375 412-414, 415-416 1237-1238 1679-1681, 1686- 1687 2118 2376-2378
devision du titre II de la Constitution par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux Texte proposé calisation de l'Union européenne et préparation des assises parlementaires sur l'avenir de l'Europe Proposition de résolution caension et démocratisation de la Communauté européenne Interpellation terruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; oplication des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; odification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code; odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles Discussion des	14041 14992	100-10/3° 914-1	2714-2715 54-56, 59 360 786

de questions européennes (Création du comité — Membres du Parlement européen — Transposition du droit européen en droit interne) Justification du vote turopéen en droit interne) Justification de vote (Justification allemande Responsabilité de l'Europe de l'Est Réunification allemande Responsabilité du Gouvernement national dans le non-respect de directives européennes par les Communautés et les Régions Interpellation Création d'un institut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services (Travaux d'érude en relation avec l'accroissement de la prospérité) Justification de vote rosition prise par le Gouvernement belge lors de la réunion du Conseil des ministres du 19 mai 1990 à Parknasilla en Irlande (Construction de l'Europe — Position britannique — Ecu) Interpellation Auturalisations Rapport Auturalisations Rapport Auturalisations Rapport Auturalisations Rapport Auturalisations Rapport Auturalisations Rapport Question orale Dufaux, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik rotection juridique des topographies de produits semi-conducteurs Rapport Auturalisations	SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE D	ES ORATE	URS ET A	UTEURS
Dierickx (suite) Trotection de la personne des malades mentaux (pyrobation de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage et des annexes le til [1703] Juntification de voire (Controlle budgétaire) Conférences interministérielles et organes de concertation Assainissement des finances publiques Politique de l'environnement (Creation d'un institut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services (Travaux d'étude en relation avec l'accroissement de la prospérité) Transferts de bonis entre secteurs de la sécurité sociale Transposition du droit européen en droit interne) Justification dus Ne Règlement du Sénat d'un article étabis instituant un comité d'avis chargé de questions européennes (Creation du comité — Membres du Parlement européen — Transposition du droit européen en droit interne) Justification de vote Justification de vote Justification de vote Justification de vote Justification de vote Justification de vote Justification de vote Justification de vote Reunification allemande Responsabilité du Gouvernement national dans le non-respect de directives européennes par les Communautés et les Régions Interpellation Trait du Gouvernement national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services Travatux d'étude en relation avec l'accroissement de la prospérité) 1818 1826 1827-1925 1827-1925 1827-1925 1827-1925 1827-1925 1827-1925 1827-1925 1827-1925 1827-1925 1827-1925 1827-1925 1		DOCUMENTS		ANNALES
Protection de la personne des malades mentaux (protection de la Dervoemion sur la conservation de sepèces migratrices appartenant à la faune sauvage et des annexes le et II 1703 . Transposition de la Gouvernement (Contrôle budgétaire) . Conférences interministérielles et organes de concertation . Assainissement des finances publiques . Pollutique de l'environnement . Création d'un institut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services (Travaux d'étude en relation avec l'accroissement de la prospérité) . Transfers de bonis entre secteurs de la sécurité sociale . Reduction de l'alie à la coopération au devolopment . Transposition du droit européen en droit interne) . Justification du droit européen en droit interne) . Justification du droit européen en droit interne) . Pévinements de l'Europe de l'Est . Reduffication allemande . Report . Resonant de vote . Les Communatiés et les Régions . Interpellation . Tration d'un institut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services (Travaux d'étude en relation avec l'accroissement de la prospérité) . Justification de vote . Les Communatiés et les Régions . Interpellation . Autualités et unions nationales de mutualités . Donnay, sénateur de l'arrondissement de Liège . Saturalisations . Rapport . Auturalisations Auturalisation . Auturalisation . Auturalisation . Auturalisation .		R. A	Nº	Pages
upprobation de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage et des annexs le et II Justification de vote communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Conférences interministérielles et organes de concertation Assainissement des finances publiques Création d'un institut national chargé de promouvoir la durabiliré des biens et des services (Travaux d'étude en relation avec l'accroissement de la prospérité) Transferts de bonis entre secteurs de la sécurité sociale Réduction de l'aide à la coopération au développement nesertion dans le Règlement du Sénar d'un article 62bis instituant un comité d'avis chargé de questions européennes (Création d'un institut action de vote Justification de vote Justification de vote Justification de vote Justification de vote Supposabilité de Souvernement actional dans le non-respect de directives européennes par les Communaurés et les Régions Interpellation Actation d'un institut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services Travaux d'étude en relation avec l'accroissement de la prospérité) Justification de vote Justification de vote Justification de vote Supposabilité des Ouvernement action avec l'accroissement de la prospérité) Justification de vote Jus	Dierickx (suite)			
Justification du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Conférences interministérielles et organes de concertation Assainissement des finances publiques Politique de l'environmement Conférences interministérielles et organes de concertation Assainissement des finances publiques Politique de l'environmement Critarius d'étude en relation avec l'accroissement de la prospérité) Transferts de bonis entre secteurs de la sécurité sociale Réduction de l'aide à la coopération au développement sertion dans le Règlement du Sénat d'un article 62bis instituant un comité d'avis chargé de questions européennes (Création du comité — Membres du Parlement européen — Transposition du droit européen en droit interne) Justification de vote Justement du budger des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'armée 1989 Evenements de l'Europe de l'Est l'Estation L'estation de vote Justification de vote Justification de vote Suppossabilité du Gouvernement national dans le non-respect de directives européennes par les Communaurés et les Régions Interpellation Tréation d'un institut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services Ctravaux d'étude en relation avec l'accroissement de la prospérité) Justification de vote Douis prise par le Gouvernement belge lors de la réunion du Conseil des ministres du 19 mai 1990 à Parkansilla en Irlande (Construction de l'Europe — Position britannique Douis prise par le Gouvernement belge lors de la réunion du Conseil des ministres du 14826 Aurualisation Rapport Junification Junification de vote Oonnay, sénateur de l'arrondissement de Liège Naurualisations Rapport Junification des votes de l'arrondissement de Liège Aurualisations Rapport Junification des votes de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik Polication des des des des des des des des des des	Approbation de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la			1549
Politique de l'environnement Création d'un institut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services (Travaux d'étude en relation avec l'accroissement de la prospérité) Transferts de bonis entre secteurs de la sécurité sociale Réduction de l'aide à la coopération au développement servicin dans le Règlement du Sénat d'un article é2bis instituant un comité d'avis chargé de questions européennes (Création du comité — Membres du Parlement européen — Transposition du droit européen en droit interne) Justification de vote Justification de vote Justification al de l'amnée 1989 Evémements de l'Europe de l'Est Réunification allemande seponsabilité du Gouvernement national dans le non-respect de directives européennes par les Communautés et les Régions Interpellation Acéation d'un institut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services (Travaux d'étude en relation avec l'accroissement de la prospérité) Justification de vote Solicon prise par le Gouvernement belge lors de la réunion du Conseil des ministres du Jacci de l'autorité de l'arroit arroit de l'arroit	Justification de vote Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Conférences interministérielles et organes de concertation			
Transferts de bonis entre secteurs de la sécurité sociale Réduction de Paide à la coopération au développement nsertion dans le Règlement du Sénat d'un article 62bis instituant un comité d'avis chargé de questions européennes (Création du comité — Membres du Parlement européen — Transposition du droit européen en droit interne) Justification de vote justification de vote justification de vote spistement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1989 Evénements de l'Europe de l'Est Réunification allemande esponsabilité du Gouvernement national dans le non-respect de directives européennes par les Communautés et les Régions Interpellation Actation d'un institut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services (Travaux d'étude en relation avec l'accroissement de la prospérité) Justification de vote osition prise par le Gouvernement belge lors de la réunion du Conseil des ministres du 19 mai 1990 à Parknasilla en Irlande (Construction de l'Europe — Position britannique — Ecu) Interpellation Autualités et unions nationales de mutualités Donnay, sénateur de l'arrondissement de Liège Saturalisations Rapport arencea du Gouvernement en matière de politique d'immigration arence du Gouvernement en matière de politique d'immigration arence du Gouvernement en matière de politique d'immigration arence du Gouvernement en matière de politique d'immigration arence du Gouvernement en matière de politique d'immigration arence du Gouvernement en matière de politique d'immigration arence du Gouvernement en matière de politique d'immigration arence du Gouvernement en matière de politique d'immigration arence du Gouvernement en matière de politique d'immigration arence du Gouvernement en matière de politique d'immigration arence du Gouvernement en matière de politique d'immigration arence du Gouvernement en matière de politique d'immigration arence du Gouvernement en matière de politique d'immigration arence du Gouvernement en matière de politique d	Politique de l'environnement Création d'un institut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des			1725-1726
Justification de vote tijustement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1989 Evénements de l'Europe de l'Est Réunification allemande lesponsabilité du Gouvernement national dans le non-respect de directives européennes par les Communaurés et les Régions Interpellation du ninstitut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services (Travaux d'érude en relation avec l'accroissement de la prospérité) Justification de vote Osition prise par le Gouvernement belge lors de la réunion du Conseil des ministres du 1959-1961, 1964 1968-1969 Donnay, sénateur de l'arrondissement de Liège Naturalisations Rapport Auturalisations Auturalisations Rapport Auturalisations Auturalisations Auturalisations Auturalisations Auturalisations Auturalisations Auturalisations	Transferts de bonis entre secteurs de la sécurité sociale Réduction de l'aide à la coopération au développement nsertion dans le Règlement du Sénat d'un article 62bis instituant un comité d'avis chargé de questions européennes (Création du comité — Membres du Parlement européen —			1726-1727
Evénements de l'Europe de l'Est Réunification allemande tesponsabilité du Gouvernement national dans le non-respect de directives européennes par les Communaurés et les Régions Interpellation Création d'un institut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services (Travaux d'étude en relation avec l'accroissement de la prospérité) Justification de vote Osition prise par le Gouvernement belge lors de la réunion du Conseil des ministres du 19 mai 1990 à Parknasilla en Irlande (Construction de l'Europe — Position britannique — Ecu) Interpellation Mutualités et unions nationales de mutualités Donnay, sénateur de l'arrondissement de Liège Saturalisations Rapport Saturalisations	Justification de vote Ajustement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération			1818
Interpellation Creation d'un institut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services (Travaux d'étude en relation avec l'accroissement de la prospérité) Justification de vote osition prise par le Gouvernement belge lors de la réunion du Conseil des ministres du 19 mai 1990 à Parknasilla en Irlande (Construction de l'Europe — Position britannique — Ecu) Interpellation Mutualités et unions nationales de mutualités Donnay, sénateur de l'arrondissement de Liège Naturalisations Rapport Auturalisations Auturali	Evénements de l'Europe de l'Est Réunification allemande Responsabilité du Gouvernement national dans le non-respect de directives européennes par			
Justification de vote Osotiton prise par le Gouvernement belge lors de la réunion du Conseil des ministres du 19 mai 1990 à Parknasilla en Irlande (Construction de l'Europe — Position britannique — Ecu) Interpellation Mutualités et unions nationales de mutualités Donnay, sénateur de l'arrondissement de Liège Naturalisations Rapport Natural	Interpellation Création d'un institut national chargé de promouvoir la durabilité des biens et des services			SOUR CHARGO PARTY CHARGO PARTY CA
Interpellation Mutualités et unions nationales de mutualités Donnay, sénateur de l'arrondissement de Liège Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Rapport (Articles 313 à 322) (Affaires économiques) écurité des jouets Rapport Naturalisations Rapport Rapport (Articles 313 à 322) (Affaires économiques) écurité des jouets Rapport Rapport (Articles 313 à 322) (Affaires économiques) écurité des jouets Rapport Rapport (Articles 313 à 322) (Affaires économiques) écurité des jouets Rapport Rapport (Articles 313 à 322) (Affaires économiques) écurité des jouets Rapport Naturalisations Rapport N	Justification de vote Position prise par le Gouvernement belge lors de la réunion du Conseil des ministres du 19 mai 1990 à Parknasilla en Irlande (Construction de l'Europe — Position britannique			
Naturalisations Rapport Natura				
Rapport Naturalisations Rappor	Donnay, sénateur de l'arrondissement de Liège			
Rapport Naturalisations Rapport Carences du Gouvernement en matière de politique d'immigration Netard apporté dans les travaux visant à garantir la sécurité de l'immeuble occupé par la justice de paix de Grâce-Hollogne (Protection contre l'incendie) Question orale Dufaux, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik Protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs Rapport Noi-programme Rapport (Articles 313 à 322) (Affaires économiques) écurité des jouets Rapport Naturalisations Rapport Naturalisat		14826	843-2	
Carences du Gouvernement en matière de politique d'immigration letard apporté dans les travaux visant à garantir la sécurité de l'immeuble occupé par la justice de paix de Grâce-Hollogne (Protection contre l'incendie) Question orale Dufaux, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik Protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs Rapport Loi-programme Rapport (Articles 313 à 322) (Affaires économiques) écurité des jouets Rapport Vaturalisations Rapport Rapport Locords pris lors de la troisième conférence sur la mer du Nord et le respect de ceux-ci locoréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires	Rapport Vaturalisations			
Question orale Dufaux, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik Protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs Rapport Oi-programme Rapport (Articles 313 à 322) (Affaires économiques) écurité des jouets Rapport Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Accords pris lors de la troisième conférence sur la mer du Nord et le respect de ceux-ci accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires 2022-2023 482-483 482-483 2021-2022 14988 909-2 15012 1005-2	Carences du Gouvernement en matière de politique d'immigration Retard apporté dans les travaux visant à garantir la sécurité de l'immeuble occupé par la	15012	1005-2	1383-1384
rotection juridique des topographies de produits semi-conducteurs Rapport oi-programme Rapport (Articles 313 à 322) (Affaires économiques) écurité des jouets Rapport Naturalisations Rapport Accords pris lors de la troisième conférence sur la mer du Nord et le respect de ceux-ci accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires 482-483 482-483 482-483 14988 909-2 15012 1793-1794				2022-2023
Rapport coi-programme Rapport (Articles 313 à 322) (Affaires économiques) écurité des jouets Rapport Rapport Rapport Raturalisations Rapport Rapport Records pris lors de la troisième conférence sur la mer du Nord et le respect de ceux-ci accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires 14932 849-7 2021-2022 15012 1005-2 1793-1794				
écurité des jouets Rapport Naturalisations Rapport Accords pris lors de la troisième conférence sur la mer du Nord et le respect de ceux-ci Accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires 2021-2022 1005-2 1793-1794	Rapport oi-programme	200 200 200		482-483
accords pris lors de la troisième conférence sur la mer du Nord et le respect de ceux-ci la la la la la la la la la la la la la	écurité des jouets Rapport Vaturalisations	14988	909-2	2021-2022
	Accords pris lors de la troisième conférence sur la mer du Nord et le respect de ceux-ci Accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires	15012	1005-2	

SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE I	JLS OKATI	EURSEIF	AUTEURS
	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
E			
Egelmeers, sénateur provincial d'Anvers, questeur du Sénat			
Modification de l'article 33 du Règlement du Sénat (Interpellations) Rapport Modification des articles 26 et 33 du Règlement du Sénat pour ce qui concerne les motions	14234	128-2	1774
(Motion n'impliquant pas la méfiance) Rapport	14610	525-2	1774
Modification de l'article 33bis du Règlement du Sénat (Octroi du droit de réplique au sénateur qui a posé une question orale) Rapport	14663	576-2	767
ntreprises de gardiennage, entreprises de sécurité et services internes de gardiennage Amendement Discussion des articles	14861	775-4	1518-1519 1530
Justification de vote justement du budget de la Défense nationale de l'année 1989 Rapport	14935	852-2	1643
Modification de l'article 34 du Règlement du Sénat (Annales parlementaires — Délai pour la correction de la sténographie des discours)			
Rapport éélu questeur du Sénat nstitution et organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale	14990	911-1	8 967-968
oi-programme Section: Affaires sociales Procédé des lois-programmes			1002-1003
uppléance de M. Wyninckx comme sénateur élu directement fodification de l'article 56 du Règlement du Sénat (Examen des conventions internationales en commission)			1285 1783-1784, 1785
tatut du travail par équipes successives Sur la demande de renvoi en commission pprobation de la Charte sociale européenne et de l'annexe, faites à Turin, le 18 octobre			1882
1961 Iutualités et unions nationales de mutualités			2047-2048 2557
nstauration d'un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptation des pensions des travailleurs salariés à l'évolution de bien-être général			2760
Cicher, sénateur coopté			
Modification de l'article 19 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée (Commune de milice)			2686-2687
Rapport mploi de la langue allemande en matière législative et réglementaire Proposition de loi	14303 14980	198-2 900-1	
Modification de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communau- té germanophone Amendement	15004	927-3	2482-2483, 2486
Discussion des articles Modification de l'A.R. nº 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants et de l'A.R. nº 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Assujettissement du conjoint aidant au régime			2489
A.M.I. — Dérogation à l'obligation de s'affilier à une Caisse d'assurances sociales — Pension complémentaire) tertaines dispositions en matière de cotisations de solidarité, de modération, de consolida-			423
tion et de cotisations spéciales à charge des travailleurs indépendants, ainsi qu'en matière de réduction des allocations familiales pour travailleurs indépendants (Intérêts moratoires et intérêts de retard — Adaptations techniques — Recouvrement ou remboursement par			
l'Inasti) conséquences financières de la loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles pour la communauté germanophone			1499-1500
rdman, sénateur coopté, Deuxième Vice-Président du Sénat			
fodification de l'article 56 du Règlement du Sénat (Examen des conventions internationales en commission)			1782, 1783, 1784- 1785
Rapport fodification de l'article 1468 du Code judiciaire (Saisie conservatoire de navires et bateaux. — Entreprises d'arrimage et entreprises connexes)	14236	130-2	421
Rapport	14484	394-2	741

46

	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Erdman (suite)			
Détention préventive Amendement Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en ce qui	14743	658-3	
concerne le droit de défense des mineurs d'âge devant le tribunal de la jeunesse Proposition de loi Abrogation de l'article 53 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse	14892	810-1	
(Mineurs placés dans des maisons d'arrêt) Proposition de loi	14893	811-1	
Loi-programme Rapport (Articles 326 à 332) (Justice)	14932	849-9	
Ajustement du budget de la Justice de l'année 1989 Rapport	14943	862-2	
Modification des articles 42, 43 et 505 du Code pénal et insertion d'un article 43bis dans ce même Code (Blanchiment — Confiscation des profits réalisés grâce aux infractions —			
Erection en infraction des opérations ayant pour but de reconvertir et de gérer les profits illicites)			2395-2398
Rapport Discussion des articles	14970	890-2	2411
Réformes institutionnelles Relations internationales (Régions et Communautés)			
Rapport Récentes profanations de sépultures juives en France	-	935-3	2086
Proposition de résolution Protection du locataire d'un logement familial	15054	977-1	
Proposition de loi Réélu deuxième vice-président du Sénat	15089	1019-1	8
Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code;			
Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'une article 353bis			
dans le même Code; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement			230-236, 326-327
Discussion des articles Justification de vote			352, 363, 364, 369, 370-371, 376-377 387, 392
Budget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Justice			
Insuffisance des crédits Grève des magistrats			563, 564 563-564
Protection du logement familial (Protection du locataire — Loyers et prorogation des baux) (Report de la péréquation cadastrale) Discussion des articles			1102-1103, 1113 1129
Carences du Gouvernement en matière de politique d'immigration Protection de la personne des malades mentaux Vérification des pouvoirs de M. Cools. — Rapport			1368-1370 1565 1610
Incidents qui ont eu lieu à Anvers le 14 mars et au cours desquels le Commissaire royal à la Politique de l'immigration fut assailli			
Interpellation Collaboration avec les autorités françaises dans le cadre de l'affaire de Bonvoisin (Perquisi-			1824-1825
tion) Question orale			2073
Communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Commission d'enquête de la Chambre, chargée d'examiner la manière dont la lutte			
contre le banditisme et le terrorisme est organisée Principe de la séparation des pouvoirs Politique criminelle			2168-2169-2170 2169 2169, 2170, 2171,
Réforme du Code d'instruction criminelle			2172 2169
Nécessité d'une politique en matière de police coordonnée et planifiée Revalorisation de la fonction de la police communale			2170 2170
Restructuration de la gendarmerie Police judiciaire			2170 2170
Sûreté de l'Etat Contrôle parlementaire			2170 2171
Police scientifique Experts judiciaires			2171 2171
Accès à la magistrature. — Projet de loi			2171 2171
Interdiction générale de mettre les conversations privées sous écoute			2171-2172
Modernisation de l'appareil judiciaire			

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Erdman (suite)			
Communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) (suite) Juges d'instruction Limitation de la durée pendant laquelle certains hauts fonctionnaires et magistrats du ministère public peuvent exercer leurs fonctions Relation ministère public-ministre de la Justice Classement sans suite d'affaires pénales par le parquet. — Contrôle parlementaire Envoi de la déclaration à l'impôt des personnes physiques Question orale Détention préventive (Doc. nº 658-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Doc. nº 683-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive en ce qui concerne le droit de prendre connaissance du dossier de l'instruction (Doc. nº 1012-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mandat d'arrêt) (Doc. nº 1013-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Diverses modifications) (Doc. nº 59-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Limitation) (Doc. nº 90-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Secret de l'instruction) (Doc. nº 233-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mise du dossier à la disposition du Conseil de l'inculpé avant la comparution devant la Chambre du Conseil) (Doc. nº 249-1); nstruction judiciaire, interrogatoire, assignation à résidence et détention préventive (Droits de l'inculpé — Instauration du mandat d'assignation à résidence — Détention préventive: applicabilité, hébergement dans des maisons d'arrêt — Mise au secret — Responsabilité civile de l'Etat) (Doc. nº 421-1) Création d'une commission d'évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse, modification des articles 348, 350, 351 et 352 du Code pénal et abrogation de l'article 353 du même Code			2172 2172 2172-2173 2173 2252 2419-2422 2733, 2736
Evers, sénateur provincial de Liège Règlement des modalités de l'élection du Conseil de la Communauté germanophone Rapport Discussion des articles Dispositions fiscales Conséquences financières de la loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone Interpellation Modification de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone Discussion des articles	15075	999-2	2494 2496 853 1498-1499, 1502 1503 2483-2484, 2486 2489-2490, 2491
Evrard, sénateur provincial de Luxembourg			
Naturalisations Rapport Sixation pour l'année 1990 du contingent de l'armée Rapport Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Naturalisations Rapport Naturalisation de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement	14826 14928 14947 15012	843-2 845-2 906-2 1005-2	258-259

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Eyskens (suite)			
Affectation donnée aux 25 millions de francs versés aux institutions qui apportent une aide à la Roumanie (Question orale de M. Janzegers) Non-application de l'A.R. du 6 mai 1988 en ce qui concerne la délivrance d'un permis de conduire belge aux ressortissants inscrits à l'étranger (Question orale de M. Van Hooland) Dialogue entre l'Europe et le monde arabe (Question orale de M. De Belder) Position prise par le Gouvernement belge lors de la réunion du Conseil des Ministres du 19 mai 1990 à Parknasilla en Irlande (Construction de l'Europe — Position britannique — Ecu) (Interpellation de M. Dierickx) Attitude de la Belgique à l'égard de la Roumanie (Interpellation de M. Hasquin) Peuple palestinien et immigration de juifs soviétiques (Interpellation de M. De Belder) Evolution de la crise belgo-zaïroise (Question orale de Mme Aelvoet)			2016 2020-2021 2255-2256 2257-2258 2266-2267 2269 2706
F			
retruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code Sous-amendement Sous-amendement Sous-amendement Proposition de résolution Cambodge Proposition de résolution Cambodge Proposition de résolution Cambodge Proposition de sarticles 352 et 353 du même Code; Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion de vote Côte de la Belgique dans la tragédie du peuple cambodgien Interpellation Entreprises de transports aériens (Libéralisation — Dérogation à la concession exclusive de la Sabena) (Financement de la Sabena — Suppression de l'intervention de l'Etat) Justification de vote Création d'une Commission d'évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse, modification des articles 348, 350, 351 et 352 du Code pénal et abrogation de l'article 353 du même Code	14350 14931 14969	247-7 247-12 848-1 889-1	176-182 364, 372-373, 37 404 470-472 1815
Flagothier, sénateur provincial de Liège, questeur du Sénat nterruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code Sous-amendement Sous-amendement Modification de l'article 1 ^{et} de l'A.R. du 4 décembre 1974 portant statut des personnes de nationalité belge qui, après avoir contracté un engagement volontaire pour la durée de la guerre, ont accompli du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges (Date de renvoi dans les fovers)	14350	247-7 247-12	
(Date de renvoi dans les foyers) Proposition de loi futualités et unions nationales de mutualités Rapport éélu questeur du Sénat tatut des miliciens (projet); tatut des miliciens (proposition);	14951 15069	871-1 993-2	2552-2554 8
Octroi d'une indemnité supplémentaire à certains miliciens faisant partie du contingent de l'armée			726-727

	DOCUMENTS		ANNALES	
	R. A	Nº	Pages	
Geens A. (suite)				
rojets de privatisation de la Régie des Transports maritimes (Question orale de M. Leclercq) onctionnement et déconcentration éventuelle du service de la délivrance des plaques numérologiques. — Direction de l'immatriculation des véhicules (Question orale de M. Van Hooland) ituation des coopérants belges au Zaïre (Interpellation de Mme Mayence-Goossens) organisation d'urgence d'un examen d'accès au cadre des emplois de longue durée pour les coopérants (Question orale de Mme Mayence-Goossens) éinsertion des volontaires rentrés du Zaïre et travaillant pour des O.N.G. (Question orale de Mme Delruelle-Ghobert)			2117 2118 2152-2153 2480 2707-7208	
reur de montage, récemment découverte dans une centrale nucléaire française Question orale ampagnes d'information organisées par des communes à propos des sources d'énergie Question orale udget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Affaires économiques Intégration européenne Mondialisation de l'économie Conciliation de l'économie et de l'écologie dans une perspective démocratique mondiale. — Pays en voie de développement Développement des initiatives à échelle humaine. — P.M.E. — Intérêt accru pour les régions scurité et sûreté des transports de matières nucléaires. — Rapport de la Commission d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire ransport transfrontalier vers la Belgique de déchets provenant d'exploitations agricoles néerlandaises Interpellation reganisation d'une table ronde sur une politique intégrée de la santé dans les entreprises ons de cotisation à la sécurité sociale pour les personnes occupées dans les ateliers protégés Question orale			569 570 641 641 641-642 642 1327-1328 1339 2121-2122 2481	
oi-programme Rapport (Articles 1 à 104, 114 à 140, 141 à 250, 251 à 252, 268 à 276) (Affaires sociales) Section: Affaires sociales Rapport fait au nom de la Commission des Affaires sociales udget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Prévoyance sociale, Santé publique et Environnement Equilibre financier de la sécurité sociale Abus en ce qui concerne le paiement des cotisations sociales Instauration d'une assurance maternité Création d'un Fonds spécial de solidarité destiné à intervenir dans le coût des prestations pour lesquelles l'assurance soins de santé n'intervient pas fodification de l'A.R. nº 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'art de guérir, à l'exercice des professions qui s'y rattachent et aux commissions médicales, en vue de protéger les titres professionnels des médecins et des auxiliaires paramédicaux	14932	849-2	998-1000 631-632 632 632 632 2379	
chesquière, sénateur provincial de Flandre occidentale certaines dispositions en matière de cotisations de solidarité de modération, de consolidation et de cotisations spéciales à charge des travailleurs indépendants, ainsi qu'en matière de réduction des allocations familiales pour travailleurs indépendants (Intérêts moratoires et intérêts de retard — Adaptations techniques — Recouvrement ou remboursement par l'I.N.A.S.T.I.) Rapport	14862	776-2		

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Gryp, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo			
oi-programme Section: Santé publique et Environnement			
Création d'une commission de transparence (Produits pharmaceutiques)			1147
Question orale écurité et sûreté des transports de matières nucléaires. — Rapport de la Commission			1231, 1233
d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire			1252, 1325-1326
des relations entre le Gouvernement national, régional et communautaire) (Application des directives européennes par les Régions — Institut d'hygiène et d'épidémiologie — Désignation par les Régions et les Communautés d'officiers de police judiciaire pour les			
matières qui relèvent de leurs compétences — Sécurité des entreprises industrielles à haut risque et directive européenne dite de Seveso)			1262, 1264
mploi illicite d'hormones dans la production de viande Interpellation			1477-1478, 1481
Non-respect par la Belgique des normes européennes en matière d'environnement Question orale			1624-1625
arences du Gouvernement en matière de politique énergétique Justification de vote			1650-1651 1705
ccords pris lors de la troisième conférence sur la mer du Nord et le respect de ceux-ci Interpellation			1792-1793, 1797
rocédure inconstitutionnelle relative au refus du Roi de signer une loi			,
Interpellation			1904-1906, 1910 1911
uites funestes qu'a l'économie hydraulique de la France pour la qualité des eaux de surface de la Belgique			1972
éversements de matières de dragage en mer du Nord Question orale			2097, 2098-2099
ésultats insuffisants de la Conférence de Bergen sur l'environnement Interpellation		-	2097-2098, 2100 2101
rojets de construction d'une île nucléaire devant la côte belge Question orale			2706-2707
н			
lanquet (Mme), sénateur coopté			
évision du Titre II de la Constitution par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux (Minimum de moyens d'existence — Sécurité sociale — Protec-			
tion de la vie — Intégrité de la personne, de la vie privée et familiale — Santé et soins médicaux — Travail — Logement)			
Texte proposé Complément à l'article 6, 2°, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage,	14041	100-10/4°	
sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage (Engagement de réfugiés politiques)			
Proposition de loi ffets néfastes de l'endettement excessif des consommateurs	15070	994-1	
Proposition de la S.E. 1988			17 10
Retrait terruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et			17-18
abrogation des articles 352 et 353 du même code; pplication des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal;			
Todification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Iodification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis			
dans le même Code; lodification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement			192-194
indépendants et de l'A.R. n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants et de l'A.R. n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Assujettisement du conjoint aidant au régime A.M.I. — Dérogation à l'obligation de s'affilier à une Caisse d'assurances sociales —			192-194
Pension complémentaire)			422-423
roits de l'homme en Roumanie en rapport avec les événements sanglants de la mi-décembre			1240
sodification de l'article 56 du Règlement du Sénat (Examen des conventions internationales			1784, 1785
dodification de l'article 56 du Règlement du Sénat (Examen des conventions internationales en commission) Demande d'ajournement du vote			1816

evision de l'article 3ter de la Constitution (Substitution de l'expression « Communauté française » par celle de « Communauté Wallonie-Bruxelles ») Proposition Proposition de résolution proposition de résolution autre française » par celle de « Communauté Wallonie-Bruxelles ») Proposition de résolution proposition de résolution proposition de résolution proposition de résolution de matière d'examen de la recevabilité) Proposition de résolution proposition de résolution d'elire domicile — Délai en matière d'examen de la recevabilité) Proposition de loi lutualités et unions nationales de mutualités Amendement Amendement Discussion des articles 30 de la foi du foi décembre 1980 sur l'accès au territoire, le seiour, l'établissement et l'étoligement des étrangers (Obligation d'élire domicile — Délai en matière d'examen de la recevabilité) Proposition de loi lutualités et unions nationales de mutualités Amendement Amendement Discussion des articles 30 de médiateur du Royaume Proposition de loi granisation du culte islamique Question orale de l'institution de médiateur du Royaume Proposition de sarticles 303 de 33 du Code pénal et dissolution des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et dissolution des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et dissolution des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement de diffication des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement autre contre la drogue au sein de la C.E.E. Question orale arcnes du Gouvernement en matière de politique d'immigration Interpellation Question orale que de demandeurs d'asi		DOCUMENTS		DOCUMENTS		DOCUMENTS		ANNALES
evision de l'article 3ter de la Constitution (Substitution de l'expression «Communauté française» par celle de «Communauté Wallonie-Bruxelles») Proposition Proposition de résolution (Proposition de résolution (Proposition de résolution) Proposition de résolution (Proposition de résolution) Indication en ce qui concerne les réfugiés, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Obligation d'élire Proposition de loi uturalités et unions nationales de mutualités Amendement Proposition de loi uturalités (Proposition de loi uturalités (Proposition de loi uturalités et unions nationales de mutualités Amendement Discussion des articles (Proposition de loi uturalités (Proposition de loi uturalités et unions nationales de mutualités Amendement Discussion des articles (Proposition de loi uturalités (Proposition de loi uturalités et unions nationales de mutualités (Proposition de loi uturalités et unions nationales de mutualités (Proposition des articles 304 335 31 du Code pénal et abrogation des articles 304 335 31 du Code pénal et abrogation des articles 304 333 31 du Code pénal et abrogation des articles 304 333 du Code pénal relatifs à l'avortement (Code) (Proposition des articles 304 333 du Code pénal relatifs à l'avortement (Proposition des articles 304 333 du Code pénal relatifs à l'avortement (Proposition des articles 304 333 du Code pénal relatifs à l'avortement (Proposition des articles 304 333 du Code pénal relatifs à l'avortement (Proposition des articles 304 334 du Code pénal relatifs à l'avortement (Proposition des articles 304 334 du Code pénal relatifs à l'avortement (Proposition des articles 304 au code pénal relatifs à l'avortement (Proposition orale (Proposition des articles 304 334 du Code pénal relatifs à l'avortement (Proposition des articles 304 au code pénal relatifs à		R. A	Nº	Pages				
française » par celle de «Communauté Wallonie-Bruxelles ») Proposition Proposition Proposition Proposition de résolution Proposition de résolution Proposition de résolution Proposition de résolution Proposition de résolution Proposition de résolution Identification en ce qui concerne les réfugiés, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le sejour, l'érablissement et l'éloigement des étrangers (Obligation d'dire domicile — Délai en marière d'examen de la recevabilité) Proposition de résolution Identification en ce qui concerne les réfugiés, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le sejour, l'érablissement et l'éloigement des étrangers (Obligation d'dire domicile — Délai en marière d'examen de la recevabilité) Proposition de loi Ituralités et unions nationales de mutualités Amendement Amendement Amendement Discussion des articles Britantion de médiateur du Royaume equainsiation du celle silamique Question orale Retruption de grossesse et modification des articles 348 at 30 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 330 à 333 du Code pénal relatifs à l'avortement; Codification des articles 330 à 333 du Code pénal relatifs à l'avortement; Codification des articles 330 à 333 du Code pénal relatifs à l'avortement; Codification des articles 330 à 333 du Code pénal relatifs à l'avortement; Concerne la drogue au sein de la C.E.E. 1213-215 123-215 124-225 125-2264, 2632 126-24, 2632 125-2265, 226 126-2263, 226 127-226 128-45-29 128-45-29 129-221-21 129-22-226 129-22-226 129-226-226	lasquin (suite)							
Proposition de richied principe spéciale de l'Etat aux C.P.A.S. accueillant plus d'un réfugié ou candidat réfugié par 1 000 habitants Proposition de résolution pression de toute forme de complicité avec l'immigration clandestine Proposition de résolution Proposition de résolution d'un organisme représentatif des musulmans de Belgique Proposition de résolution d'un organisme représentatif des musulmans de Belgique Proposition de résolution de résolution de résolution de résolution de résolution de résolution de résolution de l'extendiscie de l'établissement et l'éloignement des étrangers (Obligation d'élire domicile — Délai en matière d'examen de la recevabiliré) 14976 896-1 14976 896-1 14976 896-1 15069 933-3 933-5 15069 933-3	évision de l'article 3ter de la Constitution (Substitution de l'expression «Communauté							
Proposition de résolution preparent des complicité avec l'immigration clandestine Proposition de tresolution réation d'un organisme représentait des musulmans de Belgique Proposition de résolution odification en ce qui concerne les réfugiés, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Obligation d'élire domicile — Délai en matirer d'examen de la recevabilité) Proposition de loi urusalités et unions nationales de mutualités Amendement Discussion des articles Proposition de l'institution de médiateur du Royaume Proposition de l'institution de médiateur du Royaume Proposition de loi granisation du culte islamique Question orale terruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal et abrogation des articles 350, 351, 352, 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; codification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement trec contre la forague au sein de la C.E.E. 458-459 1348-1352 213-215 458-459 1348-1352 213-215 458-459 1348-1352 213-215 475 489-1 14976 895-1 14976 896-1 14976 14976 896-1 14976 896-1 14976 896-1 14976	Proposition ctroi d'une aide financière spéciale de l'Etat aux C.P.A.S. accueillant plus d'un réfugié ou	14937	856-1					
Proposition de résolution éation d'un organisme représentatif des musulmans de Belgique Proposition de résolution odification en ce qui concerne les réfugiés, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Obligation d'élire domicile — Délai en matère d'examen de la recevabilité) Proposition de loi urunaires et mutualités au mois nationales de mutualités au mois nationales de mutualités et unions nationales de mutualités et mois nationales de mutualités (Proposition de loi urunalités et unions nationales de mutualités (Proposition de loi urunalités et union de l'institution de médiateur du Royaume Proposition de loi granisation du culte islamique (Question orale cerruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal et abrogation des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code; odification des articles 330 à 33 du Code pénal relatifs à l'avortement (confrict de articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (confrict de créer une taxe d'apprentissage au bénéfice des facultés d'ingénieurs, de sciences économiques et de gestion (Question orale union de l'interpellation poportunité de créer une taxe d'apprentissage au bénéfice des facultés d'ingénieurs, de sciences économiques et de gestion (Question orale d'interprétation de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation des d'interprétation des d'interprétation des d'interpré	Proposition de résolution	14973	893-1					
Proposition de résolution dification en ce qui concerne les réfugiés, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Obligation d'élire domicile — Délai en matrier d'examme de la recevabilité) Proposition de loi utualités 4 minous nationales de mutualités 4 mendement 4 mendement 5 mendement 6 metaleur du Royaume 6 proposition de loi 256-2557 mendement 7 mendement 7 mendement 7 mendement 8 mendement 8 mendement 8 mendement 8 mendement 8 mendement 9 m	Proposition de résolution	14974	894-1					
odification en ce qui concerne les réfugiés, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le sejour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Obligation d'élire domicile — Délai en matière d'examen de la recevabilité) 14976 14976 14976 15069 933-3 933-5 Discussion des articles Amendement Amendement Amendement Proposition de l'institution de médiateur du Royaume Proposition de loi ganisation du culte islamique Question orale erruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal et altriguite d'institution des articles 350, 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; diffication des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement te contre la drogue au sein de la C.E.E. Question orale recres du Gouvernement en matière de politique d'immigration Interpellation portunité de créer une taxe d'apprentissage au bénéfice des facultés d'ingénieurs, de sciences économiques et de gestion Question orale requestion orale requestion orale requestion orale d'informatiser la documentation juridique du Conseil d'Etat Question orale requestion de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'enseignement Interpellation communautarisation de l'enseignement Interpellation communautarisation de l'enseignement Interpellation recroissant de demandeurs d'asile Interpellation mbre croissant de demandeurs d'asile Interpellation mbre croissant de demandeurs d'asile Interpellation mbre croissant de demandeurs d'asile Interpellation mmunication du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement 1079, 1680 1089-1191, 1919 1089-11 1099-1	éation d'un organisme représentatif des musulmans de Belgique Proposition de résolution	14975	895-1	į				
Proposition de loi utualités utualités Amendement Discussion des articles éation de l'institution de médiateur du Royaume Proposition de loi ganisation du culte islamique Question orale question orale erruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; plication des articles 350 à 333 du Code pénal; odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; codification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; codification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; contre la drogue au sein de la C.E.E. Question orale rences du Gouvernement en matière de politique d'immigration Interpellation Question orale rences du Gouvernement en matière de politique d'immigration Interpellation Question orale réprieus nécessité d'informatiser la documentation juridique du Conseil d'Etat èques-culture et chèques-cadeaux Question orale ritude de la Belgique à l'égard du Chili démocratique Question orale ritude de la Gelgique à l'egard de la Roumanie Interpellation coations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes Interpellation coations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes Interpellation coations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes Interpellation memunication du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement 2262-2263, 226 2262-2263, 226 2262-2263, 226 2262-2263, 226 2263, 226 2114, 2115 2262-2263, 226 2264, 2632 2555-2557 2550-255	odification en ce qui concerne les réfugiés, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (Obligation d'élire							
Amendement Discussion des articles dation de l'institution de médiateur du Royaume Proposition de loi ganisation du culte islamique Question orale Royausion o	Proposition de loi	14976	896-1	2556 2557				
Discussion des articles áction de l'institution de médiateur du Royaume Proposition de loi ganisation du culte islamique Question orale erruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; diffication des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal relatifs à l'avortement; odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; de sa ricles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement tec contre la drogue au sein de la C.E.E. Question orale rences du Couvernement en matière de politique d'immigration Interpellation Interpellation Portunité de créer une taxe d'apprentissage au bénéfice des facultés d'ingénieurs, de sciences économiques et de gestion Question orale ritude de la Belgique à l'égard du Chili démocratique Question orale réquesteulture et chèques-cadeaux Question orale reflicultés d'interprétation de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'enreignement Interpellation coations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes handicapées Interpellation coations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes handicapées Interpellation interde du Gouvernement en matière d'inscription des étrangers dans les communes Question orale ribre croissant de demandeurs d'asile Interpellation mumulication du Gouvernement Interpellation mumulication du Gouvernement Interpellation mumulication du Gouvernement Interpellation mumulication du Gouvernement de Repuselles duction du précompte mobilier à 10 p.c. 2624, 2632 2624, 2632 2624, 2632 2624, 2632 2624, 2632 2624, 2632 2624, 2632 2632 2632 2632 2632 2632 2634 2649 2654 2654, 2632 2632 2632 2632 2633 264 2654, 2632 2632 2634 264 2654, 2632 2632 2633 264 2654, 2632 26524, 2632 26524, 2632 26524, 2632 26524, 2632 26524, 2632 26524, 2632 26524, 2632 26524, 2632 26524, 2632 26524, 2632 26524, 2632	Amendement	15069		2336-2337				
Proposition de loi ganisation du culte islamique Question orale erruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; pilication des articles 350 à 353 du Code pénal; odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; odification des articles 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code; odification des articles 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code; odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement control et a drogue au sein de la C.E.E. Question orale rences du Couvernement en matière de politique d'immigration Interpellation Interpellation orale périeuse nécessité d'informatiser la documentation juridique du Conseil d'Etat Question orale périeuse nécessité d'informatiser la documentation juridique du Conseil d'Etat Question orale question orale question orale fificultés d'interprétation de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'enseignement Interpellation coations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes handicapées Interpellation coations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes handicapées Interpellation citude du Gouvernement en matière d'inscription des étrangers dans les communes Question orale interpellation citude du Gouvernement en matière d'inscription des étrangers dans les communes Question orale interpellation citude de la Belgique à l'égard de la Roumanie Interpellation mumication du Gouvernement Interpellation mumication du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement atry, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles duction du précompte mobilier à 10 p.c. 1551 des des pénal et appendit du Code pénal et abrotement; 49 49 49 49 49 49 49 49 40 41 42 45 45 45 45 45 45 45 45 45	Discussion des articles		775-3	2624, 2632				
Question orale richer de la Belgique à l'égard du Chili démocratique Question orale richeristion orale richeristion orale richeristion orale richeristion de la Planticion de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'enseignement Interpellation ocations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes handicapées Interpellation ocations de demandeurs d'asile Interpellation ocations de demandeurs d'asile Interpellation ocations de remplacement en matière d'inscription des étrangers dans les communautarisation de louvernement en matière d'inscription des étrangers dans les communes Question orale ritude de la Belgique à l'égard de la Roumanie Interpellation ocations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes handicapées Interpellation ocations de remplacement en matière d'inscription des étrangers dans les communes Question orale ritude de la Belgique à l'égard de la Roumanie Interpellation ocations de remplacement en matière d'inscription des étrangers dans les communes Question orale ritude de la Belgique à l'égard de la Roumanie Interpellation opiets de communautarisation des O.N.G. Question orale ritude de la Belgique à l'égard de la Roumanie Interpellation mimunication du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement atry, s'énateur de l'arrondissement de Bruxelles duction du précompte mobilier à 10 p.c. 149 213-215 2213-215 248-459 213-215 458-459 1498-1352 213-215 458-459 1498-1352 213-215 458-459 1498-1352 213-215 458-459 1498-1352 1498-1352 1498-1352 1697-1698 1697-1698 1697-1698 1697-1698 1697-1698 1697-1698 1697-1698 1697-1698 1697-1698 1697-1698 1697-1698 1697-1698 1697-1698 1697-1698 1697-1698 1699-1998-1998-1998-1998-1998-1998-1998-	Proposition de loi	15129	1059-1					
abrogation des articles 352 et 353 du même Code; pilication des articles 350 à 353 du Sad 38 du Code pénal; odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; doification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; doification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement tec contre la drogue au sein de la C.E.E. Question orale rences du Gouvernement en matière de politique d'immigration Interpellation Ouestion orale ritude de la Belgique à l'égard du Chili démocratique Question orale ritude de la Belgique à l'égard du Chili démocratique Question orale represeus necessité d'informatiser la documentation juridique du Conseil d'Etat Question orale represeus necessité d'informatiser la documentation juridique du Conseil d'Etat Question orale réficultés d'interprétation de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'enseignement Interpellation ocations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes handicapées Interpellation ojets de communautarisation des O.N.G. Question orale ritude de la Belgique à l'égard de la Roumanie Interpellation joiets de communautarisation des O.N.G. Question orale ritude de la Belgique à l'égard de la Roumanie Interpellation mmunication du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement atry, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles duction du précompte mobilier à 10 p.c. 1595, 1618	Question orale			49				
odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; odification des articles 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code; odification des articles 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code; odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement tec contre la drogue au sein de la C.E.E. Question orale rences du Gouvernement en matière de politique d'immigration Interpellation portunité de créer une taxe d'apprentissage au bénéfice des facultés d'ingénieurs, de sciences économiques et de gestion Question orale périeus en écessité d'informatiser la documentation juridique du Conseil d'Etat Question orale périeus en écessité d'informatiser la documentation juridique du Conseil d'Etat Question orale deques-culture et chèques-cadeaux Question orale flicultés d'interprétation de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautrisation de l'enseignement Interpellation de l'enseignement	abrogation des articles 352 et 353 du même Code;							
213-215 te contre la drogue au sein de la C.E.E. Question orale rences du Gouvernement en matière de politique d'immigration Interpellation portunité de créer une taxe d'apprentissage au bénéfice des facultés d'ingénieurs, de sciences économiques et de gestion Question orale citude de la Belgique à l'égard du Chili démocratique Question orale citude de la Belgique à l'égard du Chili démocratique Question orale citude de la Belgique à l'égard du Chili démocratique Question orale citude de la Belgique à l'égard du Chili démocratique Question orale citude de la ritterprétation de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'enseignement Interpellation ocations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes handicapées Interpellation itude du Gouvernement en matière d'inscription des étrangers dans les communes Question orale mbre croissant de demandeurs d'asile Interpellation In	odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; odification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis							
Question orale rences du Gouvernement en matière de politique d'immigration Interpellation Portunité de créer une taxe d'apprentissage au bénéfice des facultés d'ingénieurs, de sciences économiques et de gestion Question orale Question orale Périeuse nécessité d'informatiser la documentation juridique du Conseil d'Etat Question orale Question orale Question orale Question orale Question orale Péques-culture et chèques-cadeaux Question orale Guestion orale Interpellation Cocations de remplacement de l'enseignement Interpellation Cotations de remplacement en matière d'inscription des étrangers dans les communes Question orale More croissant de demandeurs d'asile Interpellation Question orale Guestion orale Guestion orale Guestion orale Guestion orale Guestion orale Interpellation Interpellati	odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement			213-215				
Interpellation popertunité de créer une taxe d'apprentissage au bénéfice des facultés d'ingénieurs, de sciences économiques et de gestion Question orale citude de la Belgique à l'égard du Chili démocratique Question orale cequestion orale cequestion orale cequestion orale cequestion orale ceques-culture et chèques-cadeaux Question orale communautarisation de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'enseignement Interpellation Interpellation itude du Gouvernement en matière d'inscription des étrangers dans les communes Question orale mbre croissant de demandeurs d'asile Interpellation opiets de communautarisation des O.N.G. Question orale itude de la Belgique à l'égard de la Roumanie Interpellation mmunication du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement atry, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles duction du précompte mobilier à 10 p.c. 1348-1352 1696 1697 1697 1697 1697 1697 1698 1742 1742 1789-1791, 179 1789-1791, 179 1789-1791, 179 1789-1791, 179 1789-1791, 179 1789-1791, 179 1789-1791, 179 1885-1886, 189 1951, 1952 1980-1981, 198 1980-	Question orale			458-459				
Question orale Question orale périeuse nécessité d'informatiser la documentation juridique du Conseil d'Etat Question orale périeuse nécessité d'informatiser la documentation juridique du Conseil d'Etat Question orale périeuse chèques-cadeaux Question orale fficultés d'interprétation de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'enseignement Interpellation ocations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes handicapées Interpellation itude du Gouvernement en matière d'inscription des étrangers dans les communes Question orale imbre croissant de demandeurs d'asile Interpellation jets de communautarisation des O.N.G. Question orale itude de la Belgique à l'égard de la Roumanie Interpellation mmunication du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement atry, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles duction du précompte mobilier à 10 p.c. 1697 1697 1697 1697 1698 1742 1742 1742 1789-1791, 179 178	Interpellation portunité de créer une taxe d'apprentissage au bénéfice des facultés d'ingénieurs, de			1348-1352				
Question orale périeuse nécessité d'informatiser la documentation juridique du Conseil d'Etat Question orale èques-culture et chèques-cadeaux Question orale icultés d'interprétation de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'enseignement Interpellation ocations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes handicapées Interpellation itude du Gouvernement en matière d'inscription des étrangers dans les communes Question orale interpellation ojets de communautarisation des O.N.G. Question orale itude de la Belgique à l'égard de la Roumanie Interpellation mmunication du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement atry, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles duction du précompte mobilier à 10 p.c. 1697 1697 1697 1697 1697 1697 1697 169	Question orale			1696				
Question orale èques-culture et chèques-cadeaux Question orale fficultés d'interprétation de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'enseignement Interpellation ocations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes handicapées Interpellation itude du Gouvernement en matière d'inscription des étrangers dans les communes Question orale mbre croissant de demandeurs d'asile Interpellation jets de communautarisation des O.N.G. Question orale itude de la Belgique à l'égard de la Roumanie Interpellation mmunication du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement atry, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles duction du précompte mobilier à 10 p.c. 1697-1698 1742 1742 1742 1789-1791, 179 1885-1886, 188 1885-1886, 188 1951, 1952 1980-1981, 196 1980-1981, 196 1980-1981, 196 1980-1981, 196 1980-2262, 2263, 226 2262-2263, 226 2263, 226 2263, 226 2263, 226 2263, 226 2264, 2265 2265, 1618	Question orale			1697				
Question orale fficultés d'interprétation de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'enseignement Interpellation ocations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes handicapées Interpellation itude du Gouvernement en matière d'inscription des étrangers dans les communes Question orale mbre croissant de demandeurs d'asile Interpellation jets de communautarisation des O.N.G. Question orale itude de la Belgique à l'égard de la Roumanie Interpellation mmunication du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement atry, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles duction du précompte mobilier à 10 p.c. 1742 1789-1791, 179 1885-1886, 188 1885-1886, 188 1980-1981, 199 1980-1	Question orale			1697-1698				
fficultés d'interprétation de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'enseignement Interpellation ocations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes handicapées Interpellation ititude du Gouvernement en matière d'inscription des étrangers dans les communes Question orale imbre croissant de demandeurs d'asile Interpellation ojets de communautarisation des O.N.G. Question orale ititude de la Belgique à l'égard de la Roumanie Interpellation mmunication du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement atry, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles duction du précompte mobilier à 10 p.c. 1789-1791, 179 1885-1886, 188 1885-1886, 188 1980-1981, 198 1980-1981, 198 2262-2263, 226 22114, 2115 2262-2263, 226 2262-2263, 226 2262-2263, 226 2262-2263, 226 2262-2263, 226 2263, 226 2262-2263, 226 2262				1742				
ocations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes handicapées Interpellation ittude du Gouvernement en matière d'inscription des étrangers dans les communes Question orale ombre croissant de demandeurs d'asile Interpellation ojets de communautarisation des O.N.G. Question orale ittude de la Belgique à l'égard de la Roumanie Interpellation mmunication du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement atry, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles duction du précompte mobilier à 10 p.c. 1885-1886, 188 1980-1981, 1981 1980-1981, 1982 2114, 2115 2262-2263, 226 2262-2263, 226 2262-2263, 226 2262-2263, 226 2262-2263, 226 2263-2263, 226 2262-2263,	fficultés d'interprétation de l'article 59bis, § 2, alinéa 2, de la Constitution relatif à la communautarisation de l'enseignement							
titude du Gouvernement en matière d'inscription des étrangers dans les communes Question orale Interpellation Spiets de communautarisation des O.N.G. Question orale ittude de la Belgique à l'égard de la Roumanie Interpellation Interpellation Interpellation Interpellation Interpellation Interpellation Interpellation Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement Atry, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles duction du précompte mobilier à 10 p.c. 1951, 1952 1980-1981, 198 22114, 2115 2262-2263, 226 2262-2263, 226 2809-2811	ocations de remplacement de revenus et allocations d'intégration attribuées aux personnes handicapées							
Interpellation Sights de communautarisation des O.N.G. Question orale itude de la Belgique à l'égard de la Roumanie Interpellation Invasion du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement Atry, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles duction du précompte mobilier à 10 p.c. 1980-1981, 1981 1983 22114, 2115 2262-2263, 226 2262-2263, 226 2809-2811	titude du Gouvernement en matière d'inscription des étrangers dans les communes							
ojets de communautarisation des O.N.G. Question orale titude de la Belgique à l'égard de la Roumanie Interpellation mmunication du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement atry, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles duction du précompte mobilier à 10 p.c. 1983 2114, 2115 2262-2263, 226 2809-2811	ombre croissant de demandeurs d'asile							
Question orale titude de la Belgique à l'égard de la Roumanie Interpellation mmunication du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement atry, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles duction du précompte mobilier à 10 p.c. 2114, 2115 2262-2263, 226 2809-2811	•			1980-1981, 1982 1983				
Interpellation mmunication du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement atry, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles duction du précompte mobilier à 10 p.c. 2262-2263, 226 2809-2811	Question orale			2114, 2115				
Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement 2809-2811 atry, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles duction du précompte mobilier à 10 p.c. 1595, 1618	Interpellation			2262-2263, 2267				
duction du précompte mobilier à 10 p.c.	Invasion du Koweit par l'Irak. — Mesures prises par le Gouvernement			2809-2811				
	atry, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles							
	duction du précompte mobilier à 10 p.c.	14846	759-2	1595, 1618				

Protection du logement familial (Protection du locataire — Loyers et prorogation des baux) (Report de la péréquation cadastrale) Amendement Amendement Amendement Amendement Amendement Amendement Amendement Amendement Amendement Amendement Amendement Amendement Amendement Amendement Amendement Discussion des articles Justification de vote Buddification des vote Buddification des articles Justification de vote Buddification des articles Justification de vote Buddification des articles Justification de vote Buddification des articles Justification de vote Buddification de vote Buddification de vote Buddification de vote Buddification de vote Broposition de loi Buddification de vote Broposition de loi Buttoduction d'une formule provisoire, en attendant une législation définitive en la matière, relative aux options sur actions destinées au personnel et aux cadres des entreprises Proposition de loi Buttoduction d'une formule provisoire, en attendant une législation définitive en la matière, relative aux options sur actions destinées au personnel et aux cadres des entreprises Proposition de loi Buttoduction d'une formule provisoire, en attendant une législation définitive en la matière, relative aux options sur actions destinées au personnel et aux cadres des entreprises Proposition de loi Buttoduction d'une formule provisoire, en attendant une législation définitive en la matière, relative aux options sur actions destinées au personnel et aux cadres des entreprises Proposition de loi Buttoduction d'une formule provisoire, en attendant une législation d'une commission spéciale Motion d'ordre Graves déviations dans l'exécution du budget de l'année 1989 et conséquences qui en découlent dans ces circonstances sur le budget de l'année 1980 Budget des Voite et Moyens de l'année 1990 Budget des Voite et Moyens de l'année 1990 Budget des Voite et Moyens de l'année 1990 Budget des Voite et Moyens de l'année 1990 Budget des Voite et Moyens de l'année 1990 Budget des Voite et Moyens de l'année 1990 Budget des Voites et Moyens d	56 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE DE	ES ORATE	URS ET A	UTEURS
Hatry (suite) Dispositions fiscales Amendements Discussion des articles Protection du logement familial (Protection du locataire — Loyers et prorogation des baux) (Report de la péréquation cadastrale) Amendement Amende		DOCUI	MENTS	ANNALES
Dispositions fiscales Amendement Discussion des articles Protection du logement familial (Protection du locataire — Loyers et prorogation des baux) (Report de la péréquation cadastrale) Amendement A		R. A	Nº	Pages
Amendements Demande de renvoi en commission Discussion de sarticles Protection du logement familial (Protection du locataire — Loyers et prorogation des baux) (Report de la péréquation cadastrale) Amendement	Hatry (suite)			
(Report de la péréquation cadastrale) Amendement Discussion des articles Justification de vote Modification des articles 42, 43 et 505 du Code pénal et insertion d'un article 43bis dans ce même Code (Blanchiment — Confiscation des profits réalisés grâce aux infractions — Erection en infraction des opérations ayant pour but de reconvertir et de gérer les profits illicites) Amendement Discussion des articles Justification de vote Proposition de loi Complément l'article 8, 88 4 et 5, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage (Equipage de trois hommes— Travail de nuit) Proposition de loi Complément l'article 8, 88 4 et 5, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage (Equipage de trois hommes— Travail de nuit) Proposition de loi Adaptation des pensions des travailleurs indépendants à l'évolution du bien-être général Nouvelle procédure pour l'examen des budgets. — Installation d'une commission spéciale Motion d'ordre Graves déviations dans l'exécution du budget de l'année 1980 (Solde net à financer) Interpellation Budget des Voies et Moyens de l'année 1990, Budget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre l'e: Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautées et aux Régions) Disproportion entre la croissance économique et les rentrées fiscales Adjudget général des Dépenses de l'année 1990 Evalue des Voies et Moyens de l'année 1990 Evalue des Voies et Moyens de l'année 1990 Section à l'article se souriet se l'année 1990 Section à l'article des Dépenses de l'année 1990 S	Amendements Demande de renvoi en commission Discussion des articles	14889	806-6	856 910, 919, 921, 929,
Réduction du précompte mobilier Amendements Discussion des articles Justification de vote Modification des articles 42, 43 et 505 du Code pénal et insertion d'un article 43bis dans ce même Code (Blanchiment — Confiscation des profits réalisés grâce aux infractions — Erection en infraction des opérations ayant pour but de reconvertir et de gérer les profits illicites) Amendement Discussion des articles Justification de vote Modification du Code civil en matière de bail à loyer (Protection du propriétaire) Complément à l'article 8, 85 4 et 5, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage féaujuage de trois hommes — Travail de nuit) Proposition de loi Introduction d'une formule provisoire, en attendant une législation définitive en la matière, relative aux options sur actions destinées au personnel et aux cadres des entreprises Proposition de loi Nouvelle procédure pour l'examen des budgets. — Installation d'une commission spéciale Motion d'ordre Graves déviations dans l'exécution du budget de l'année 1989 et conséquences qui en découlent dans ces circonstances sur le budget déjà déposé de 1990 (Solde net à financer) Interpellation Budget des Vois et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990; Chapitre l'. Finances (Vois et Moyens et les budget de l'année 1990; Budget de vois en Moyens de l'année 1990; Chapitre l'. Finances (Vois et Moyens de l'année 1990; Chapitre l'. Finances (Vois et Moyens de l'année 1990; C.C.G.R.R. S.N.I. Entreprises publiques Réduction de so coisetons sociales Réduction de vois aux à l'isolation des logements Justification de voite Consequences de la régionalisation et de la communautarisation en matière de Relations extrémers et Commerce extérieur Conséquences de la régionalisation et de la communautarisation en matière de Relation du précompte mobilier Réduction des cocistons sociale	(Report de la péréquation cadastrale) Amendement Amendement Amendement	14930	847-11 847-13	1119-1120, 1123
Modification des articles 42, 43 et 505 du Code pénal et insertion d'un article 43/bis dans ce même Code (Blanchiment — Confiscation des profits réalisés grâce aux infractions — Erection en infraction des opérations ayant pour but de reconvertir et de gérer les profits illicites) Amendement Discussion des articles Justification de vote Modification du Code civil en matière de bail à loyer (Protection du propriétaire) Proposition de loi Complément à l'article 8, §8 4 et 5, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage (Equipage de trois hommes— Travail de nuit) Proposition de loi Introduction d'une formule provisoire, en attendant une législation définitive en la matière, relative aux options sur actions destinées au personnel et aux cadres des entreprises Proposition de loi Nouvelle procédure pour l'examen des budgets. — Installation d'une commission spéciale Motion d'ordre Graves déviations dans l'exécution du budget de l'année 1989 et conséquences qui en découlent dans ces circonstances sur le budget déja déposé de 1990 (Solde net à financer) Interpellation Budget des Vois ex Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990; Budget des vois ex Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions) Nouvelle procédure pour l'examen des budgets Disproportion entre la croissance économique et les rentrées fiscales Augmentation des accies sur le tabac Réduction de pression fiscale sur l'essence sans plomb Incitatis fiscaux à l'isolation des loggements Réduction de pression fiscale sur l'essence sans plomb Alianchiment de l'impêt des sociétés Réduction	Amendement Réduction du précompte mobilier Amendements Discussion des articles	14966	847-15	
Justification de vote Modification du Code civil en matière de bail à loyer (Protection du propriétaire) Proposition de loi Complément à l'article 8, § 4 et 5, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage (Equipage de trois hommes — Travail de nuit) Proposition de loi Introduction d'une formule provisoire, en attendant une législation définitive en la matière, relative aux options sur actions destinées au personnel et aux cadres des entreprises Proposition de loi Nouvelle procédure pour l'examen des budgets. — Installation d'une commission spéciale Motion d'ordre Graves déviations dans l'exécution du budget de l'année 1989 et conséquences qui en découlent dans ces circonstances sur le budget déja déposé de 1990 (Solde net à financer) Interpellation Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Chapitre l'e': Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions) Nouvelle procédure pour l'examen des budgets Augmentation des accises sur le tabac Réduction de la pression fiscale sur l'essence sans plomb Incitants fiscaux à l'isolation des logements Assanissement des finances publiques Aide publique aux investissements publics et à la recherche scientifique Pichtore de fonctionnaires Réduction de lu précompte mobilier Réduction de votre mobilier Réduction des rotre d	Modification des articles 42, 43 et 505 du Code pénal et insertion d'un article 43bis dans ce même Code (Blanchiment — Confiscation des profits réalisés grâce aux infractions — Erection en infraction des opérations ayant pour but de reconvertir et de gérer les profits illicites) Amendement	14970	890-5	2404-2407, 2410
Complément à l'article 8, §§ 4 et 5, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage (Equipage de trois hommes — Travail de nuit) Proposition de loi Introduction d'une formule provisoire, en attendant une législation définitive en la matière, relative aux options sur actions destinées au personnel et aux cadres des entreprises Proposition de loi Adaptation des pensions des travailleurs indépendants à l'évolution du bien-être général Proposition de loi Nouvelle procédure pour l'examen des budgets. — Installation d'une commission spéciale Motion d'ordre Graves déviations dans l'exécution du budget de l'année 1989 et conséquences qui en découlent dans ces circonstances sur le budget déjà déposé de 1990 (Solde net à financer) Interpellation Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre l'er: Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communaurés et aux Régions) Nouvelle procédure pour l'examen des budgets Disproportion entre la croissance économique et les rentrées fiscales Adagent des Voies et Moyens de l'année 1989 (Premier projet); Aliatorie de fonctionnaires Rôle du secteur public et Europe 1992 C.G.E.R. S.N.I. Entreprises publiques Réduction des cotisations sociales Protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs Justification de voie Réduction des cotisations sociales Protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs Justification de voie Communication du Gouvernement (Intégration européenne) (Evénements en Europe de Communication du Gouvernement (Intégration européenne) (Evénements en Europe de	Justification de vote Modification du Code civil en matière de bail à loyer (Protection du propriétaire)	1/1000	021 1	
Proposition de loi Introduction d'une formule provisoire, en attendant une législation définitive en la matière, relative aux options sur actions destinées au personnel et aux cadres des entreprises Proposition de loi Adaptation des pensions des travailleurs indépendants à l'évolution du bien-être général Proposition de loi Nouvelle procédure pour l'examen des budgets. — Installation d'une commission spéciale Motion d'ordre Graves déviations dans l'exécution du budget de l'année 1989 et conséquences qui en découlent dans ces circonstances sur le budget déjà déposé de 1990 (Solde net à financer) Interpellation Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre l'e': Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions) Nouvelle procédure pour l'examen des budgets Augmentation des accises sur le tabac Réduction de la pression fiscale sur l'essence sans plomb Incitants fiscaux à l'isolation des logements Assainissement des finances publiques Aide publique aux investissements publics et à la recherche scientifique Pléchore de fonctionnaires Rédout secteur public et Europe 1992 C.G.E.R. S.N.I. Entreprises publiques Réforme de l'impôt des sociétés Réduction du précompte mobilier Réduction de socissations sociales Protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs Justification de vote Budget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Affaires étrangères et Commerce extérieur Conséquences de la régionalisation et de la communautarisation en matière de Relations extérieures Commande d'autobus à l'étranger par des sociétés de transport en commun Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Premier projet); Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Deuxième projet) Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Deuxième projet)	Complément à l'article 8, §§ 4 et 5, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage	14777	9 21-1	
Adaptation des pensions des travailleurs indépendants à l'évolution du bien-être général Proposition de loi Nouvelle procédure pour l'examen des budgets. — Installation d'une commission spéciale Motion d'ordre Graves déviations dans l'exécution du budget de l'année 1989 et conséquences qui en découlent dans ces circonstances sur le budget déjà déposé de 1990 (Solde net à financer) Interpellation Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre fer: Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations aux Communautés et aux Régions) Nouvelle procédure pour l'examen des budgets Disproportion entre la croissance économique et les rentrées fiscales Augmentation des accises sur le tabac Réduction de la pression fiscale sur l'essence sans plomb Incitants fiscaux à l'isolation des logements Assainissement des finances publiques Aide publique aux investissements publics et à la recherche scientifique Plétrhore de fonctionnaires Rôle du secteur public et Europe 1992 C.G.E.R. S.N.I. Entreprises publiques Réduction du précompte mobilier Réduction du précompte mobilier Réduction des cotisations sociales Protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs Justification de vote Budget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Affaires étrangères et Commerce extérieur Conséquences de la régionalisation et de la communautarisation en matière de Relations extérieures Commande d'autobus à l'étranger par des sociétés de transport en commun Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Premier projet); Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Deuxième projet) Communication du Gouvernement (Intégration européenne) (Evénements en Europe de	Introduction d'une formule provisoire, en attendant une législation définitive en la matière, relative aux options sur actions destinées au personnel et aux cadres des entreprises			
Motion d'ordre Graves déviations dans l'exécution du budget de l'année 1989 et conséquences qui en découlent dans ces circonstances sur le budget déjà déposé de 1990 (Solde net à financer) Interpellation Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990; Budget procédure pour l'examen des budgets Disproportion entre la croissance économique et les rentrées fiscales Augmentation des accises sur le tabac Réduction de la pression fiscale sur l'essence sans plomb Incitants fiscaux à l'isolation des logements Assainissement des finances publiques Aide publique aux investissements publics et à la recherche scientifique Pléthore de fonctionnaires Rôle du secteur public et Europe 1992 C.G.E.R. S.N.I. Entreprises publiques Réforme de l'impôt des sociétés Réduction du précompte mobilier Réduction du précompte mobilier Réduction des cotisations sociales Protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs Justification de vote Budget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Affaires étrangères et Commerce extérieur Conséquences de la régionalisation et de la communautarisation en matière de Relations extérieures Communication du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Premier projet); Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Premier projet); Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Premier projet); Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Premier projet); Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Premier projet); Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Premier projet); Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Premier projet);	Adaptation des pensions des travailleurs indépendants à l'évolution du bien-être général Proposition de loi	3000-00-4-02-1		
Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre let: Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions) Nouvelle procédure pour l'examen des budgets Disproportion entre la croissance économique et les rentrées fiscales Augmentation des accises sur le tabac Réduction de la pression fiscale sur l'essence sans plomb Incitants fiscaux à l'isolation des logements Assainissement des finances publiques Aide publique aux investissements publics et à la recherche scientifique Pléthore de fonctionnaires Rôle du secteur public et Europe 1992 C.G.E.R. S.N.I. Entreprises publiques Réduction du précompte mobilier Réduction du précompte mobilier Réduction des cotisations sociales Protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs Justification de vote Budget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Affaires étrangères et Commerce extérieur Conséquences de la régionalisation et de la communautarisation en matière de Relations extérieures Communde d'autobus à l'étranger par des sociétés de transport en commun Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Premier projet); Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Premier projet) Communication du Gouvernement (Intégration européenne) (Evénements en Europe de	Motion d'ordre Graves déviations dans l'exécution du budget de l'année 1989 et conséquences qui en découlent dans ces circonstances sur le budget déjà déposé de 1990 (Solde net à financer)			
Disproportion entre la croissance économique et les rentrées fiscales Augmentation des accieses sur le tabac Réduction de la pression fiscale sur l'essence sans plomb Incitants fiscaux à l'isolation des logements Assainissement des finances publiques Aide publique aux investissements publics et à la recherche scientifique Pléthore de fonctionnaires Rôle du secteur public et Europe 1992 C.G.E.R. S.N.I. Entreprises publiques Réforme de l'impôt des sociétés Réduction du précompte mobilier Réduction du précompte mobilier Réduction des cotisations sociales Protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs Justification de vote Budget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Affaires étrangères et Commerce extérieur Conséquences de la régionalisation et de la communautarisation en matière de Relations extérieures Commande d'autobus à l'étranger par des sociétés de transport en commun Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Premier projet); Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Deuxième projet) Communication du Gouvernement (Intégration européenne) (Evénements en Europe de	Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre I ^{et} : Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations —			475-477, 478
Réduction des cotisations sociales Protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs Justification de vote Budget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Affaires étrangères et Commerce extérieur Conséquences de la régionalisation et de la communautarisation en matière de Relations extérieures Commande d'autobus à l'étranger par des sociétés de transport en commun Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Premier projet); Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Deuxième projet) Communication du Gouvernement (Intégration européenne) (Evénements en Europe de	Nouvelle procédure pour l'examen des budgets Disproportion entre la croissance économique et les rentrées fiscales Augmentation des accises sur le tabac Réduction de la pression fiscale sur l'essence sans plomb Incitants fiscaux à l'isolation des logements Assainissement des finances publiques Aide publique aux investissements publics et à la recherche scientifique Pléthore de fonctionnaires Rôle du secteur public et Europe 1992 C.G.E.R. S.N.I. Entreprises publiques Réforme de l'impôt des sociétés			519 519, 520 519, 520 520 520 520, 521 520-521 521 521 521 521 521-522
Conséquences de la régionalisation et de la communautarisation en matière de Relations extérieures Commande d'autobus à l'étranger par des sociétés de transport en commun Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Premier projet); Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Deuxième projet) Communication du Gouvernement (Intégration européenne) (Evénements en Europe de	Réduction des cotisations sociales Protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs Justification de vote Budget général des Dépenses de l'année 1990			522
1'Est) 798-802, 810	Section: Affaires étrangères et Commerce extérieur Conséquences de la régionalisation et de la communautarisation en matière de Relations extérieures Commande d'autobus à l'étranger par des sociétés de transport en commun Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Premier projet); Ajustement du budget des Affaires économiques de l'année 1989 (Deuxième projet)			590

SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE DE	ES ORATE	URS ET A	UTEURS 57
	DOCUI	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Hatry (suite)			
Loi-programme Section: Affaires économiques Fixation des prix des médicaments. — Directive européenne Possibilité d'introduire un recours au Conseil d'Etat Industrie pharmaceutique Politique des prix Instauration d'une cotisation sur le chiffre d'affaires et d'une redevance annuelle par conditionnement Eparpillement empérences en matière de politique scientifique Question orale Projet d'augmentation des tarifs postaux Question orale Sécurié et strare des transports de matières nucléaires. — Rapport de la Commission Unformation et d'enquête en matière de sécurité nucléaire Justification de vote Ajustrement du budget de la Dette publique de l'année 1989 Solde net à financer Règlement définitif des budgets des services d'administration générale de l'Etat et d'organismes d'intérêt public pour l'année 1983 ou pour des années antérieures Iustification de vote Carences du Gouvernement en matière de politique énergétique Interpellation Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Politique gouvernementale Politique gouvernementale Politique de Terrepsement économique Préparation à l'Europe de 1992 Politique de l'emploi Chômeurs de longue durée Régionalisation et communautarisation de l'Onem Abus en matière de chômage à temps partiel Assanissement des finances publiques. — Solde net à financer Fonction publique Distrigaz Diminution de la subvention de l'Etat au régime de sécurité sociale Réduction des cordistaires or des Communautés Majoration des cordistaires or des Communautés Majoration des pensions Diminution de la subvention de l'Etat au régime de sécurité sociale Réduction des cordistairos sociales Contrôle budgétaire. — Mesures d'économie Finances des Régions et des Communautés Majoration des pensions Diminution de le sociale des changes Projet de loi sur le pratique de communautés Majoration des pensions Diminution de la fonction publique Zero base budgeting Intiatives législatives pour définir la responsabilité personnelle des ministres Modernisation des marchés financiers Suppression du double marché de			1189, 1190, 1192 1189 1189-1190-1191 1192 1189-1190, 1192 1190-1191 1234, 1235 1236, 1237 1435 1587-1588 1644 1648-1650, 1652 1707-1708, 1732 1708, 1712 1708 1708 1708 1708 1709 1709, 1710 1709 1709, 1710-1711 1709-1710 1710 1710 1710 1711 1711 1711 1711

	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº Nº	Pages
		.,	rages
Hatry (suite)			
nstauration d'un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptation des pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général Communication du Gouvernement Aspects économiques de l'invasion du Koweit par l'Irak Politique économique et budgétaire Choc pétrolier Modération des revenus Fiscalité des carburants Application de la législation sur la compétitivité Négociation de C.C.T. Réforme de l'index Assainissement des finances publiques Dimanches sans voitures Energie nucléaire Utilisation rationnelle de l'énergie. — Investissements économiseurs d'énergie fort de la propriété intellectuelle dans le cadre de la réforme de l'Etat Question orale Voir: Mme Delruelle-Ghobert			2757-2758 2830-2834 2831, 2832, 2833 2834, 2841 2831-2833, 2834 2833 2833 2833 2833 2833 2833 2833 2833 2833 2833 2833 2834
Henneuse, sénateur provincial de Hainaut			
auvegarde des forêts tropicales Rapport Approbation de la Convention entre l'U.E.B.L. et la Mauritanie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements et de l'Accord additionnel conclu par	14692	609-2	2690-2691
échange de lettres Rapport Approbation de la Convention entre la Belgique et l'U.R.S.S. pour éviter la double imposition des revenus et de la fortune	14902	818-2	
Rapport .oi-programme	14905	821-2	1
Rapport (Articles 308 à 311) (Avis de la Commission de l'Enseignement et de la Science) Approbation du Protocole amendant la Convention du 28 mars 1968 entre la Belgique et le Japon tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu	14932	849-12	×
Rapport Approbation du Protocole, signé à Strasbourg le 9 décembre 1987, à l'Accord, conclu à Strasbourg le 3 décembre 1974 entre la Belgique et le Conseil de l'Europe, complémentaire à l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe	14987	908-2	
Rapport Communication du Gouvernement (Intégration européenne) (Evénements en Europe de	15042	966-2	
l'Est) 'érification des pouvoirs de M. Mahoux. — Rapport			803-804 1348
Decision gouvernementale relative au T.G.V.; Conséquences et compensations dans certaines sous-régions de Wallonie, dues au passage			
du T.G.V.			1413-1414
lenrion, sénateur coopté, Troisième Vice-Président du Sénat			
Complément à la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires (Obligation de discrétion) Proposition de loi	14869	783-1	
nsertion d'un article 61 dans le Règlement du Sénat réglant la procédure à adopter en séance publique à la suite du dépôt d'un rapport de commission d'enquête	11007	,	
Proposition Addification des articles 42, 43 et 505 du Code pénal et insertion d'un article 43bis dans ce même Code (Blanchiment — Confiscation des profits réalisés grâce aux infractions — Erection en infraction des opérations ayant pour but de reconvertir et de gérer les profits	14870	784-1	
illicites) Amendement éformes institutionnelles	14970	890-6	2398-2400
Compétence résiduaire Rapport éélu troisième vice-président du Sénat	-	935-2	8
ropos étranges tenus à la presse, par le Premier Ministre, au début du mois d'août au sujet de la responsabilité ministérielle Interpellation			62 64 65
morpenation			62-64, 65

1100-1101

1134

1126-1127, 1128, 1129, 1130, 1132,

14930

847-17

Protection du logement familial (Protection du locataire — Loyers et prorogation des baux)

(Report de la péréquation cadastrale)

Amendements

Discussion des articles

SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE D	ES ORATE	URS ET A	UTEURS 61
	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Herman-Michielsens (Mme) (suite)			
Loi-programme Amendements Section: Intérieur Procédé des lois-programmes Frais administratifs des mutualités Assurance-maternité Modifications à la législation sur les allocations familiales Adaptation de la législation relative à l'inspection sociale Enquête sur les ressources des indépendants Allocations aux handicapés. — Arriéré Prépension. — Cotisation patronale A.M.I. — Fonds spécial de solidarité (Prestations exceptionnelles ne donnant pas lieu à intervention) Abrogation d'articles des lois coordonnées le 3 juin 1970 relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles Octroi d'une pension à la personne divorcée du chef de l'activité professionnelle d'indépendant exercée par son ex-conjoint Accidents du travail. — Travailleur qui suit des cours de formation Pension anticipée des agents des communes et des C.P.A.S. qui ont passé avec leur autorité de tutelle une convention de prét conditionné par des mesures d'assainissement financier Fonds de la sécurité pour la prévention et la lutte contre l'incendie et l'explosion Fonds de la voiteurité pour la prévention et la lutte contre l'incendie et l'explosion Fonds de la voiteurité pour la prévention et la lutte contre l'incendie et l'explosion Fonds de la voiteurité pour la prévention et la lutte contre l'incendie et l'explosion Fonds de la voite pronds des provinces Discussion des articles Alignement de la procédure d'appel militaire sur la procédure d'appel ordinaire en matière pénale Rapport Mutualités et unions nationales de mutualités Amendements Discussion des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification de vote Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification de sarticles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Sur la demande de suspension de séance par M. Gijs Discussion des articles Justification de vote Publoursement à l'I.N.A.M.I. de la dette de 27 milliards due par les mutue	-	Γ	Pages 1161 1161 1161 1161 1161 1161, 1162 1161, 1162 1161 1161 1161 1161 1162 1162 1162
Nouvelle procédure pour l'examen des budgets Loi-programme. — Procédé des « lois composites » Abaissement à dix-huit ans de l'âge de la majorité civile Décision de l'administrateur général de l'I.N.A.M.I. d'exiger le remboursement immédiat des avances aux mutuelles			499-500 500 1298-1299
Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Contrôle budgétaire. — Mesures d'économie Plan Sigma Prélèvement de 10 milliards sur les bonis de la sécurité sociale Majoration des pensions Modification du régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants (Augmentation des prestations) Justification de vote			1717-1718 1718 1718 1718 1718
Application impropre des articles 64, 79 et 82 de la Constitution Interpellation Modification de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des			1900-1902
explosions ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances			1965

SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE D	ES ORATE	URS ET A	UTEURS 6
	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Houssa, sénateur de l'arrondissement de Verviers Loi-programme Amendements Amendement Statut des miliciens (projet); Statut des miliciens (proposition); Octroi d'une indemnité supplémentaire à certains miliciens faisant partie du contingent de l'armée Préjudice subi par la région herbagère dans l'attribution des quotas laitiers Interpellation	14932	849-19 849-20	727 1221-1222, 1224, 1225
J			
Janzegers, sénateur de l'arrondissement de Louvain			
Statut des miliciens (projet) Amendements Amendements Amendements Amendements Amendements Amendements Amendements Amendements Amendements Budget général des Dépenses de l'année 1990	14860	774-3 774-4 774-5 774-6 774-7 774-8 774-9 774-10	
Amendements Section: Défense nationale	14881	797-3	
Volontaires de carrière temporaires Transfert de crédits de la Défense nationale vers la Coopération au développement. — Amendement Evénements récents d'Europe de l'Est. — Rôle futur de la Défense nationale Statut des miliciens (projet); Statut des miliciens (proposition); Octroi d'une indemnité supplémentaire à certains miliciens faisant partie du contingent de			603, 605 603, 604 603-604
l'armée Discussion des articles			721-724, 731 741, 742, 743, 744, 745-746, 747-748- 749, 750-751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758-759, 760, 761, 762
Fixation pour l'année 1990 du contingent de l'armée Conformité des budgets administratifs 1990 au contenu du budget général des Dépenses. — Vote sur la motion de conformité Justification de vote			1193-1195
Décision gouvernementale relative au T.G.V.; Conséquences et compensations dans certaines sous-régions de Wallonie, dues au passage du T.G.V.			1414-1415
Alignement de la procédure d'appel militaire sur la procédure d'appel ordinaire en matière pénale Justification de vote Affectation donnée aux 25 millions de francs versés aux institutions qui apportent une aide			1895
à la Roumanie Question orale			2016
Approbation de la Charte sociale européenne et de l'annexe, faites à Turin, le 18 octobre 1961 Communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien			2056-2057, 2063
de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Démilitarisation de la gendarmerie Syndicalisme au sein de la gendarmerie Statut du milicien			2183 2183 2183
Communication du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak Trafic d'armes Mesures prises par le Gouvernement. — Aide humanitaire Statut des militaires envoyés à l'étranger			2829-2830 2830 2830 2830

Classement sans suite d'affaires pénales par le parquet. — Contrôle parlementaire

Création d'un Service de politique criminelle au sein du département de la Justice

Relation ministère public-ministre de la Justice. — Injonction négative Pouvoir d'injonction négative des procureurs généraux à l'égard des magistrats du 2163, 2165

2165

2163-2165, 2167 2164, 2167

SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE D	ES ORATE	EURS ET A	UTEURS 65
	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Lallemand (suite)			
Détention préventive (Doc. nº 658-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Doc. nº 683-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive en ce qui concerne le droit de prendre connaissance du dossier de l'instruction (Doc. nº 1012-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mandat d'arrêt) (Doc. nº 1013-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Diverses modifications) (Doc. nº 59-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Limitation) (Doc. nº 90-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Secret de l'instruction) (Doc. nº 233-1); Complément à l'article 4 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive (Mise du dossier à la disposition du Conseil de l'inculpé avant la comparution devant la Chambre du Conseil) (Doc. nº 249-1); Instruction judiciaire, interrogatoire, assignation à résidence et détention préventive (Droits de l'inculpé — Instauration du mandat d'assignation à résidence — Détention préventive: applicabilité, hébergement dans des maisons d'arrêt — Mise au secret — Responsabilité civile de l'Etat) (Doc. nº 421-1) Création d'une commission d'évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse, modification des articles 348, 350, 351 et 352 du Code pénal et abrogation de l'article 353 du même Code			2422-2424 2721-2722
Langendries, sénateur provincial de Brabant, Ministre de la Fonction publique			
Budget général des Dépenses de l'année budgétaire 1990 Section: Intérieur et Fonction publique Fonction publique Négociations intersectorielles Contractuels subventionnés Statut disciplinaire Instauration du statut unique. — Principes du statut des agents de l'Etat applicables aux Communautés et aux Régions. — A.R. Prime de bilinguisme Politique gouvernementale en matière de fonction publique (Interpellation de M. Van Hooland) Agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public (Simplification et uniformisation des régimes de travail) Discussion des articles Exclusion aux promotions des agents de l'Etat autorisés à exercer leurs fonctions par prestations réduites pour convenance personnelle (Question orale de Mme Nélis) Informations erronées quant à la nationalité des membres du Anti-fascistisch Front arrêtés à l'issue de la manifestation du 3 mars 1990 à Anvers (Question orale de M. Verreycken) Attitude du Gouvernement en matière d'inscription des étrangers dans les communes (Question orale de M. Hasquin) Problèmes rencontrés par les avocats stagiaires (Question orale de M. Vandenhaute) Signature imminente de ce que l'on appelle l'accord complémentaire de Schengen (Question orale de M. Pataer) Deuxième accord de Schengen (Question orale de M. Van Hooland) Octroi de primes de bilinguisme à des fonctionnaires bilingues (Question orale de M. Van Hooland) Octroi de primes de bilinguisme à des fonctionnaires bilingues (Question orale de M. Cardoen) Modification de l'article 54 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 (Ingénieurs dans l'administration de l'Etat) Justification de vote			560 560, 561 561, 561 560, 561 560-561 957-958 1202-1204 1206 1738-1739 1950 1951-1952 1952-1953 1956 1956 2477 2479 2710 2787
Laverge, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code Amendement	14350	247-3	

	DOCUMENTS		DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages		
enfant (suite)					
complément aux articles 100 et 102 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, modifiée par l'A.R. nº 424 du 1er août 1986 (Interruption de la carrière professionnelle — Modalisation de l'indemnité en fonction de la dimension					
familiale) Proposition de loi	15095	1025-1			
inancement de la dette publique (Emprunt exceptionnel) Proposition de loi	15096	1026-1			
réation d'un service national	15070	1020 1			
Proposition de loi Retrait avant impression			17-18		
nterruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; pplication des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; dodification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; dodification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis					
dans le même Code;			100 202		
Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Justification de vote			199-202 403		
udget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Prévoyance sociale, Santé publique et Environnement					
Politique de santé			629-631		
Lutte contre la surconsommation médicale Commission des profils			629-630 630-631		
Biologie clinique			630, 634		
Recherche concernant les maladies gériatriques Ethique dans le domaine de la santé. — Assurance maladie-invalidité			630 631		
Soins à domicile Remboursement à l'I.N.A.M.I. de la dette de 27 milliards de francs due par les			631		
mutuelles			631		
Instauration d'une assurance-maternité Politique familiale			631 631		
Retard apporté au paiement des allocations familiales			631		
Avances sur créances alimentaires oi-programme			631		
Section: Affaires sociales					
Effet « boule de neige » de la dette publique Trimestrialisation des allocations familiales			1004 1004		
Reconnaissance du droit aux allocations familiales basée sur le droit de l'enfant			1004		
Instauration d'une assurance-maternité Problème des cotisations de sécurité sociale			1004 1004		
Assurance maladie-invalidité			1004-1005		
Fonds spécial de solidarité (Prestations exceptionnelles ne donnant pas lieu à intervention de l'assurance «soins de santé»)			1004		
Biologie clinique			1004		
Anatomo-pathologie Instauration d'une cotisation sur le chiffre d'affaires réalisé sur les produits			1004		
pharmaceutiques et d'une redevance annuelle par conditionnement			1004-1005		
Service de contrôle médical chargé d'apprécier la quantité des soins prescrits ou dispensés par les médecins			1005, 1011		
Projet de loi sur les mutuelles			1005, 1011		
Allocations aux handicapés Charte de l'assuré social			1005 1005		
Politique de l'emploi Lutte contre le chômage des femmes			1006		
Interruption de carrière prolongée pour raison familiale			1006 1006		
Stage des jeunes Age de la pension			1006 1006		
Travail à temps partiel			1006		
Alcoolisme sur les lieux du travail Congé de maternité	j		1006 1006, 1007		
Octroi aux organisations représentatives des travailleurs d'une subvention destinée			1000, 1007		
à la recherche sociale et à la formation des représentants des travailleurs dans l'entreprise			1006		
Proposition de loi relative à la possibilité de prendre certains jours de congé pour					
raison familiale pprobation de la Charte sociale européenne et de l'Annexe, faites à Turin, le 18 octobre			1007		
1961			2057-2060		
Iutualités et unions nationales de mutualités			2559-2560		
	1				

SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE DE	ES ORATE	URS ET A	UTEURS 6
	DOCUI	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Luyten (suite)			
Application impropre des articles 64, 79 et 82 de la Constitution; Décision prise par le Gouvernement de sanctionner et de promulguer le projet de loi sur l'interruption de grossesse en lieu et place du Chef de l'État; Procédure inconstitutionnelle relative au refus du Roi de signer une loi; Crise institutionnelle résultant du refus du Roi de signer la loi relative à la dépénalisation partielle de l'avortement et solution apportée par le Gouvernement à cette situation Ajustement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1989 Etats baltes. — Lituanie Roumanie Commissariat général belge près l'exposition universelle de Séville en 1992 Communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Modification de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie Démilitarisation Statut disciplinaire Projet de loi générale sur la fonction de police Répartition des tâches entre la police communale, la police judiciaire et la gendarmerie Nécessité d'une carte de légitimation pour les policiers Attitude de la Belgique à l'égard de la Roumanie Problèmes soulevés par la récente saisie de l'émetteur radio Contact ainsi que, d'une manière générale, la problématique des radios locales au niveau technique, à la lumière du récent arrêt de la Cour d'arbitrage Modification de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone Discussion des articles Justification de vote Communication du Gouvernement Droit d'autodétermination des peuples			1907-1909 1923-1924, 1926 1924 2041 2182 2182 2182 2182 2182 2182 2182 2
M			
Mahoux, sénateur provincial de Namur			
Validation de ses pouvoirs. — Prête serment Evaluation de l'invalidité résultant des maladies potentiellement invalidantes et chroniques de l'enfant. — Montant des allocations majorées Question orale Dépenses occasionnées aux familles par le traitement des enfants atteints de mucoviscidose Question orale Préjudice dont sont victimes les enfants de Belges vivant à l'étranger, dans l'admission au bénéfice des allocations de chômage			1348 2113, 2114 2114
Question orale			2481
Mainil, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies, Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et aux Victimes de la Guerre, adjoint au Ministre de la Justice et des Classes moyennes			
Modification de l'A.R. nº 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants et de l'A.R. nº 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Assujettissement du conjoint aidant au régime A.M.I. — Dérogation à l'obligation de s'affilier à une Caisse d'assurances sociales — Pension complémentaire) Budget général des Dépenses de l'année 1990			425
Section: Classes moyennes Création d'emplois dans les P.M.E. Statut social des indépendants Pension Egalisation des allocations familiales pour le premier enfant			613 614 614 614
Délégation syndicale dans les P.M.E. Modification du régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants			614 1749

0 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE D	ES ORATE	URS ET A	AUTEURS		
	DOCUMENTS		DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages		
Marchal, sénateur de l'arrondissement de Nivelles					
Budget des Voies et Moyens de l'année 1990 Rapport (Pensions)	14880	796-2			
udget général des Dépenses de l'année 1990 Rapport (Pensions) Section: Pensions	14881	797-2			
Aperçu du rapport de la commission Section: Agriculture Régionalisation de l'agriculture			606-607		
Quotas laitiers Répartition des aides nationales et européennes Fonds d'investissement agricole			637 637-638 637-638		
Association des Régions à la gestion du Fonds agricole et du Fonds d'investisse- ment agricole sjustement du budget des Pensions de l'année 1989			638		
Rapport Octroi temporaire d'un complément de pension à certains pensionnés du secteur public Rapport	14887 14900	804-2 815-2			
Карроп	11500	015-2			
Martens, Premier Ministre					
de la responsabilité ministérielle (Interpellation de M. Henrion) Déclarations par le Premier Ministre, au début du mois d'août au sujet de la responsabilité ministérielle (Interpellation de M. Henrion) Déclarations par le Premier Ministre faites, début juillet, à la R.T.B.F., dans lesquelles il désapprouve la politique flamande de l'administration communale d'Overijse tendant à protéger cette commune du Brabant flamand contre une menace accrue de francisation, déclarations qui sont de nature à en encourager les agents de cette francisation et à			64-65		
compromettre ce qu'il est convenu d'appeler la pacification (Interpellation de M. Luyten) udget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Services du Premier Ministre			73-74		
Budgetex Troisième phase de la réforme de l'Etat Commission parlementaire mixte Suppression du « double mandat » (national et communautaire ou régional) Réforme du bicaméralisme Election directe des Conseils Réforme du Sénat Compétences résiduaires et internationales des Communautés et des Régions Révision de la délimitation des circonscriptions électorales Elimination des séquelles de la répression Rapport du Commissaire royal à la politique des immigrés Politique étrangère. — Sommet européen de Strasbourg Octroi d'une prime de rattrapage au personnel des C.P.A.S. qui gèrent des hôpitaux (Question orale de M. Arts) Communication du Gouvernement (Intégration européenne) (Evénements en Europe de l'Est)			547-548 548 548 548 548 548 548 548		
los relations avec l'Europe de l'Est (Interpellation de M. De Belder) éunion du 18 novembre 1989 des chefs de Gouvernement de la C.E., politique de la C.E. et de la Belgique à l'égard de l'Europe de l'Est et déclaration télévisée au cours de laquelle le Premier Ministre a comparé le Conseil des chefs de Gouvernement à un			805-809, 810		
Gouvernement européen (Interpellation de M. Dierickx) (œux de fin d'année) (spersion des compétences en ce qui concerne l'environnement (Mauvais fonctionnement) des relations entre le gouvernement national, régional et communautaire) (Application) des directives européennes par les Régions — Institut d'hygiène et d'épidémiologie — Désignation par les Régions et les Communautés d'officiers de police judiciaire pour les			805-809, 810 1259		
matières qui relèvent de leurs compétences — Sécurité des entreprises industrielles à haut risque et directive européenne dite de Seveso) (Interpellation de Mme Mayence-Goossens) ommet européen de Strasbourg des 8 et 9 décembre 1989 (Développement en Europe de l'Est et en Europe centrale) (Principes de base qui régissent le marché commun — Démocratisation des institutions européennes — Demande que le Parlement belge soit associé plus étroitement à la politique européenne — Union économique et monétaire — Exécution de l'Acte unique européen — Politique sociale — Intégration européenne)			1262-1264		
(Interpellation de M. Stroobant)			1336-1338		

SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE D	ES ORATE	URS ET A	UTEURS 71
	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Martens (suite)			
Carenes du Gouvernement en matière de politique d'immigration (Interpellation de M. Hasquin) Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Préparation à l'Europe de 1992 Politique de redressement économique Conjoncture nationale Evolution de l'emploi et du chômage Chômeurs de longue durée Adaptation des règimes de prépension Problématique de la fin de la carrière professionnelle Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer Charges d'intérêt de la dette Contrôle budgétaire, — Mesures d'économie Diminution de la subvention de l'Etat au régime de sécurité sociale Financement de la sécurité sociale. — Réserve démographique Evolution de la pression fiscale et parafiscale Modernisation de l'organisation de l'administration fiscale Amélioration du niveau des rémunérations des fonctionnaires des administrations fiscales Amélioration du niveau des rémunérations des fonctionnaires des administrations fiscales Mojeration des pressions Mojoration des pressions des financiers Opérations financières et marchés financiers Opérations financières et marchés financiers Opérations financières et marchés financiers Opiminution de 25 % à 10 % du précompte mobilier Suppression du double marché des certificats de trésorerie T.G.V. Réforme de la R.T.T., de la Régie des Postes, de la S.N.C.B. et de la R.V.A. Réforme de la R.T.T., (Belgacom) et création d'un Institut belge des Télécommunica- tions Circulaire adressée le 30 janvier 1990 par le Commissaire royal à l'immigration aux «échevins de la Communauté flamande» des communes bruxelloises (Question orale de M. Desmedt) Application impropre des articles 64, 79 et 82 de la Constitution (Interpellation de Mme Herman-Michielsens) Crise institutionnelle résultant du refus du Roi de signer la loi relative à la dépénalisation partielle de l'avortement et solution apportée par le Gouvernement à cette situation (Interpellation de Mm. Hermion) Procédure inconstitutionnelle relative au refus du Roi de signer une loi Sur la protestation de M. Desmedt) Opération de M			1388-1391 1665, 1667, 1732 1665, 1730 1665, 1666, 1730-1731 1665, 1666 1665, 1730 1665, 1666 1665, 1666 1665, 1666 1665, 1666 1666, 1731 1666 1666, 1731 1666 1666, 1731 1666 1667 1667 1667 1667 1667 1667

· ·			T
	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
(artens (suite)			
ommunication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) (suite)			
Réforme de la Sûreté de l'Etat. — Projet de loi Coordination des polices. — Informatique, documentation, formation et police scientifi-			2054
que. — Création d'un organisme public Harmonisation des statuts des membres des divers services de police Projet de loi alignant les compétences des membres de la police communale et de la			2054, 2055 2054
police judiciaire sur celles du personnel de la gendarmerie en ce qui concerne le droit de constater des infractions			2054
Police scientifique. — Institut national de criminalistique Unités de police technique			2054-2055 2055
Contrôle des services de police et de renseignement, relevant du Parlement Création d'une commission parlementaire spéciale pour les matières policières			2055
Limitation de la durée pendant laquelle certains hauts fonctionnaires et magistrats du ministère public peuvent exercer leurs fonctions			2055
Projet de loi portant interdiction générale de mettre les conversations privées sous écoute Lutte contre l'arriéré judiciaire. — Modification du Code judiciaire (Procédure civile)			2056 2056
Accès à la magistrature et formation des magistrats. — Projet de loi Rôle et compétences du parquet et du juge d'instruction. — Réforme du Code d'instruc-			2056
tion criminelle Réforme du statut du magistrat			2056 2056
notatations récentes révélant une carence non seulement dans l'exécution des lois, mais aussi dans leur cheminement terminal, ce qui revient à créer, à côté d'une catégorie déjà			2030
connue, celle des « lois oubliées », une nouvelle catégorie, celle des « lois évanescentes »			2004 2006
(Interpellation de M. Henrion) uation au Zaïre et attitude du Gouvernement belge face à celle-ci			2094-2096
(Question orale de Mme Aelvoet) ilisation d'une photo d'hommes politiques à des fins de publicité commerciale			2120
(Question orale de M. de Clippele) ommage à la mémoire de M. Rik Vandekerckhove, sénateur			2702 2800
ommunication du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak			2800-2803, 2838
O.N.U., C.E. et U.E.O.			2841 2802, 2839
Mesures diplomatiques, humanitaires et militaires prises par le Gouvernement. — Envoi de chasseurs de mines et d'un bâtiment de soutien, ainsi que d'avions			,
C 130 Effets économiques et budgétaires du choc pétrolier			2802, 2838-2839 2802-2803, 2840
			2841
Sauvegarde de la compétitivité des entreprises Décisions prises au Conseil des Ministres relatives aux répercussions socio-économiques que la situation dans le Golfe peut engendrer pour la Belgique (Motion d'ordre de Mme Delruelle-Ghobert)			2803, 2840-2841
Excuse l'absence du Ministre des Affaires étrangères lors du débat au Sénat Situation des Belges en Irak et au Koweit. — Ambassades		1	2823 2838
Sécurité européenne collective Aide au tiers monde			2839
Trafic d'armes		į	2840 2840
Prolifération des armes chimiques et nucléaires Economies de combustibles et de carburants. — Mesures prises par le Gouvernement			2840 2840
Politique monétaire. — Liaison du franc au DM rt de la propriété intellectuelle dans le cadre de la réforme de l'Etat (Question orale de M. Hatry) Voir: M. Delizée			2841
(Question orale de M. Pataer) Voir: M. Eyskens			
titude du Gouvernement en matière d'inscription des étrangers dans les communes (Question orale de M. Hasquin) Voir: M. Langendries			
athot, sénateur provincial de Liège			
omplément à l'article 1 ^{er} , § 6, de la loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public (Agents contractuels des sociétés agréées par la S.N.L.) Proposition de loi	15008	931-1	
tards dans les décisionnel concernant le T.G.V.; tards dans les décisions urgentes concernant le T.G.V. et plus particulièrement son tracé	13000	751-1	91-92

1313

1596, 1597, 1598, 1616-1618

réorganisant l'Office national du Ducroire et autorisation du Ministre des Finances et du Ministre qui a les relations commerciales extérieures dans ses attributions, à consentir

des prêts à des Etats ou à des organismes étrangers

Réduction du précompte immobilier; Réduction du précompte immobilier à 10 p.c.

	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Monfils (suite)			
Coi-programme Amendements Section: Affaires sociales Appréciation de la quantité des soins prescrits ou dispensés par les médecins Produits pharmaceutiques Redevances dues par les producteurs Commission de transparence Industrie pharmaceutique Prix des médicaments Discussion des articles	14932	849-17	1021-1022 1022-1023 1022-1023, 1024 1023 1023, 1024 1023-1024 1032, 1036, 1040,
Modification du système de déductibilité des frais de garde d'enfants (Augmentation de l'exemption forfaitaire par enfant non placé dans une structure permettant de bénéficier de la déduction)			1041, 1091
Proposition de loi Modification de l'article 370 <i>bis</i> du Code civil relatif à l'abandon d'un enfant mineur (Equipes pluridisciplinaires de l'O.N.E. — Adoption)	14982	902-1	v
Proposition de loi Modification de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 et de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité (Conditions d'obtention du permis de conduire — Permis de conduire à points — Imprégnation alcoolique et ivresse — Conditions techniques — Dispositions diverses)	14983	903-1	2301-2304, 2328-
Amendements Discussion des articles	15043	967-3	2330 2332, 2333, 2334- 2335-2336-2337- 2338, 2339-2340, 2341-2342-2343, 2344, 2345, 2347, 2350, 2352-2353-
Justification de vote Ljustement du budget des Voies et Moyens de l'année 1990			2354, 2355 2538
Amendements rotection des personnes contre les discriminations en raison de maladies ou de handicaps et institution de mesures positives permettant leur maintien dans la vie en société (Dispositions pénales — Droit des établissements d'utilité publique et des associations d'ester en justice — C.I.R.: revenu net d'un immeuble loué à un handicapé; déductibilité de dépenses — Taux de T.V.A. réduit pour l'aménagement de l'immeuble)	15045	969-3	
Proposition de loi sugmentation des crédits ouverts pour l'année 1989 sur les budgets nationaux pour le financement de certaines dépenses se rapportant au transfert de compétences dans le cadre de la réforme des institutions (Financement en 1989 des services administratifs non encore transférés — Financement de certaines dépenses pour compte des Communautés et Régions — Dépenses de l'enseignement de langue allemande — Dépenses de la cellule commune de l'Education) leprésentation de la confédération nationale des cadres au sein du conseil national du travail	15085	1016-1	490-491
Question orale orfaitarisation des soins infirmiers en maisons de repos et les conséquences négatives de ce système sur les pensionnaires de ces établissements			1805
Interpellation ifraction au Code de la route commise par un membre du Gouvernement Question orale roteste contre la désinvolture du Gouvernement à l'égard du Parlement			1993-1995 1997 1998
Commissariat général belge près l'exposition universelle de Séville en 1992 Interpellation			2040-2041, 2042- 2043
justement du Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; justement du Budget général des Dépenses de l'année 1990 Transfert des redevances radio et télévision aux Communautés Revendications des enseignants de la Communauté française Financement de l'enseignement après la communautarisation roteste contre l'absence du Ministre des P.T.T. lors du développement de son interpellation roblèmes soulevés par la récente saisie de l'émetteur radio Contact ainsi que, d'une manière générale, la problématique des radios locales au niveau technique, à la lumière du récent arrêt de la Cour d'arbitrage			2229, 2230-2231 2229, 2230, 2231 2229-2230 2288, 2289, 2291
Interpellation			2289-2290, 2291

	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Moureaux S. (suite)			
Détention préventive (Doc. nº 658-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Doc. nº 683-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive en ce qui concerne le droit de prendre connaissance du dossier de l'instruction (Doc. nº 1012-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Mandat d'arrêt) (Doc. nº 1013-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Diverses modifications) (Doc. nº 59-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Limitation) (Doc. nº 90-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Secret de l'instruction) (Doc. nº 233-1); Complément à l'article 4 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive (Mise du dossier à la disposition du Conseil de l'inculpé avant la comparution devant la Chambre du Conseil) (Doc. nº 249-1); Instruction judiciaire, interrogatoire, assignation à résidence et détention préventive (Droits de l'inculpé — Instauration du mandat d'assignation à résidence — Détention préventive: applicabilité, hébergement dans des maisons d'arrêt — Mise au secret — Responsabilité civile de l'Etat) (Doc. nº 421-1)			2433-2435
Mouton, sénateur provincial de Liège, secrétaire du Sénat			
Modification du titre II, chapitres III et IV, de la loi communale (Révision de la loi communale) Amendement Discussion des articles Rédiu secrétaire du Sénat sudget des Voies et Moyens de l'année 1990; sudget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre [et]: Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions) Evolution des recettes fiscales Retard dans la perception des impôts Incidence sur les finances communales Politique fiscale Réforme de l'impôt des sociétés Réduction du précompte mobilier Adaptation des taux de la T.V.A. et des accises Taxes applicables aux contrats d'assurance Section: Intérieur et Fonction publique Situation des contractuels subventionnés mis à la disposition des communes dans le cadre de la délivrance des nouvelles cartes d'identité Nouvelles dispositions du statut des objecteurs de conscience Indemnité supplémentaire Contribution de 3 000 francs réclamée aux organismes employeurs Police communale Mission éducative Poids sans cesse croissant des devoirs prescrits par les autorités judiciaires Coordination des tâches de police administrative Section: Agriculture Régionalisation de l'agriculture Oi-programme Section: Intérieur Crédit pour couvrir la charge inhérente à l'emploi de commissaire de brigade Pension anticipée des agents des communes et des C.P.A.S. qui ont passé avec leur autorité de tutelle une convention de prêt conditionné par des mesures d'assainissement financier Interprises de gardiennage, entreprises de sécurité et services internes de gardiennage justement du budget de l'Intérieur et de la Fonction publique de l'année 1989 Sort des contractuels subventionnés mis à la disposition des communes pour la délivrance des nouvelles cartes d'identité Missions administratives et judiciaires de la police communale	14402	307-3	2665 8 517, 518 517 517 517-518 518 518 518 518 554 554 554 554 554 554 554 555 555 639-640 1163 1163-1164 1512-1513

1998-2000-2001

2581

Déséquilibres affectant principalement les plus démunis de notre société à la suite des mesures fiscales, institutionnelles et sociales prises par le Gouvernement

Interpellation

Mutualités et unions nationales de mutualités

Réélu questeur du Sénat

	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Pataer, sénateur provincial de Flandre orientale			
Abaissement à dix-huit ans de l'âge de la majorité civile	4.5		1285-1288
Rapport Ajustement du budget de la Justice de l'année 1988	14719	634-2	486-487
Rapport Modification, en ce qui concerne les réfugiés, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au	14859	773-2	
territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers Proposition de loi	14883	801-1	
Modification des articles 124 et 126 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail	14663	801-1	
(Etudiants-travailleurs) Proposition de loi	15102	1032-1	
nterruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code;			İ
Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal;			į
Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis			
dans le même Code; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement			185-188
Convocation urgente de ce qu'il est convenu d'appeler le groupe de Schengen Question orale			460
Budget général des Dépenses de l'année 1990			460
Section: Justice Accords de Schengen			574
Protection de la vie privée Retard dans la ratification de conventions			574 574
Examen des conventions internationales en commission			574
Réfugiés politiques Boat people			574-575 575
Suppression de la loi sur le vagabondage et la mendicité Section: Affaires étrangères et Commerce extérieur			575
Récents événements d'Europe de l'Est			588-589
Réunification de l'Allemagne Adhésion d'Etats est-européens à la C.E.			588 588-589
Charte sociale européenne Salvador			589 589
Lépercussions des négociations inquiétantes, irrégulières et menées à huis clos concernant			
l'harmonisation et la coordination d'une politique européenne en matière de migrations Justification de vote			816-817 954
oi-programme Section: Affaires sociales			
Travail à temps partiel			1024-1025
écurité et sûreté des transports de matières nucléaires. — Rapport de la Commission d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire			1322-1324
Carences du Gouvernement en matière de politique d'immigration Liustement du budget de la Justice de l'année 1989			1382-1383 1399
ituation de détresse financière dans laquelle se trouve l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie Question orale			
intreprises de gardiennage, entreprises de sécurité et services internes de gardiennage			1472, 1473 1513-1315
rotection de la personne des malades mentaux ubventions de l'I.N.A.M.I. aux maisons de repos et de soins			1558-1560 1674-1675
Laisons pour lesquelles aucune demande d'extradition n'a été adressée au Gouvernement sud-africain			
Question orale			1738
ibération éventuelle d'un prisonnier politique chilien Question orale			1808
articipation de la Belgique à la construction d'une centrale nucléaire au Pakistan Question orale			1809
Déclaration récente du procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles concernant les			1005
mesures qu'il juge nécessaires pour garantir l'objectivité des comptes rendus des débats judiciaires			
Interpellation Lestrictions au séjour ou à l'établissement d'étrangers dans certaines communes			1827-1828
Question orale			1920-1921
Question orale			1955-1956
olitique gouvernementale en matière de baux à loyer			2029-2030 2036-2037
Communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits)			
Démilitarisation de la gendarmerie			2190-2191, 2192
Relation police judiciaire — gendarmerie Syndicalisme au sein de la gendarmerie			2191 2191-2192
Droit de grève			2192

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
odification de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 et de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité (Conditions d'obtention du permis de conduire — Permis de conduire à points — Imprégnation alcoolique et ivresse — Conditions techniques — Dispositions diverses) odification de l'A.R. nº 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'art de guérir, à l'exercice des professions qui s'y rattachent et aux commissions médicales, en vue de protéger les titres professionnels des médecins et des auxiliaires paramédicaux odification de la loi du 1 ^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des			2316-2317 2379-2381
délinquants d'habitude regarde des forêts tropicales écation d'une commission d'évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse, modification des articles 348, 350, 351 et 352 du Code pénal et abrogation de l'article 353 du même Code			2465-2466 2691-2692 2730-2731
criaux, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin			
astement du budget des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement de l'année 1989 Rapport (Crédits: Commerce extérieur) probation du Protocole et de l'Annexe, signé à Londres le 14 novembre 1988, d'adhésion de l'Espagne et du Portugal au Traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948, amendé par le Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles, signé à Paris le 23 octobre 1954	14896	812-3	
Rapport oral tut des miliciens (projet); tut des miliciens (proposition); troi d'une indemnité supplémentaire à certains miliciens faisant partie du contingent de			577
l'armée pits de l'homme en Roumanie en rapport avec les événements sanglants de la mi-décembre rences du Gouvernement en matière de politique d'immigration nation délicate des chefs de corps de l'armée invités à des conférences du Ministre organisées par son parti munication du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Contrôle budgétaire Solde net à financer Charges d'intérêt de la dette publique Evolution des recettes			720 1240 1355 1688-1689 1719 1719 1719 1719
Mesures d'économie Département de la Défense nationale Elimination d'abus en matière de chômage. — Chômage partiel Augmentation de la taxe d'immatriculation (Automobiles) Impôts sur les revenus Prélèvement de 10 milliards de francs sur les bonis de la sécurité sociale Revendications salariales du personnel des administrations fiscales Majoration des pensions ligation pour les syndicats et les associations patronales d'avoir une personnalité juridique mmunication du Gouvernement			1719-1720 1719 1719 1719 1719-1720 1720 1719 1720 2006
Invasion du Koweit par l'Irak Choc pétrolier			2814-2815 2815-2816
de, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo			
mmunication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Police communale Problématique des finances communales Acquisition de matériel Comptabilité communale. — Inscription d'arriérés d'impôts au budget communal. —			2173-2174 2173-2174-2175 2174 2175

SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE D	ES ORATI	EURS ET A	UTEURS 83
	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Poullet, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre Ier: Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions) Assainissement des finances publiques Redressement économique Effet boule de neige de la dette publique Réformes fiscales Impôt des sociétés Réduction du précompte mobilier Financement des Communautés et des Régions Retard dans la perception des impôts Effets de la haute conjoncture Maintien de la compétitivité des entreprises Réforme des méthodes budgétaires. — Présentation du budget selon la nouvelle procédure. — Budget programme Dispositions économiques et fiscales Précompte professionnel. — Etablissement des barèmes. — Ménages à un revenu (Quotient conjugal) Obligations d'origine étrangère cédées par des contribuables soumis à l'impôt des personnes morales dans le courant de l'année qui précède l'échéance. — Principe de la non-rétroactivité des lois fiscales			524-526 524 524, 525 524 525 525 525 525 525 526 526 2744
Priëels, sénateur provincial de Flandre orientale Ajustement du budget de l'Emploi et du Travail de l'année 1989 Rapport S	15057	980-2	
Saulmont, sénateur provincial de Namur Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Situation de la base de Sugny. — Fermeture du dépôt de munitions Question orale			294-295 2119-2120
Schellens, sénateur de l'arrondissement de Louvain Budget des Voies et Moyens de l'année 1990 Rapport (Affaires économiques) Budget général des Dépenses de l'année 1990 Rapport (Affaires économiques) Ajustement du budget des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'année 1989 Rapport Aperçu du rapport de la commission Loi-programme Rapport (Articles 333 à 337) (Infrastructure — R.T.T.) Processus décisionnel concernant le T.G.V.; Retards dans les décisions urgentes concernant le T.G.V. et plus particulièrement son tracé Décision gouvernementale relative au T.G.V.; Conséquences et compensations dans certaines sous-régions de Wallonie, dues au passage du T.G.V.	14880 14881 14897 14932	796-2 797-2 813-2 849-11	1677 91 1411
scientifique Graves déviations dans l'exécution du budget de l'année 1989 et conséquences qui en découlent dans ces circonstances sur le budget déjà déposé de 1990 (Solde net à financer) (Interpellation de M. Hatry)			477-478

Seeuws, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 350, 351, 352, 335 et 383 du Code pénal; Modification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Sur la demande de suspension de séance par M. Gijs Justification de vote Création d'un Fonds pour la sécurité des infrastructures sportives Justification de vote Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre let: Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions) Nouvelle procédure pour l'examen des budgets Assainissement des finances publiques Charges d'intérêt de la dette publique Indexation des salaires Aide publique à la coopération au développement Politique de l'emploi Plan pluriannuel pour la sécurité sociale Réglementation des baux à loyer Réduction du précompte mobilier Relations Est-Ouest Droits à la pension du personnel en rapport avec les événements sanglants de la mi-décembre Abaissement à dix-huit ans de l'âge de la majorité civile Sécurité et sûreté des transports de matières nucléaires. — Rapport de la Commission d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire Carences du Gouvernement en matière de sécurité uncléaire Carences du Gouvernement en matière de sécurité incléaire Carences du Gouvernement en matière de sécurité moléaire Carences du Gouvernement en matière de sécurité moléaire Carences du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Politique de l'emploi Charges d'intérêt de la dette publique Baisse des recettes fiscales Détérioration de l'article 56 du Réglement du Sénat (Examen des conventions internationales en commission) Modification de l'article 56 du Règlement du	. A	MENTS N°	ANNALES Pages 126-128 110 401-402 466, 467 509 509 509 509 509 509 509 509 509 50
Seeuws, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Sur la demande de suspension de séance par M. Gijs Justification de vote Gréation d'un Fonds pour la sécurité des infrastructures sportives Justification de vote Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre 1et: Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions) Nouvelle procédure pour l'examen des budgets Assainissement des finances publiques Charges d'intérêt de la dette publique Indexation des salaires Aide publique à la coopération au développement Politique de l'emploi Plan pluriannuel pour la sécurité sociale Réglementation des baux à loyer Réduction du précompte mobilier Relations Est-Ouest Droits de l'homme en Roumanie en rapport avec les événements sanglants de la mi-décembre Abaissement à dix-huit ans de l'âge de la majorité civile Sécurité et sûreté des transports de matières nucléaires. — Rapport de la Commission d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire Carences du Gouvernement en matière de socurité nucléaire Carences du Gouvernement en matière de socurité nucléaire Carences du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Politique de l'emploi Charges d'intérêt de la dette publique Baisse des recettes fiscales Détérioration de l'article 56 du Règlement du Sénat (Examen des conventions internationales en commission) Modification de l'article 56 du Règlement du Sénat (Examen des conventions internationales en commission)	. A	N°	126-128 110 401-402 466, 467 509 509 509 509 509 509 509 509 509 509
Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code; Modification de serticles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Sur la demande de suspension de séance par M. Gijs Justification de vote Création d'un Fonds pour la sécurité des infrastructures sportives Justification de vote Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre let: Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions) Nouvelle procédure pour l'examen des budgets Assainissement des finances publiques Charges d'intérêt de la dette publique Indexation des salaires Aide publique à la coopération au développement Politique de l'emploi Plan pluriannuel pour la sécurité sociale Réglementation des baux à loyer Réduction du précompte mobilier Relations Est-Ouest Droits de l'homme en Roumanie en rapport avec les événements sanglants de la mi-décembre Abaissement à dix-huit ans de l'âge de la majorité civile Sécurité et sûreté des transports de matières nucléaires. — Rapport de la Commission d'information et d'enquête en matière de politique d'immigration Droits à la pension du personnel enseignant dans certaines communes ayant un plan d'assainissement Question orale Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Politique de l'emploi Charges d'intérêt de la dette publique Baisse des recettes fiscales Déterioration de l'erficacité de l'administration fiscale Financement de la sécurité sociale Modification de l'article 54 du Règlement du Sénat (Examen des conventions internationales en commission) Modification de l'arti			110 401-402 466, 467 509 509 509 509 509 509 509 509 509 509
abrogation des articles 352 et 353 du même Code; Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement dans le même Code; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Sur la demande de suspension de séance par M. Gijs Justification de vote Création d'un Fonds pour la sécurité des infrastructures sportives Justification de vote Budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990; Budget général des Dépenses de l'année 1990 Chapitre let; Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions) Nouvelle procédure pour l'examen des budgets Assainissement des finances publiques Charges d'intérêt de la dette publique Indexation des salaires Aide publique à la coopération au développement Politique de l'emploi Plan pluriannuel pour la sécurité sociale Réglementation des baux à loyer Réduction du précompte mobilier Relations Est-Ouest Droits de l'homme en Roumanie en rapport avec les événements sanglants de la mi-décembre Abaissement à dix-huit ans de l'âge de la majorité civile Sécurité et sûreté des transports de matières nucléaires. — Rapport de la Commission d'information et d'enquête en matière de sécurité nucléaire Carences du Gouvernement en matière de sécurité nucléaire Carences du Gouvernement en matière de politique d'immigration Droits à la pension du personnel enseignant dans certaines communes ayant un plan d'assainissement Question orale Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Politique de l'emploi Charges d'intérêt de la dette publique Baisse des recettes fiscales Détérioration de l'efficacité de l'administration fiscale Financement de la sécurité sociale Modification de l'article 54 du Règlement du Sénat (Examen des conventions internationales en commission) Modification de			110 401-402 466, 467 509 509 509 509 509 509 509 509 509 509
(Ingénieurs dans l'administration de l'Etat) Sur la demande de renvoi en commission par M. Leemans Prorogation du mandat de la Commission parlementaire mixte pour la réforme des institutions Communication du Gouvernement Invasion du Koweit par l'Irak Mesures prises par le Gouvernement Répercussions économiques			1611 1723 1723, 1724 1723, 1724 1724 1724 1785 2128 2222 2816-2818 2816-2818 2818
Simonet, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles Communication du Gouvernement (Intégration européenne)			70 < 707
(Evénements en Europe de l'Est)			786-787
Smet (Mme), Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation socia- le, adjoint au Premier Ministre			
Transport transfrontalier vers la Belgique de déchets provenant d'exploitations agricoles néerlandaises (Interpellation de M. Geeraerts)			1339-1340
Carences du Gouvernement en matière de politique d'immigration (Interpellation de M. Hasquin)			1391-1392

probant (stite) ertains organismes publics ou d'utilité publique et autres services de l'Etat Rapport Ertains organismes publics ou d'utilité publique et autres services de l'Etat Rapport Ertains organismes publics ou d'utilité publique et autres services de l'Etat Rapport Ertains organismes publics ou d'utilité publique et autres services de l'Etat Rapport Ertains organismes publics ou d'utilité publique et autres services de l'Etat Rapport Ertains organismes publics ou d'utilité publique et autres services de l'Etat Rapport Ertains organismes publics ou d'utilité publique et autres services de l'Etat Rapport Ertains organismes publics ou d'utilité publique et autres services de l'Etat Rapport Ains le mème Code, doiffication des articles 330 a 333 du Code pénal relatifs à l'avortement dagte général des Dépenses de l'amnée 1990 Section: Emploi et Travail Competences régionales Competences régionales Politique sociale européenne Politique sociale européenne Routique sociale européenne Routique sociale européenne Equilibre financier de la sécurité sociale Complexité de la législation sociale européenne Communication du Gouvernement (Intégration européenne) (Evénements en Europe de Demanulication du Gouvernement (Intégration européenne) (Evénements en Europe de D'Est et en Europe centrale) (Principes de base qui régissent le marché commun — Démocratisation de Stratsbourg des 8 et 9 décembre 1989 (Développement en Europe de D'Est et en Europe centrale) (Principes de base qui régissent le marché commun — Démocratisation de l'Acte unique européenne — Union économique et monétaire — Exécution de l'Acte unique européenne — Union économique et monétaire — Exécution de l'Acte unique européenne — Union économique et monétaire — Exécution de de aux avions qui survolent de nuit les communes riveraines de l'aéroport de Bruxelles-National 1334-1336 1344-1336 1344-1336 1344-1336 1344-1336 1344-1336 1344-1385 14402 307-2 2657-2658 2657-2658 2667-2658 267-2658 267-2658 267-2658 267-2658 267-2658 267-2658 267-2	oobant (suite)	R. A	I	4
ertains organismes publics ou d'utilité publique et autres services de l'Etat Rapport Unualités et unions nationales de mutualités Unualités et unions nationales de mutualités Unualités et unions nationales de mutualités Unualités et unions nationales de mutualités Unualités et unions nationales de mutualités Unualités et unions nationales de mutualités Unualités et unions nationales de mutualités Unualités et unions nationales de mutualités Unualités et unions nationales de mutualités Unualités et unions articles 304 353 du Code pénal de datorités d'un article 305 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Odification des articles 304 353 du Code pénal relatifs à l'avortement diget général des Dépenses de l'aunée 1990 Secondification des articles 304 353 du Code pénal relatifs à l'avortement diget général des Dépenses de l'aunée 1990 Secondification des délègues syndicaux Concentrations d'entreprises.— Association des travailleurs aux discussions qui mênent aux fusions.— Conseils d'entreprises européens Protection des délègues syndicaux Concentrations d'entreprises.— Prévention d'accidents du travail dans les P.M.E. P.M.E. P.M.E. Securité et phygiene dans les entreprises.— Prévention d'accidents du travail dans les P.M.E. Complexité de la législation sociale.— Simplification des formalités administratives (Securité sociale) Complexité de la législation sociale.— Simplification des formalités administratives (Securité sociale) Complexité de la législation sociale.— Simplification des formalités administratives (Securité sociale) Complexité de la législation sociale.— Simplification des formalités administratives (Securité sociale) Complexité de la législation sociale.— Simplification des formalistes de l'anne Europe de l'Expense publice d'immigration (Brévoyance de l'anne l'arcive sociale) Complexité de la législation sociale européenne — Union économique et monétaire — Exécution de l'Acte unique europée — Demande que le Parlement helge soit associé plus étroites de l'anne publice d'immigration l'arcive d'immig	oobant (suite)		Nº	Pages
ertains organismes publics ou d'utilité publique et autres services de l'Etat Rapport Unualités et unions nationales de mutualités Unualités et unions nationales de mutualités Unualités et unions nationales de mutualités Unualités et unions nationales de mutualités Unualités et unions nationales de mutualités Unualités et unions nationales de mutualités Unualités et unions nationales de mutualités Unualités et unions nationales de mutualités Unualités et unions nationales de mutualités Unualités et unions articles 304 353 du Code pénal de datorités d'un article 305 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Odification des articles 304 353 du Code pénal relatifs à l'avortement diget général des Dépenses de l'aunée 1990 Secondification des articles 304 353 du Code pénal relatifs à l'avortement diget général des Dépenses de l'aunée 1990 Secondification des délègues syndicaux Concentrations d'entreprises.— Association des travailleurs aux discussions qui mênent aux fusions.— Conseils d'entreprises européens Protection des délègues syndicaux Concentrations d'entreprises.— Prévention d'accidents du travail dans les P.M.E. P.M.E. P.M.E. Securité et phygiene dans les entreprises.— Prévention d'accidents du travail dans les P.M.E. Complexité de la législation sociale.— Simplification des formalités administratives (Securité sociale) Complexité de la législation sociale.— Simplification des formalités administratives (Securité sociale) Complexité de la législation sociale.— Simplification des formalités administratives (Securité sociale) Complexité de la législation sociale.— Simplification des formalités administratives (Securité sociale) Complexité de la législation sociale.— Simplification des formalistes de l'anne Europe de l'Expense publice d'immigration (Brévoyance de l'anne l'arcive sociale) Complexité de la législation sociale européenne — Union économique et monétaire — Exécution de l'Acte unique europée — Demande que le Parlement helge soit associé plus étroites de l'anne publice d'immigration l'arcive d'immig				
dans le même Code; odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement odification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement odiget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Emploi er Travail Concentration d'enterprises. — Association des travailleurs aux discussions qui mênent aux fusions. — Conseils d'entreprises européens Sécurité thygiène dans les entreprises. — Prévention d'accidents du travail dans les P.M.E. Inscription de droits socio-économiques fondamentaux dans la Constitution Section: Prévoyance sociale, Santé publique et Environnement Equilibre financier de la sécurité sociale Complexité de la législation sociale. — Simplification des formalités administratives (Sécurité sociale) Complexité de la législation sociale. — Simplification des formalités administratives (Sécurité sociale) Complexité de la législation sociale. — Simplification des formalités administratives (Sécurité sociale) Complexité de la législation sociale. — Simplification des formalités administratives (Sécurité sociale) Complexité de la législation sociale. — Simplification des formalités administratives (Sécurité sociale) Complexité de la législation sociale. — Simplification des formalités administratives (Sécurité sociale) Complexité de la législation sociale. — Simplification des formalités administratives (Sécurité sociale) Complexité de la législation sociale. — Simplification des formalités administratives (Sécurité sociale) Complexité de la legislation sociale. — Simplification des plantes de l'acteurités administratives (Sécurité sociale) Complexité de la legislation sociale. — Simplification des l'acteurités ociale de l'acteurités administratives (Sécurité sociale) Complexité de la la composition de l'acteurités de politique d'immigration Interpellation Interpellation proposition de la Charte sociale européenne — Union économique et monétaire — Exécution de l'acteurité de politique d'immigration Interpellation proposition de l'acteurité de	Rapport trualités et unions nationales de mutualités Rapport erruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; plication des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; dification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement;			2554-2556
Compétences régionales Politique sociale européenne Protection des délégués syndicaux Concentrations d'entreprises. — Association des travailleurs aux discussions qui mènent aux fusions. — Conseils d'entreprises européens Sécurité et hygiène dans les entreprises. — Prévention d'accidents du travail dans les P.M.E. Inscription de droits socio-économiques fondamentaux dans la Constitution Section: Prévoyance sociale, Santé publique et Environnement Equilibre financier de la sécurité sociale. Complexité de la législation sociale. — Simplification des formalités administratives (Sécurité sociale) Charte sociale européenne Equilibre financier de la sécurité sociale. Complexité de la législation sociale. — Simplification des formalités administratives (Sécurité sociale) Charte sociale européenne (Intégration européenne) (Evénements en Europe de l'Est en Europe centrale) (Principes de base qui régissent le marché commun — Démocratisation des institutions européennes — Denmocratisation de l'Acte unique européenne — Union économique et monétaire — Exécution de l'Acte unique européenne — Union économique et monétaire — Exécution de l'Acte unique européenne — Olitique sociale — Intégration européenne) Interpellation rences du Gouvernement amatière de politique d'immigration Illution sonore due aux avions qui survolent de nuit les communes riveraines de l'aéroport de Bruxelles-National Introfle par les pouvoirs publics du respect du R.G.P.T. dans la zone portuaire d'Anvers Illution sonore due aux avions qui survolent de nuit les communes riveraines de l'aéroport de Bruxelles-National Interpellation probation de la Charte sociale européenne et de l'annexe, faites à Turin, le 18 octobre 194402 307-2 2657-2658 Rapport 2657-2658 2657-2658 2657-2658 2657-2658 267-2658 267-2658 2680-2602 2680-2602 2626	dans le même Code; dification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement lget général des Dépenses de l'année 1990			266-267
Charte sociale européenne mmunication du Gouvernement (Intégration européenne) (Evénements en Europe de l'Est) mmet européen de Strasbourg des 8 et 9 décembre 1989 (Développement en Europe de l'Est et en Europe centrale) (Principes de base qui régissent le marché commun — Démocratisation des institutions européennes — Demande que le Parlement belge soit associé plus étroitement à la politique européenne — Union économique et monétaire — Exécution de l'Acte unique européen — Politique sociale — Intégration européenne) Interpellation Interpel	Compétences régionales Politique sociale européenne Protection des délégués syndicaux Concentrations d'entreprises. — Association des travailleurs aux discussions qui mènent aux fusions. — Conseils d'entreprises européens Sécurité et hygiène dans les entreprises. — Prévention d'accidents du travail dans les P.M.E. Inscription de droits socio-économiques fondamentaux dans la Constitution Section: Prévoyance sociale, Santé publique et Environnement Equilibre financier de la sécurité sociale . Complexité de la législation sociale. — Simplification des formalités administratives			618 618 618 618 618-619
associé plus étroitement à la politique européenne — Union économique et monétaire — Exécution de l'Acte unique européen — Politique sociale — Intégration européenne) Interpellation rences du Gouvernement en matière de politique d'immigration Illution sonore due aux avions qui survolent de nuit les communes riveraines de l'aéroport de Bruxelles-National mtrôle par les pouvoirs publics du respect du R.G.P.T. dans la zone portuaire d'Anvers Interpellation probation de la Charte sociale européenne et de l'annexe, faites à Turin, le 18 octobre 1961 nykerbuyk, sénateur de l'arrondissement d'Anvers odification du titre II, chapitres III et IV, de la loi communale (Révision de la loi communale) Rapport GExtension de l'article 162 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Extension de l'exemption du droit fixe perçu sur les actes des huissiers de justice aux demandes qui n'excèdent pas le montant de 50 000 francs — Justices de paix) Proposition de loi odification de l'article 11 de l'A.R. du 1 ^{er} avril 1960 réglant la tenue des registres de population (Personnes ayant leur résidence dans une zone de loisir) Proposition de loi odification de l'article 19 de la loi du 28 juin 1984 relative à certains aspects de la condition des étrangers et instituant le Code de la nationalité belge (Connaissance linguistique requise pour l'obtention de la naturalisation ordinaire) Proposition de loi odification des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat (Lutte contre l'artiété judiciaire) Amendements 1334-1336 1384-	Charte sociale européenne mmunication du Gouvernement (Intégration européenne) (Evénements en Europe de l'Est) nmet européen de Strasbourg des 8 et 9 décembre 1989 (Développement en Europe de l'Est et en Europe centrale) (Principes de base qui régissent le marché commun — Démocratisation des institutions européennes — Demande que le Parlement belge soit			626
odification du titre II, chapitres III et IV, de la loi communale (Révision de la loi communale) Rapport odification de l'article 162 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Extension de l'exemption du droit fixe perçu sur les actes des huissiers de justice aux demandes qui n'excèdent pas le montant de 50 000 francs — Justices de paix) Proposition de loi odification de l'article 11 de l'A.R. du 1 ^{er} avril 1960 réglant la tenue des registres de population (Personnes ayant leur résidence dans une zone de loisir) Proposition de loi odification de l'article 19 de la loi du 28 juin 1984 relative à certains aspects de la condition des étrangers et instituant le Code de la nationalité belge (Connaissance linguistique requise pour l'obtention de la naturalisation ordinaire) Proposition de loi odification des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat (Lutte contre l'arriéré judiciaire) Amendements Amendement 14402 307-2 14908 14948 866-1 14967 887-1 14981 901-1 2644-2645	— Exécution de l'Acte unique européen — Politique sociale — Intégration européenne) Interpellation rences du Gouvernement en matière de politique d'immigration lution sonore due aux avions qui survolent de nuit les communes riveraines de l'aéroport de Bruxelles-National atrôle par les pouvoirs publics du respect du R.G.P.T. dans la zone portuaire d'Anvers Interpellation probation de la Charte sociale européenne et de l'annexe, faites à Turin, le 18 octobre			1384-1385 1533 1760-1761
communale) Rapport Odification de l'article 162 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Extension de l'exemption du droit fixe perçu sur les actes des huissiers de justice aux demandes qui n'excèdent pas le montant de 50 000 francs — Justices de paix) Proposition de loi Odification de l'article 11 de l'A.R. du 1 ^{er} avril 1960 réglant la tenue des registres de population (Personnes ayant leur résidence dans une zone de loisir) Proposition de loi Odification de l'article 19 de la loi du 28 juin 1984 relative à certains aspects de la condition des étrangers et instituant le Code de la nationalité belge (Connaissance linguistique requise pour l'obtention de la naturalisation ordinaire) Proposition de loi Odification des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat (Lutte contre l'arriéré judiciaire) Amendements Amendements 15060 2657-2658 2657-2658 14402 307-2 14948 866-1 14948 866-1 14967 887-1 14981 901-1 2644-2645	•			
Proposition de loi odification de l'article 11 de l'A.R. du 1 ^{er} avril 1960 réglant la tenue des registres de population (Personnes ayant leur résidence dans une zone de loisir) Proposition de loi odification de l'article 19 de la loi du 28 juin 1984 relative à certains aspects de la condition des étrangers et instituant le Code de la nationalité belge (Connaissance linguistique requise pour l'obtention de la naturalisation ordinaire) Proposition de loi odification des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat (Lutte contre l'arriéré judiciaire) Amendements Amendement 14948 866-1 14967 887-1 14981 901-1 2644-2645	communale) Rapport dification de l'article 162 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Extension de l'exemption du droit fixe perçu sur les actes des huissiers de justice aux	14402	307-2	2657-2658
Proposition de loi odification de l'article 19 de la loi du 28 juin 1984 relative à certains aspects de la condition des étrangers et instituant le Code de la nationalité belge (Connaissance linguistique requise pour l'obtention de la naturalisation ordinaire) Proposition de loi odification des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat (Lutte contre l'arriéré judiciaire) Amendements Amendement 14967 887-1 14981 901-1 2644-2645	Proposition de loi dification de l'article 11 de l'A.R. du 1 ^{er} avril 1960 réglant la tenue des registres de	14948	866-1	
Proposition de loi Didification des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat (Lutte contre l'arriéré judiciaire) Amendements Amendement Amendement Amendement	Proposition de loi dification de l'article 19 de la loi du 28 juin 1984 relative à certains aspects de la condition des étrangers et instituant le Code de la nationalité belge (Connaissance linguistique	14967	887-1	
contre l'arriéré judiciaire) 2644-2645 Amendements 15060 984-3 Amendement 984-6	Proposition de loi dification des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et de la loi du	14981	901-1	
	Amendements Amendement	15060		

	DOCI	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
conformité des budgets administratifs 1990 au contenu du budget général des Dépenses. — Vote sur la motion de conformité reux de fin d'année ienvenue à deux membres du Sénat français d'odification de l'article 56 du Règlement du Sénat (Examen des conventions internationales en commission) ratut du travail par équipes successives Sur la demande de renvoi en commission Iommage à la mémoire de M. Marcel Hondequin, Secrétaire général émérite du Sénat rotestation contre le manque de coordination élémentaire au sein du Gouvernement en ce qui concerne les relations avec le Parlement ur la demande de M. Hatry d'annuler la réunion du Comité d'avis chargé des questions européennes ravaux de la Commission parlementaire mixte pour la réforme des institutions Iommage à M. Godefridi, Directeur général de la Questure du Sénat fodification de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communau- té germanophone Discussion des articles fodification du titre II, chapitres III et IV, de la loi communale (Révision de la loi communale) Sur le rappel au Règlement du Sénat par M. Desmedt (Durée des séances du soir) rocédure pour la prise en considération de propositions par le Sénat foundage à la mémoire de M. Rik Vandekerckhove, sénateur			1254 1259 1685 1782, 1784 1882 1966 1991, 1996 2017 2222, 2261 2258 2491 2657 2708 2792-2793 2799-2800
winnen, sénateur coopté udget des Voies et Moyens de l'année 1990 Rapport (Intérieur et Fonction publique) udget général des Dépenses de l'année 1990 Rapport (Intérieur et Fonction publique) Section: Intérieur et Fonction publique Aperçu du rapport de la Commission Modification de l'article 19 de la nouvelle loi communale (Traitement. — Cumul) Rapport Modification du titre II, chapitres III et IV, de la loi communale (Révision de la loi communale)	14880 14881 14898	796-2 797-2 814-2	549-550 2659-2661
l'aminiaux, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies justement du budget de la Prévoyance sociale de l'année 1988 Rapport Institution et organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale Rapport Idodification de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale Rapport Institution d'un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptation des pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général Rapport Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; pplication des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Idodification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis Idodification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Di-programme Section: Affaires sociales Allocations aux handicapés Institution d'une commission paritaire pour les travailleurs occupés en atelier protégé tablissement d'un premier bilan comparatif «chômage-prépension» pour les travailleurs âgés sans emploi Question orale	14847 14894 15035 15088	760-2 807-2 959-2 1018-2	965-966 2757 171-173 1003 1003

1990, 1991

2119

Chèques-cadeaux à titre de paiement de bonification de rattrapage pour certains fonctionnai-

Projets du Ministre de l'Intérieur de réduire le nombre de corps de lutte contre l'incendie

res wallons Ouestion orale

SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE DI	ES ORATE	URS ET A	UTEURS 9
	DOCUI	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Tant (suite)			
Communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Contrôle des services de police et de renseignement Coordination de la politique en matière de police Concertation pentagonale au niveau local Nécessité d'un rapport et d'un débat annuels au Parlement au sujet de la police administrative et de la politique générale de sécurité Revalorisation de la fonction de la police communale Renforcement du rôle du bourgmestre Organisation de services permanents de garde et d'intervention Collaboration entre la police communale et la gendarmerie Réforme de la gendarmerie Démilitarisation Statut pécuniaire et administratif Syndicalisme. — Droit de grève Statut disciplinaire Sort du personnel civil, des militaires et des miliciens faisant partie de la gendarmerie,			2192 2192-2193 2193 2193-2194 2193-2194, 2218- 2219 2194, 2195 2194-2195 2194-2195 2194-2195 2194-2195 2194-2195
du personnel de la gendarmerie auprès du Shape et de l'O.T.A.N. et du personnel des services de prévôté en Allemagne Nominations importantes. — Politisation Missions en temps de guerre Harmonisation des statuts des divers services de police			2195 2195 2195 2195 2195
Tobback, Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des Services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales			
Budget des Institutions scientifiques et des Affaires culturelles communes de l'année 1989 Présentation du budget Association des Communautés à la gestion des institutions nationales Difficultés de gestion de certaines institutions scientifiques et culturelles nationales Application de l'A.R. n° 504 Création de parastataux Annulation d'une dette du Théâtre royal de la Monnaie à Bruxelles Cadres linguistiques dans les institutions scientifiques et culturelles Augmentation des tarifs pour les utilisateurs des organismes culturels Rapports futurs du Palais des Congrès et du Centre international des Congrès Subside pour l'Institut européen de recherches et d'études en management Subsides aux organismes internationaux Dotation de l'Unesco Agrément et désignation des organismes employeurs d'objecteurs de conscience (Question orale de Mme Nélis) Création d'un Fonds pour la sécurité des infrastructures sportives			25 25 25 25, 26 25, 26 26 26 26 26 26 26 26 26 26 26 26 26 2
Modification de l'article 24 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures (Incinération) (Incinération) Section : Intérieur et Fonction publique			419
Section: Intérieur et Fonction publique Cabinets ministériels Rôle futur du département de l'Intérieur Sécurité Receveurs communaux et receveurs régionaux Police communale Recrutements Distinction entre la police administrative et la police judiciaire Catastrophes chimiques. — Rôle du bourgmestre Revalorisation de la fonction de bourgmestre Modernisation de la loi électorale Automatisation des opérations électorales Groupe de travail Enrôlement des impôts communaux. — Arriéré Approbation administrative des élections communales Nomination de bourgmestres en suspens Situation des contractuels subventionnés mis à la disposition des communes pour la délivrance des nouvelles cartes d'identité Nouvelles dispositions du statut des objecteurs de conscience Contribution de 3 000 francs réclamée aux organismes employeurs Indemnité supplémentaire Disproportion entre les crédits alloués en faveur des miliciens et ceux alloués en faveur des objecteurs de conscience			557 557 557 557-558, 560 558 558 558 558 558 558, 559 559 559 559 559 559 559 559 559 559

2215-2216

2216, 2217, 2218

2216

2216 2216-2217

Mesures proposées par le Gouvernement.

Protection de la vie privée. — Législation

Possibilité d'accès direct du citoyen pour exprimer une contestation de pratiques poli-

Contrôle parlementaire des services de police et de renseignement

Statut de la Sûreté de l'Etat

cobback (suite) communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) (suite) Statut du ministère public Lutte contre la petite criminalité Politique de prévention Concertation pentagonale entre les autorités administratives et judiciaires, au niveau local Police communale Fonds des communes Problème des nombreuses tâches administratives et judiciaires confiées aux services de police Projet de loi disposant que les commissaires de police ne peuvent plus remplir la fonction de ministère public Revalorisation Nécessité d'un débat annuel au Parlement au sujet de la politique générale de sécurité Projet de loi générale sur la fonction de police Carte de légitimation pour les policiers Droit de grève des gendarmes et des membres de la police communale ormalités au départ de l'aéroport de Bruxelles-National (Question orale de M. Hatry) issions de la gendarmerie dans le cadre de la sécurité de la circulation (Interpellation de M. Cardoen) iodification de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone Discussion des articles oidification des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et de la loi du 5 avril 1955 relatiré aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat d'un article 25bis relatif à la requête en intervention (Section d'administration) Discussion des articles oidification du titre II, chapitres III et IV, de la loi communale (Révision de la loi communale) Discussion des articles oidification du titre II, chapitres III et IV, de la loi communale (Révision de la loi communale) Discussion des articles ouverture au musée de l'armée, d'une salle consacrée à la résistance et à la déportation (Question orale de M. Didden) les à basse altitude d'avions militaires (Question orale de M. Didden)	R. A	Nº	2217 2217, 2218, 2219 2217 2217, 2218, 2219 2217-2218 2217 2217, 2218 2217 2218 2218 2218 2218 2218 2218
ommunication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) (suite) Statut du ministère public Lutte contre la petite criminalité Politique de prévention Concertation pentagonale entre les autorités administratives et judiciaires, au niveau local Police communale Fonds des communes Problème des nombreuses tâches administratives et judiciaires confiées aux services de police Projet de loi disposant que les commissaires de police ne peuvent plus remplir la fonction de ministère public Revalorisation Nécessité d'un débat annuel au Parlement au sujet de la politique générale de sécurité Projet de loi générale sur la fonction de police Carte de légitimation pour les policiers Droit de grève des gendarmes et des membres de la police communale ormalités au départ de l'aéroport de Bruxelles-National (Question orale de M. Hatry) issions de la gendarmerie dans le cadre de la sécurité de la circulation (Interpellation de M. Cardoen) (odification de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communau- té germanophone Discussion des articles (odification des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat (Lutte contre l'arriéré judiciaire); sertion dans les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat d'un arti- cle 25bis relatif à la requête en intervention (Section d'administration) Discussion des articles Odification du titre II, chapitres III et IV, de la loi communale (Révision de la loi communale) Discussion des articles uverture au musée de l'armée, d'une salle consacrée à la résistance et à la déportation (Question orale de M. Didden) los à basse altitude d'avions militaires			2217, 2218, 2219 2217 2217 2217-2218 2217 2217, 2218 2217, 2218 2218 2218 2218 2218 2219 2254-2255 2389-2392 2490-2491-2492 2648-2650 2651, 2653, 2654 2661-2662 2661-2662 2662-2663, 2665
de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) (suite) Statut du ministère public Lutte contre la petite criminalité Politique de prévention Concertation pentagonale entre les autorités administratives et judiciaires, au niveau local Police communale Fonds des communes Problème des nombreuses tâches administratives et judiciaires confiées aux services de police Projet de loi disposant que les commissaires de police ne peuvent plus remplir la fonction de ministère public Revalorisation Nécessité d'un débat annuel au Parlement au sujet de la politique générale de sécurité Projet de loi générale sur la fonction de police Carte de légitimation pour les policiers Droit de grève des gendarmes et des membres de la police communale ormalités au départ de l'aéroport de Bruxelles-National (Question orale de M. Hatry) lissions de la gendarmerie dans le cadre de la sécurité de la circulation (Interpellation de M. Cardoen) (doification de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communau- té germanophone Discussion des articles (odification des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat (Lutte contre l'arriéré judiciaire); sertion dans les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat d'un arti- cle 25bis relatif à la requête en intervention (Section d'administration) Discussion des articles loidification du titre II, chapitres III et IV, de la loi communale (Révision de la loi communale) Discussion des articles (odification du titre II, chapitres III et IV, de la loi communale (Révision de la loi communale) Discussion des articles (ouestion orale de M. Bock) Ongé des miliciens participant à des camps de vacances (Question orale de M. Didden)			2217, 2218, 2219 2217 2217 2217-2218 2217 2217, 2218 2217, 2218 2218 2218 2218 2218 2219 2254-2255 2389-2392 2490-2491-2492 2648-2650 2651, 2653, 2654 2661-2662 2661-2662 2662-2663, 2665
5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat (Lutte contre l'arriéré judiciaire); sertion dans les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat d'un article 25bis relatif à la requête en intervention (Section d'administration) Discussion des articles (odification du titre II, chapitres III et IV, de la loi communale (Révision de la loi communale) Discussion des articles uverture au musée de l'armée, d'une salle consacrée à la résistance et à la déportation (Question orale de M. Bock) ongé des miliciens participant à des camps de vacances (Question orale de M. Didden) ols à basse altitude d'avions militaires			2651, 2653, 2654 2655, 2656 2661-2662 2662-2663, 2665
			2705 2706
oussaint, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin, Premier Vice-Président du Sénat édu premier vice-président du Sénat odification de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 et de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité (Conditions d'obtention du permis de conduire — Permis de conduire à points — Imprégnation alcoolique et ivresse — Conditions techniques — Dispositions diverses)	,		2298-2299
ruffaut (Mme), sénateur provincial de Liège			
odification de l'article 24 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures (Incinération) Amendements Discussion des articles idget des Voies et Moyens de l'année 1990	14351	248-3	418, 419 420
Rapport (Prévoyance sociale — Santé publique et Environnement) Idget général des Dépenses de l'année 1990	14880	796-2	
Rapport (Prévoyance sociale — Santé publique et Environnement) Section: Prévoyance sociale, Santé publique et Environnement Aperçu du rapport de la commission	14881	797-2	623-626
odification de l'article 81 du Code judiciaire (Composition du tribunal de travail dans les litiges intéressant des indépendants) Rapport	14961	881-2	

	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
v			
Vaes, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles			
Révision du titre II de la Constitution par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux			
Texte proposé Protection du logement familial (Protection du locataire — Loyers et prorogation des baux) (Report de la péréquation cadastrale)	14041	100-10/3°	1103-1106, 1123
Amendements Discussion des articles	14930	847-18	1124-1125, 1131
Justification de vote Modification de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce, dans le but de garantir au consommateur, en matière de publicité et d'information sur les produits,			1144
l'emploi d'une des langues nationales Proposition de loi Abrogation de l'article 18 <i>bis</i> de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour,	14955	874-1	
l'établissement et l'éloignement des étrangers (Autorisation de communes d'interdire l'inscription de certains étrangers sur leur territoire) Proposition de loi	15007	930-1	
Modification de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 et de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité (Conditions d'obtention du permis de conduire — Permis de conduire à points			
— Imprégnation alcoolique et ivresse — Conditions techniques — Dispositions diverses) Amendements Justification de vote	15043	967-5	2309-2313 2539
Budget des Institutions scientifiques et des Affaires culturelles communes de l'année 1989 Difficultés de gestion de certaines institutions scientifiques et culturelles nationales Association des communautés			23 23
Arbeitation des conflitations Arbeitage des conflits entre Communautés Cadres linguistiques dans les institutions scientifiques et culturelles Rapport Liebaers. — Manque de personnel dans le cadre non scientifique des organismes			23 23
scientifiques nationaux Augmentation des tarifs pour les utilisateurs des organismes culturels			24 24 24
Rapports futurs du Palais des Congrès et du Centre international des Congrès Dotation de l'Unesco Subsides aux organismes internationaux			24 24
Subside pour l'Institut européen de recherches et d'études en management Point de vue qui sera adopté lors de l'examen de la proposition de la Commission européenne visant à instaurer un droit de vote actif et passif en faveur des étrangers originaires de			24
la C.E.E. lors des élections communales Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code;			60-61
Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code;			
Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Modification à apporter au Code de la route en faveur des cyclistes et du trafic lent			195-199
Interpellation Abaissement à dix-huit ans de l'âge de la majorité civile Justification de vote			1329
Carences du Gouvernement en matière de politique d'immigration Justification de vote Protection de la personne des malades mentaux			1374-1378 1438 1545-1548, 1566
Politique gouvernementale en matière de baux à loyer Interpellation Communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien			2028-2029, 2030
de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Possibilité d'accès direct du citoyen pour exprimer une contestation de pratiques poli- cières			2197
Centralisation des fichiers de renseignements Ecoutes téléphoniques Difficultés qu'éprouvent les témoins d'actes de violence			2197 2197 2197-2198
Arriéré judiciaire Circulaire assurant une meilleure information aux victimes d'actes de violence sur le cours des procédures et des poursuites			2198 2198
Traitement des familles lorsqu'elles rendent visite à des détenus Classement sans suite d'affaires pénales par le parquet Inefficacité dans l'élucidation des délits			2198 2198 2198
Aspect international de la politique de sécurité et de la politique criminelle Statut d'Interpol Rôle futur des douaniers			2198 2198 2198-2199
Commission parlementaire spéciale pour les matières policières		į l	2199

ANNALES R. A No Pages Valkeniers, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles Coopération au développement avec la Namibie Proposition de résolution 15099 1029-1 Insertion dans le Code civil du droit de visite des grands-parents à leurs petits-enfants Proposition de loi 15113 1042-1 Modification de l'article 232 du Code civil (Divorce pour cause de séparation de fait -Délai) Proposition de loi 15115 1045-1 Abrogation des articles 275 et 276 du Code civil (Divorce par consentement mutuel — Age des époux et durée du mariage) Proposition de loi 15116 1046-1 Interdiction de toute discrimination basée sur l'âge de la mise à la retraite Proposition de loi Abaissement de l'âge de la pension des mères occupant un emploi et ayant une carrière 15117 1047-1 professionnelle Proposition de loi 15118 1048-1 Remboursement à l'I.N.A.M.I. de la dette de 27 milliards due par les mutuelles 436-438 Justification de vote Budget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Emploi et Travail 470 Obligation de formation pour les chômeurs de longue durée Travail à temps partiel Contractuels subventionnés dans les administrations communales Travail par équipes successives Section: Prévoyance sociale, Santé publique et Environnement Equilibre financier de la sécurité sociale. — Responsabilisation du patient 632 Fédéralisation de la sécurité sociale 632 Retard dans le traitement des demandes d'allocations aux handicapés 632-633, 636 Biologie clinique. — Maîtrise des dépenses Promotion sociale du personnel hospitalier Ordre des médecins. — Communes à facilités linguistiques 633 633-634 Hôpitaux psychiatriques 634 1381-1382 Carences du Gouvernement en matière de politique d'immigration Projets du Ministre des Affaires sociales en matière d'assistance psychiatrique Question orale 1430 Enquête judiciaire concernant les mutuelles 1446, 1447 Protection de la personne des malades mentaux Justification de vote 1560-1562 1643 Subventions de l'I.N.A.M.I. aux maisons de repos et de soins Remboursement d'avance aux mutuelles **Question** orale 1990, 1998 Nouvelles modalités de calcul des tarifs des honoraires forfaitaires de biologie clinique par journée d'hospitalisation, valables à partir du 1^{er} février jusqu'au 31 décembre 1990 Mutualités et unions nationales de mutualités 2147-2148 2560-2561 Instauration d'un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptation des pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général 2763 Van Bree, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik Validation de ses pouvoirs. — Prête serment 2808 Vandekerckhove, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik Modification de l'article 54 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949 (Ingénieurs dans l'administration de l'Etat) 2709-2710 14689 Rapport 606-3 Rapport complémentaire 606-5 Interruption de grossesse et modification des articles 348, 350 et 351 du Code pénal et abrogation des articles 352 et 353 du même Code; Application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement; Modification des articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insertion d'un article 353bis dans le même Code; Modification des articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement Discussion des articles Justification de vote 386 Justification de vote 402

	DOCU	MENTS	ANNALES
	R. A	Nº	Pages
andekerckhove (suite)			
Carences du Gouvernement en matière de politique d'immigration communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Solde net à financer Mesures d'économie Prélèvement de 10 milliards sur les bonis de la sécurité sociale Département de la Défense nationale Evolution de l'emploi et du chômage Disproportion entre la croissance économique et les rentrées fiscales futualités et unions nationales de mutualités Mécédé le 4 août 1990			1361-1363 1727 1727 1727 1727 1727 1727 1727-1728 2581-2582
an den Bogaert-Ceulemans (Mme), sénateur provincial d'Anvers			
alidation de ses pouvoirs. — Prête serment			8
an den Brande, Ministre de l'Emploi et du Travail			
Ouverture tardive de la séance udget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Emploi et Travail			616, 621
Construction de l'Europe sociale. — Conseil des ministres européens des Affaires sociales Rôle du Parlement belge Charte sociale européenne Politique de l'emploi. — Compétences régionales Obligation de formation pour certaines catégories de chômeurs Travail à temps partiel Contractuels subventionnés dans les administrations communales Travail par équipes successives Protection des délégués syndicaux Concentrations d'entreprises Sécurité et hygiène dans les entreprises. — P.M.E. Inscription de droits socio-économiques fondamentaux dans la Constitution Inspection sociale			621, 623 621 621 621-622 622 622 622 622-623 623 623 623 623 623 623
Section: Affaires sociales Inspection sociale Alcoolisme sur les lieux du travail Extension du nombre de jours de congé pour événements familiaux Problématique «Famille et Travail» Travail à temps partiel tat d'avancement du dossier de l'indemnisation des travailleurs de la S.N.C.V. atteints d'une maladie professionnelle			1025 1025 1025 1025 1025 1025-1026
(Question orale de Mme Nélis) (ablissement d'un premier bilan comparatif «chômage-prépension» pour les travailleurs âgés sans emploi			1476
(Question orale de M. Taminiaux) (Ontant de l'allocation de chômage des chômeurs âgés cohabitants (Question orale de M. Taminiaux) hômage féminin et, en particulier, exclusion du droit aux allocations pour chômage de			1477 1698
longue durée (Question orale de Mme Truffaut) uation financière du Fonds national de reclassement social des handicapés			1701-1702
(Question orale de M. Taminiaux) ontrôle par les pouvoirs publics du respect du R.G.P.T. dans la zone portuaire d'Anvers			1741
(Interpellation de M. Stroobant) tte contre les pourvoyeurs de main d'œuvre dans le secteur de la construction (Question orale de M. Laverge)			1761-1762 1805
présentation de la confédération nationale des cadres au sein du Conseil national du travail			
(Question orale de M. Monfils) atut du travail par équipes successives Demande le renvoi en commission			1805-1806 1881, 1882
oligation pour les syndicats et les associations patronales d'avoir une personnalité juridique (Interpellation de M. Boël)			2006-2007
pprobation de la Charte sociale européenne et de l'annexe, faites à Turin, le 18 octobre			2061-2063

R. A	MENTS Nº	ANNALES Pages 2123
R. A	Nº	
		2123
		2252 2253 2253 2481
		2481-2482
		2516, 2517 2676 2676-2677 2677 2677
14826	843-2	8 2018-2019
		1509-1510
14861	14861 775-3	1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526- 1527
15060	984-4	2642-2643 2654, 2655 2785
		404 411 466
The state of the s	14861	14861 775-3

SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE D	ES ORATE	URS ET A	UTEURS
	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Vandenhaute (suite)			
udget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Intérieur et Fonction publique Adaptation du Fonds des communes pour 1987 et 1988 Arriéré du contentieux administratif Réforme du contentieux administratif Plan de secours pour les catastrophes chimiques. — Décharge de Mellery dans le Brabant wallon Campagne d'information relative aux indemnités de milice Disproportion entre les crédits alloués en faveur des miliciens et ceux alloués en faveur des objecteurs de conscience gents des administrations et de certains organismes d'intérêt public (Simplification et uniformisation des régimes de travail) Justification de vote ubsides d'investissements à octroyer aux ateliers protégés francophones Question orale rituation des enfants de réfugiés politiques accueillis au centre du Petit-Château Interpellation Ollution sonore due aux avions qui survolent de nuit les communes riveraines de l'aéroport de Bruxelles-National Interpellation roit d'accès direct de certaines institutions au registre national Question orale secription des fonctionnaires européens dans les registres de la population des communes bruxelloises Question orale Ouestio			550 550 550 550 550 550, 560 1201-1202 1256-1257 1236 1240 1395-1396, 1397 1531-1533, 1536 1921 1922 1952, 1953 1955 2115-2116 2117 2642-2643 2658 2657 2703, 2704
Van der Biest, Ministre des Pensions (jusqu'au 2 mai 1990) udget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Pensions Intervention de l'Etat Avenir du secteur des pensions Mesures. — Réforme structurelle Problématique de l'âge de la retraite Prépension de retraite Pensions des travailleurs frontaliers Pensions mixtes (Secteur public — Secteur des salariés) oi-programme Section: Intérieur Pension anticipée des agents des communes et des C.P.A.S. qui ont passé avec leur autorité de tutelle une convention de prêt conditionné par des mesures d'assainissement financier Proits à la pension du personnel enseignant dans certaines communes ayant un plan d'assainissement (Question orale de M. Seeuws)			609 609 609, 610 609 610 610 1167-1168
anderborght, sénateur provincial d'Anvers			
justement du budget des Travaux publics de l'année 1989 Rapport	14864	778-2	

	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
/anhaverbeke (suite)			
justement du budget de la Santé publique et de l'Environnement de l'année 1989 Rapport fodification de la loi du 23 septembre 1931 sur le recrutement du personnel de la pêche	14949	867-2	
maritime Rapport mploi illicite d'hormones dans la production de viande atte contre la peste porcine	15074	998-2	1478-1479
Question orale			1809-1810, 1811
ispositions budgétaires Institut d'expertise vétérinaire Transfert de réserves au Trésor			2280-2281-2282 2280-2281-2282 2285-2286
Moyens financiers de l'Institut Justification de vote			2281, 2282 2547
Dispositions économiques et fiscales Peste porcine et brucellose bovine Fonds de la santé et de la production des animaux			2745 2745
'an Hooland, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo			
udget des Voies et Moyens de l'année 1990 Rapport (Institutions scientifiques et culturelles de l'Etat, Enseignement)	14880	796-2	
udget général des Dépenses de l'année 1990 Rapport (Institutions scientifiques et culturelles de l'Etat, Enseignement) Section: Intérieur et Fonction publique	14881	797-2	
Fonction publique Inaptitude de la structure organisationnelle des services publics centraux Politique du personnel			557 557 557
Section: Coopération au développement Aide publique à la coopération Politique Restructuration de l'A.G.C.D. O.S.S.O.M.			598-599 599 599 599
Dispersion des crédits entre différents budgets Section: Défense nationale Réduction et réorientation des crédits			599 604
Politique à long terme épolitisation et revalorisation de notre fonction publique Proposition de résolution èglement définitif des budgets des services d'administration générale de l'Etat et d'organis-	14945	864-1	604
mes d'intérêt public pour l'année 1984 ou pour des années antérieures Rapport Justification de vote	15032	956-2	2540
justement du budget des Voies et Moyens de l'année 1990 Rapport	15045	969-2	25.10
justement du budget général des Dépenses de l'année 1990 Rapport	15046	970-2	
Rapport (Article 14) (Loterie nationale)	15047	971-4	
daget des Dotations aux Communautés et aux Régions de l'année 1989 Charges du passé Dotation à la Commission communautaire commune (Institutions bicommunautaires de	13047	<i>)/</i> 1-4	28
la Région de Bruxelles-Capitale) adget des Voies et Moyens de l'année 1990; adget général des Dépenses de l'année 1990			29
Chapitre Ier: Finances (Voies et Moyens — Dette publique — Finances — Dotations — Dotations aux Communautés et aux Régions) Nouvelle procédure pour l'examen des budgets. — Budget-programme			510, 511
Disproportion entre la croissance économique et les rentrées fiscales Dette publique Revalorisation de la fonction publique. — Amélioration du management Fusions de communes. — « Défusion ». — Finances communales			510 510, 512 510-511 511
Privatisations ispositions fiscales Justification de vote			511 846-848 950
olitique gouvernementale en matière de fonction publique Interpellation Option de la company familie (Protestion de la consiste de la consi			955-957, 958
rotection du logement familial (Protection du locataire — Loyers et prorogation des baux) (Report de la péréquation cadastrale)			1119

102 SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE D	ES ORATE	URS ET A	UTEURS
	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Van Hooland (suite)			
Loi-programme Section: Intérieur Fonds provincial pour l'équipement des gardes champêtres Commissaires de brigade Pension anticipée des agents des communes et des C.P.A.S. qui ont passé avec leur autorité de tutelle une convention de prêt conditionné par des mesures d'assainissement financier Agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public (Simplification et uniformisation des régimes de travail) Carences du Gouvernement en matière de politique d'immigration Réduction du précompte immobilier; Réduction du précompte immobilier; Réduction du précompte immobilier; Communication du Gouvernement (Contrôle budgétaire) Assainissement des finances publiques. — Solde net à financer Troisième phase de la réforme de l'Etat Radioscopie de la fonction publique Zero base budgetting Evaluation des programmes Non-application de l'A.R. du 6 mai 1988 en ce qui concerne la délivrance d'un permis de conduire belge aux ressortissants inscrits à l'étranger Question orale Fonctionnement et déconcentration éventuelle du service de la délivrance des plaques numérologiques. — Direction de l'immatriculation des véhicules Question orale Communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) Politique générale de sécurité Mesures proposées par le Gouvernement Fonctionnement des services de police. — Management Ajustement du budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Ajustement du budget des Voies et Moyens de l'année 1990; Aperçu du rapport de la commission Caractère incomplet et inactuel des statistiques relatives aux agents du secteur public belge Question orale Modification du titre II, chapitres III et IV, de la loi communale (Révision de la loi communale) Justification de vote Dispositions économiques et fiscales Réorganisation du management du département des Brinances Précompte professionnel. — Etablissement des barèmes. — Ménages à un revenu (Quotient conjugal) Instauration d'un âge flexible de la retraite pour les tra	14351	248-2	1165 1165 1165 1204 1386-1387 1602-1603 1712, 1713 1713 1713 1713 2020, 2021 2117-2118 2199-2200 2200, 2216 2200-2201 2223-2224 2477 2659 2786 2744 2744-2645 2761-2762
Complément à la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures (Souhait du défunt d'être incinéré — Inscription dans le registre de la population) Rapport	14364	260-2	420-421
Van Nevel, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo			
Modification de la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole (Augmentation du montant à concurrence duquel le Fonds peut octroyer sa caution) Rapport Budget des Voies et Moyens de l'année 1990 Rapport (Agriculture) Budget général des Dépenses de l'année 1990 Rapport (Agriculture)	14874 14880 14881	792-2 796-2 797-2	w

TEURS ET.	ES ORATI	UTEURS 103
DOCUMENTS		ANNALES
Nº	R. A	Pages
971-2	15047	8
		2270-2272 2572-2573
		2808
782-1	14868	
891-2	14971	
	12136	
		259-266, 344-346
		278-282
		270 202
799-1	14876	830-831
806-5	14889	050-051
850-2	14933	1928
851-2	14934	1928
917-1	14995	
	14934	851-2

SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE DI	ES ORATE	URS ET A	UTEURS 105
	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Verschueren, sénateur provincial d'Anvers			
Budget des Voies et Moyens de l'année 1990 Rapport (Coopération au Développement) Budget général des Dépenses de l'année 1990 Rapport (Coopération au Développement) Section: Coopération au Développement Aide publique à la coopération Coopération militaire Restructration de l'A.G.C.D. Crédits pour les organisations multilatérales. — Evaluation Organisation mondiale de la santé Essential Drug Program Haut Commissariat aux Réfugiés (O.N.U.) Lomé IV Activités douteuses de l'O.N.G. Humana O.N.G. en Bolivie Evénements récents d'Europe de l'Est Approbation de l'Accord entre l'U.E.B.L. et Malte relatif à l'encouragement et la protection réciproques des investissements Rapport Approbation de la Convention entre la Belgique et le Sénégal tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus Rapport Approbation de l'Accord entre les Gouvernements de la Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'U.R.S.S. concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, et du Protocole Rapport Dispositions budgétaires Rapport (Article 13) (R.T.T.) Création d'un Fonds pour la sécurité des infrastructures sportives Modification de la loi du 1 ^{er} juillet 1971 portant création de la Régie des Transports maritimes (Emprunts — Nouvelles techniques de financement — Leasing, renting, sale and lease back) Justification de vote Perception immédiate des amendes en matière de transport de personnes et de marchandises par la route Question orale	14880 14881 14903 15040 15041 15047	796-2 797-2 819-2 964-2 965-2 971-5	596-597 597 597 597 597 597 597 597 597-598 598 598 598 598 1669 1702
			20/2
Wyskala Via Dania Misiana Misiana Africa da la Latina da Clara			
Wathelet, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes			
Organisation du culte islamique (Question orale de M. Hasquin) Application de la loi du 1er septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de cinéma aux mineurs de moins de seize ans et nécessité de modifier ladite loi			49-50
(Interpellation de M. Desmedt) Suppression des contrôles phytosanitaires au poste frontière d'Abele-Calicannes (Question orale de M. Capoen) Présence dans des grands magasins, de bandes dessinées pornographiques au milieu de			83-85 457
publications pour enfants (Question orale de M. Antoine) Lutte contre la drogue au sein de la C.E.E.			458
(Question orale de M. Hasquin) Convocation urgente de ce qu'il est convenu d'appeler le groupe de Schengen			459-460
(Question orale de M. Pataer) Nouvel accord de Schengen (Question orale de Mme Aelvoet)			460-461 460-461
Fait que des étrangers séjournant illégalement aux Pays-Bas ont été expédiés en territoire belge par des services de police néerlandais (Question orale de M. Suykerbuyk)			571
Budget général des Dépenses de l'année 1990 Section: Justice Réfugiés politiques Réfugiés non reconnus Amélioration de l'appareil judiciaire Protection de la vie privée. — Projet de loi Vagabondage			576, 582, 583 583 582 583 583 583

SENAT — SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990 — TABLE CUMULATIVE D	ES ORATE	URS ET A	UTEURS 107
	DOCUMENTS		ANNALES
	R. A	Nº	Pages
Wathelet (suite)			
Communication du Gouvernement (Programme du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre, de sécurité des citoyens et de répression des délits) (suite) Limitation de la durée pendant laquelle certains hauts fonctionnaires et magistrats du ministère public peuvent exercer leurs fonctions Rôle des commissaires d'arrondissement Tueries dites du Brabant wallon Création d'un iuge d'instruction national Contrôle externe des services de police et de renseignement Coordination des polices Informatique et centralisation de la documentation criminelle Concertation pentagonale entre les autorités administratives et judiciaires au niveau local Harmonisation des compétences judiciaires de chaque police Missions de police judiciaire exercées par la B.S.R. ou la P.J. Modification fondamentale de l'organisation de la police judiciaire Statut de la Súreté de l'Etat Police scientifique. — Institut national de criminalistique Accords de Schengen Principe de la séparation des pouvoirs Projet de loi modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats Détention préventive (Doc. n° 658-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Doc. n° 683-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive en ce qui concerne le droit de prendre connaissance du dossier de l'instruction (Doc. n° 1012-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Dicunication) (Doc. n° 1013-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Diverses modifica- tions) (Doc. n° 29-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Diverses modifica- tions) (Doc. n° 29-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Diverses modifica- tions) (Doc. n° 29-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive (Diverses modifica- tions) (Doc. n° 29-1); Modification de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préve			2207, 2209-2210 2207 2208 2208, 2209 2209 2210 2210 2210 2211 2211 2211
Weyts, sénateur de l'arrondissement de Bruges Complément à l'article 507, deuxième alinéa, du Code pénal (Destruction, dégradation ou			
détournement de meubles ayant fait l'objet d'une ordonnance rendue en référé au cours d'une procédure en divorce — Art. 1253septies et 1280 du Code judiciaire) Rapport Complément à l'article 507, deuxième alinéa, du Code pénal (Destruction, dégradation ou détournement de meubles ayant fait l'objet d'une ordonnance rendue en référé au cours	14166	60-2	
d'une procédure en divorce — Art. 1280 du Code judiciaire) Rapport Modification de l'article 137, § 2, du C.I.R. (Impôt des personnes morales — Fabriques	14477	387-2	
d'église — Revenus immobiliers) Rapport	14824	745-2	